

# SAVOIR-FAIRE LOCAUX

## NOUVELLES TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT

une perspective de coopération  
euro-maghrébine



Sous la direction

de

Augusto

PERELLI

et

Abdelkader

SID AHMED

Préface

Albert SASSON

Éditions PUBLISUD / Éditions UNESCO

**SAVOIR-FAIRE LOCAUX,  
NOUVELLES TECHNOLOGIES  
DE COMMUNICATION  
ET DE DÉVELOPPEMENT  
(UNE PERSPECTIVE DE COOPÉRATION  
EURO-MAGHRÉBINE)**

*Collection Le développement dans les faits*  
dirigée par Abdelkader Sid Ahmed

Déjà parus :

- L'émergence des Géants du Tiers-Monde : stratégies des banques et firmes du Tiers-Monde, J.-P. Grou.
- Nord-Sud : crise et immigration : le cas turc, Y. Sertel.
- Economies of Scale : specialization and Trade, Towards a New Development Theory ? F. Carré.
- Antilles-Guyanes : quel développement à l'aube de 1992 ?, Rémy-Louis Budoc.
- De l'économie planifiée à l'économie de marché, sous la direction de Claude Durand.
- Les changements des habitudes et des politiques alimentaires en Afrique : aspects des sciences humaines, naturelles et sociales, sous la direction d'Igor Garine.
- L'avenir de la Méditerranée, ouvrage collectif, sous la direction de Christian Reynaud et d'Abdelkader Sid Ahmed.
- Développement et droits de l'homme en Afrique, C.-M. Eya-Nchama.
- Expériences d'éco-développement local au Sahel : un aperçu critique par la méthode comparative, Augusto Perelli.
- Des entreprises pas comme les autres : Benetton en Italie, le Sentier à Paris de M. Lazzarato, Y. Moulrier-Boutang, A. Negri et G. Santilli.
- Croissance et protectionnisme : l'exemple du Danemark au XVIII<sup>e</sup> siècle, de M.-J. Bizière.
- Coopérer avec l'Algérie : convergence et solidarité sous la direction de Martin Verlet, préface de Francis Wurtz.
- Origine, influence et actualité du kémalisme, Menter Sahinler.
- Energie et société : quelle légitimité pour les systèmes énergétiques au XXI<sup>e</sup> siècle, sous la direction de P. Bouby et autres.
- Economie politique de la transition dans les pays en développement : le cas de la Syrie, d'Abdelkader Sid Ahmed.
- L'Irak : paysanneries, politiques agraires et industrielles au XX<sup>e</sup> siècle de H. Ishow.

© UNESCO, 1996

Tous droits de reproduction et de traduction réservés

ISBN – UNESCO : 92-3-203265-1

ISBN – Publisud : 2-86600-756-5

**Augusto Perelli**  
**Abdelkader Sid Ahmed**  
(Sous la direction de)

**Savoir-faire locaux,  
nouvelles technologies  
de communication  
et de développement**  
(Une perspective de coopération  
euro-maghrébine)

Publié avec le concours financier du Fonds spécial de l'OPEP

**PUBLISUD/Éditions UNESCO**



# Préface

Albert Sasson

Le projet intitulé « Les Futurs de la culture », lancé en 1990 dans le cadre du programme d'études prospectives de l'UNESCO, a pour principal objectif d'identifier, aux niveaux régional et interrégional, les tendances qui se dessinent et les changements prévisibles au niveau des interactions entre le développement culturel, les identités culturelles et les sociétés pluriculturelles ou multiculturelles.

Six tendances principales se sont dégagées lors de la réunion d'un groupe consultatif d'experts, qui a eu lieu au siège de l'UNESCO, les 9 et 10 janvier 1990 : la globalisation du modèle culturel de l'Ouest, résultat de l'interdépendance mondiale croissante ; le processus d'uniformisation et d'homogénéisation des cultures et des valeurs culturelles ; la dimension pluriculturelle de presque toutes les sociétés des pays les plus industrialisés ; la montée d'un phénomène de résistance ou d'une affirmation culturelle en tant que réaction face à la standardisation des cultures ; et enfin, l'émergence de nouvelles cultures nées du progrès scientifique et technique.

Ces hypothèses de travail ont été étudiées et appliquées à différents schémas régionaux et interrégionaux lors des réunions suivantes : à Barcelone (13-15 septembre 1991) en coopération avec le Centre UNESCO de Catalogne et le Centre catalan de prospective (Afrique et Amérique latine) ; à Bangkok (8-11 février 1993) en coopération avec le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Asie et le Pacifique ; et à Mantoue (1-3 avril 1993) en coopération avec le Centre polytechnique de Milan (Méditerranée occidentale). Les comptes-rendus de ces réunions ont été publiés dans différents ouvrages : *Les Futurs de la culture*, vol. I (décembre 1991) et vol. II (mars 1992) dans le cadre de la série des

documents du programme d'études prospectives de l'UNESCO, et *Le Futur des cultures asiatiques*, publié par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok, 1993.

La présente publication, résultat d'une co-édition entre l'UNESCO et Publisud (Paris), reprend les contributions faites au Séminaire de Mantoue en 1993 ; elle s'efforce de mettre en relief plusieurs aspects des cultures de la Méditerranée occidentale qui est une zone de contact entre plusieurs familles culturelles ou civilisations arabe-islamique, hispanophone, francophone et italienne — qui s'étendent bien au-delà du Bassin méditerranéen.

# 1

## **Introduction aux thèmes du Séminaire : les futurs de la culture et la coopération euro-maghebine**

Augusto Perelli, Politecnico di Milano  
Abdelkader Sid ahmed, ORSTOM, Paris

### *1. — Les cultures locales face à la mondialisation et au développement technologique des médias*

Le développement culturel ne peut plus être considéré comme l'étape ultime du développement et dont la croissance économique constituerait un préalable. Comme le notait déjà l'UNESCO en 1977, « le développement culturel doit être pensé et recherché comme dimension essentielle d'un développement intégral qui veut rendre l'homme à lui-même devant la dépersonnalisation du travail, l'uniformisation de l'habitat et des modes de vie, la prédominance d'une culture de masse commerciale et cosmopolite ».

## 1.1 L'environnement culturel

Au niveau de l'environnement général, la Méditerranée occidentale constitue une zone de contact entre plusieurs familles culturelles : le monde arabo-islamique, le monde de la francophonie, le monde hispanique et le microcosme italien.

Chacune des composantes de cet environnement (Maghreb, France, Espagne, Italie) représente l'avant-garde d'un univers qui couvre de larges espaces sur la terre et embrasse de nombreux peuples. Chacune se sent donc membre d'une famille culturelle qui dépasse le cadre méditerranéen. Le Maghreb fait partie de la famille arabo-musulmane, tout comme la France se place dans un univers francophone plus large. C'est dire que les relations culturelles dans cette région ont des prolongements à l'échelle mondiale, que la région constitue une sorte de nœud central ou « caisse de résonance » pour les relations culturelles entre civilisations universelles.

Il n'y a, il faut le noter, aucune « symétrie » entre ces trois « familles ». L'ensemble francophone paraît excessivement centralisé. La quasi totalité de la production des biens culturels émane de la « métropole », les autres régions ayant des contributions plus ou moins marginales. L'ensemble hispanique paraît déstructuré : aucun organisme, aucune action particulière ne semblent œuvrer pour la coordination culturelle entre ses membres. L'Espagne paraît plus intéressée par son intégration à l'Europe que par le travail sur ses affinités avec la grande famille hispanique.

En ce qui concerne la famille culturelle arabe, le fait important des quatre ou cinq dernières décades a été la création d'un espace culturel unifié, caractérisé par l'existence d'un marché unique de produits culturels. Les politiques adoptées dans le domaine de l'éducation et des médias ont joué un rôle important à cet égard : l'enseignement et les moyens de communication audiovisuels sont arabisés presque intégralement dans ces pays.

Dans le prolongement de ce phénomène, on assiste aujourd'hui à l'apparition et au développement d'une presse qui couvre l'ensemble du monde arabe. Déjà au cours des dernières années, des revues culturelles à périodicité mensuelle ou trimestrielle avaient réussi à réaliser l'intégration de la production scientifique en langue

arabe dans les sciences humaines et sociales. Ainsi, déployée sur les mêmes supports, la réflexion sur les problèmes de l'homme et de la société semble être conduite à l'unisson d'un extrême du monde arabe à l'autre. A cela s'ajoute le fait que, depuis quelques années, certains grands quotidiens du Proche-Orient, ainsi que d'autres créés récemment à partir des capitales européennes, adoptent les moyens technologiques modernes pour assurer la couverture de l'ensemble des événements des pays arabes et pour réaliser des tirages simultanés dans un nombre grandissant de capitales arabes et occidentales. Même l'actualité politique et économique tend à devenir une à travers toute la région.

Le même processus paraît démarrer pour un tout autre type de média : la télévision par satellite.

## 1.2 La télévision satellitaire au Maghreb : un enjeu civilisationnel

Au Maghreb, la télévision a contribué à la diffusion de la culture occidentale par la projection de films français, italiens ou anglo-saxons doublés. Dans la typologie des instruments de la diffusion culturelle européenne, le magnétoscope occupe une place non négligeable : en Algérie, par exemple, le parc est estimé à 100 000 unités, dont 40 % des cassettes sont originales et acquises à l'étranger. Objectivement, donc, le « ghazw thaqafi » dénoncé par les adversaires de la télévision satellitaire n'est pas un phénomène récent et soudain. C'est pourquoi, l'avènement de la parabole se présente comme le développement naturel d'une domination qui change de moyens à mesure que la technologie lui en offre de plus performants.

Dans l'échange inégal global, tellement étudié depuis les 20 dernières années, les riches continuent de s'enrichir et les pauvres de s'appauvrir, même culturellement : le Maghreb consomme à grande échelle, même de la culture exogène. La parabole est devenu un phénomène de société.

Les toits des grandes villes — et de plus en plus de villages et bourgades de l'intérieur — sont hérissés de réflecteurs. Dans la seule Algérie, on évalue aujourd'hui à près de 15 millions la

population arrosée par les satellites. Cette popularisation de la télévision étrangère a réveillé les vieux démons, ceux d'un Maghreb à deux vitesses. En effet, l'opinion est résolument partagée sur les effets de la parabole.

Les partisans de ce gadget sont, *a priori*, nombreux : la télévision satellitaire, à leur avis, apporte un plus culturel et offre une information plus riche et plus variée. Rapportée à l'indigence des programmes de la télévision locale, la parabole passe ainsi pour un instrument d'éducation et de culture prodigieux et à moindre coût par rapport à l'investissement requis localement pour produire les mêmes émissions. Dans des pays où les loisirs se comptent, la télévision satellitaire remplit un vide : sur les usages sociaux de la parabole, les études réalisées montrent que les attraits résident dans la qualité technique des spectacles, la présentation des journaux, la clarté de la langue, le choix offert aux téléspectateurs et le niveau des émissions culturelles et scientifiques.

Les adversaires de la parabole — les fundamentalistes en premier — pensent qu'il s'agit d'un outil de perversion des mœurs. Les films pornographiques, les spots publicitaires indécents, les scènes érotiques de nombreux longs métrages heurtent, voire brisent, les normes et valeurs de la société islamique. A leurs yeux, la télévision satellitaire est une entreprise de destabilisation sociale et d'aliénation culturelle qui remet en cause 14 siècles de vie communautaire. Mais les tenants d'un Islam politique ne sont pas seuls : les défenseurs de la culture traditionnelle, notamment ceux du patrimoine littéraire et musical oral, s'insurgent contre les émissions paraboliques qu'ils accusent de jeter progressivement dans la désuétude la chanson et la poésie populaire. De même, mais pour des raisons diamétralement opposées à celles de l'intégrisme religieux, les écrivains marxistes dénoncent la parabole comme un gadget superficiel du modernisme et non un attrait positif de la modernité.

C'est que la télévision satellitaire est porteuse d'enjeux politiques, commerciaux et civilisationnels majeurs. A l'heure de la mondialisation au pas de charge des schémas culturels occidentaux, mondialisation déjà portée par médias classiques et rapports internationaux, la télévision satellitaire possède des atouts d'accélération inédits. Elle offre concomitamment aux familles le son, l'image et

l'instantanéité. Depuis l'installation de la parabole, de nombreux produits étrangers, ignorés ou contingentés auparavant, connaissent au Maghreb un succès commercial enviable : d'ailleurs, les films de la parabole eux-mêmes sont d'efficaces démonstrations de la fiabilité et de la qualité des produits promus. L'impact sur les comportements et les schémas mentaux n'est pas moins notable.

Devant ce phénomène que les modernistes considèrent comme une aubaine susceptible d'inciter les mentalités à l'évolution vers des modèles expérimentés par des pays développés et que les conservateurs regardent comme une invasion culturelle inégalée dans l'histoire, quelles seront les stratégies culturelles alternatives des pays maghrébins à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Les pays du Maghreb devront-ils s'accommoder d'un fait accompli jugé inéluctable ou se féliciter d'offrir sans bourse délier du spectacle à leurs citoyens ? Les enjeux sont mesurés : l'impact des émissions télévisées de la parabole sur les mœurs de la cellule familiale et des journaux télévisés sur l'opinion n'échappent pas au décideur politique.

S'il récuse par anticipation la fatalité, et s'il refuse de prohiber l'antenne parabolique, décision qui serait impopulaire, il lui restera deux voies à explorer.

1. Relever considérablement le niveau intellectuel de la télévision locale existante pour la rendre compétitive. Cela suppose des gages crédibles de démocratisation pour permettre la liberté d'expression et le banissement de la langue de bois. Cette option induit également des financements à dégager.

2. Permettre l'émergence d'une télévision plurielle, quitte à laisser les capitaux privés s'investir dans ce créneau. L'émulation entre plusieurs chaînes pourrait entraîner une amélioration qualitative des émissions et une multiplication des programmes. Cette opportunité prérequiert également la démocratisation de la vie politique au Maghreb.

### 1.3 La culture dans les relations régionales

A partir de ces données, on peut formuler l'observation que la culture est un moyen au service d'objectifs politiques et économiques et non un espace de communication autonome, ayant sa raison

en lui-même. On peut parler de lois du marché dans ce cas, mais il s'agit alors d'un marché anarchique, où les lois amplifient les disparités, approfondissent les malentendus, dressent des barricades. Il y a là, sans doute, l'une des raisons majeures de la résurgence, de part et d'autre, des différents intégrismes qui occupent la scène aujourd'hui. En outre, les relations culturelles entre les régions méditerranéennes se font suivant le modèle de la « consommation » de masse, c'est-à-dire conformément aux lois d'un marché aux caractéristiques particulières, marqué par une polarité exacerbée (le Nord consomme les produits culturels du Sud et exporte quelques « excédents ») et par une sélectivité accentuée (certains produits culturels sont privilégiés aux dépens d'autres).

Plus grave encore, les nouvelles technologies, notamment dans le domaine des communications, révolutionnent les processus mêmes de production à l'échelle mondiale aggravant le décalage important déjà existant entre pays riches et pays pauvres. Les innovations qui ont affecté le secteur de la communication au cours des deux dernières décennies ont toutefois été sous-estimées, tout au moins dans leurs effets structurants.

La mondialisation de l'économie et, au-delà, la globalisation des modes de production et d'échange, conditionnent et structurent inévitablement la façon dont les biens culturels sont produits, valorisés et échangés. C'est l'une des raisons pour lesquelles une réflexion sur les futurs de la culture ne peut aujourd'hui faire abstraction des dimensions économique et technologique qui fondent le processus de globalisation. Il est clair que ces industries culturelles constituent tout à la fois un danger de déculturation mais également une chance de développement culturel nouveau. Dans l'optique de masse purement économique, le renforcement du niveau culturel d'une société est une des conditions de base de la création d'un environnement favorable à l'accroissement de la productivité de ses diverses ressources.

Les nombreux travaux réalisés au cours des années 80 ont montré que les différences en dotation de ressources ne rendent plus compte des avantages comparatifs et donc de la compétitivité des nations. Les obstacles à la diffusion des nouvelles technologies dans les pays en développement sont connus, les facteurs culturels et l'éducation portant une responsabilité non négligeable. Cette ex-

pansion prodigieuse des technologies a pour conséquence d'élargir considérablement l'éventail des moyens d'information et partant des produits culturels proposés aux individus à des conditions abordables.

De ce fait, la remarque des experts du Comité UNESCO, réuni à Montréal en juin 1980, à savoir que « la participation à la vie culturelle et son corollaire, le développement d'activités culturelles endogènes, sont liés à l'accélération de la dynamique sociale et au progrès technologique qui ont élargi l'accès aux produits de l'esprit » — n'en prend que plus de valeur. La relation entre développement culturel, croissance économique et développement technologique d'une part, la prise de conscience que les œuvres reflétant les valeurs culturelles de telle ou telle société font l'objet de production industrialisée, d'autre part, devient crucial, eu égard à son application aux moyens de consommation de masse. Quelles valeurs donner, dans ce contexte, au concept de développement local alors que les développements technologiques et économiques récents soulignent la contradiction croissante entre des politiques culturelles endogènes et les moyens modernes de diffusion. Comment préserver l'expression culturelle endogène et le pluralisme des différentes sociétés, lorsque l'industrialisation tend par nature à la standardisation des produits et à l'universalité, et que la logique des médias renforce la concentration des moyens et l'internationalisation des messages ?

Il s'agit en fait de reconnaître à l'identité culturelle et à certaines formes de production locales leur statut à part entière de facteurs de développement, tout en intégrant les apports féconds issus d'autres aires culturelles, notamment dans les domaines scientifique et technique. A cet égard, les principes énoncés par l'UNESCO en 1977 restent d'actualité : refus de l'ethnocentrisme culturel et donc de la modernisation à outrance, préservation des styles originaux de développement, mise en place des moyens de participation des populations au développement et les représentations culturelles dans leur authenticité doivent venir de la recherche intérieure d'une cohérence culturelle au niveau des différentes sociétés et dans le respect de la diversité.

## *1) De la culture de l'efficacité à l'efficacité de la culture*

Autrement dit, le monde se trouve actuellement dans une situation qui est l'exact négatif de la situation traditionnelle des pays en développement. En effet, dans le traditionnel « cercle vicieux » du sous-développement, un pays se voit contraint d'exporter à vil prix des matières premières dont les cours ne cessent de se déprécier, alors que ce dont il a le plus besoin (les biens d'équipement) devient de plus en plus cher.

Dans une large partie de l'opinion, il existe une antinomie entre globalisation et cultures. En d'autres termes, il existe actuellement un certain nombre d'outils permettant au Sud de prendre le Nord à son propre jeu, en démontrant et en exploitant ce que la dimension culturelle peut et doit apporter au nouveau paradigme de l'économie globale de l'information. Le potentiel de cette efficacité de la culture est particulièrement important dans le cas des échanges qui traversent la Méditerranée occidentale. Les pressions internationales en direction d'une plus grande harmonisation des modes de transactions, au-delà de la standardisation et de la normalisation des unités de mesures, des emballages et des messages électroniques, portent aussi en elles la menace d'une standardisation des cultures et d'une normalisation des modes de pensée.

C'est donc bien une possibilité de rompre ce cercle vicieux que représente l'actuelle émergence d'une économie globale de l'information ; l'évolution actuelle des compétitivités laisse entrevoir une possible réconciliation de la culture et de l'efficacité par le biais d'une réconciliation entre les techniques de production de masse et la demande grandissante pour le « sur mesures ». Cette évolution est celle qui a redonné une place à la petite et moyenne entreprise dans la compétition globale. Elle est celle qui a permis à l'Italie du Nord de devenir un des centres mondiaux de la production artisanale, à la Catalogne de s'ériger en pôle mondial du design, et à Paris de rester une capitale de la haute couture. C'est cette même évolution qui doit être aujourd'hui mise à profit au Maghreb afin que le « fertile détour » que l'économie globale de l'information a déjà entamé dans les

allées de la culture soit là aussi mis à profit pour revaloriser le patrimoine et la production culturels du sud de la Méditerranée.

Vue du Sud, en tout cas, cette menace est vivement ressentie. Cette vision, toutefois, ne représente qu'un versant d'une réalité beaucoup plus complexe et beaucoup moins calamiteuse. Dans un tel schéma, c'est bien l'information qui apparaît comme l'élément stratégique-clé qui sépare désormais les gagnants des perdants du « nouvel ordre mondiale ». Or, et c'est là l'événement sans précédent qui caractérise la situation actuelle, à mesure que la valeur stratégique de l'information et de ses technologies sous-jacentes (informatique et télécommunications) augmentait, leur coût ne cessait de diminuer, sous le double effet des progrès technologiques d'une part et de la concurrence acharnée que se livraient les producteurs d'autre part.

### **Quel développement endogène au plan économique et culturel alors ?**

En ce qui concerne l'offre culturelle, par exemple, le Maghreb se trouve confronté à la nécessité de satisfaire deux objectifs *a priori* contradictoires ; atteindre la « masses critique » qui rendra sa production culturelle économiquement viable, et maintenir la diversité et la créativité nécessaires à la préservation des capacités de production culturelle originale. Sur le terrain de l'identification et de la stimulation de la demande, les pays du Maghreb (et la coopération culturelle en Méditerranée occidentale) ont besoin d'un accès aux « consommateurs de culture », et d'une valorisation du « produit culturel ».

Riches en savoir-faire, en main-d'œuvre et en possibilités de valorisation des cultures locales, proches des zones les plus dynamiques de l'Europe, les régions méditerranéennes semblent idéalement équipées et placées pour profiter rapidement de cette situation exceptionnelle. Il y aura besoin pour cela d'une vision, d'une volonté, et d'une stratégie. Il faudra prendre la pleine conscience de la force que représente dorénavant la dimension culturelle d'une économie, qu'elle soit nationale, régionale ou locale.

L'histoire récente de certaines régions de la Méditerranée occidentale confirme en effet que rien n'est économiquement durable qui ne soit culturellement ancré. La bataille devra être menée sur deux fronts, qui ont chacun leurs lois et leurs caractéristiques : celui de l'offre d'une part, et celui de la demande de l'autre.

Ces actions permettront de dépasser la dépendance socio-culturelle qui a été renforcée au cours des années 80 dans le Bassin méditerranéen, au nord comme au sud, surtout dans les régions touchées par des processus de marginalisation socio-économique ; au delà de l'abandon des productions agricoles traditionnelles, du pillage de l'environnement, de l'exode des populations, ... ces processus ont eu pour conséquence, pour ce qui nous concerne ici, l'expropriation et la dévalorisation des savoir-faire populaires, non seulement au niveau de l'expression artistique et culturelle classique, mais également au niveau de la créativité dans les activités de production.

## 2) *La Méditerranée créatrice*

Avant d'analyser les signes annonciateurs de la Méditerranée créatrice, il est important de souligner qu'il y a un travail sur les sources à engager en Méditerranée qui s'inscrit dans une relation particulière au patrimoine. Le patrimoine est en effet une notion qu'il faut manier avec beaucoup de précautions, parce que patrimoine signifie souvent passéisme. Le respect du patrimoine, c'est avant tout agir pour le conserver. Ce qui est sans doute indispensable, à condition que cela n'entraîne pas une relation à un monde figé. C'est sur un processus d'un autre ordre qu'il faut s'interroger, celui d'une renaissance. C'est donc une relation au patrimoine bien différente dont il s'agit qui vise à le transformer, à le métamorphoser. C'est cela qui est aujourd'hui à l'œuvre dans le mouvement de la Méditerranée créatrice et c'est ce qu'un certain nombre de créateurs sont d'ores et déjà en train de façonner.

Dans quel contexte géoculturel s'opère l'émergence de la Méditerranée créatrice ? Quatre forces politico-culturelles paraissent aujourd'hui affecter l'ensemble méditerranéen : l'occidentalisme, l'eurocentrisme, le nationalitarisme et l'islamisme.

La première de ces forces, c'est l'occidentalisme : une prolifération de signes dépourvus de sens, un grand processus d'homogénéisation culturelle, une sorte de globalisme qui se propose d'instituer l'équivalent d'un « village mondial » où se confondent très naturellement culture et divertissement. La Méditerranée cependant résiste à une telle emprise qui tend à la nier comme lieu de culture.

La deuxième force politico-culturelle qui est en train de s'affirmer avec de plus en plus de vigueur est l'eurocentrisme. Avec l'effondrement des régimes communistes à l'Est, une perspective continentale s'est ouverte. Se dessine ainsi en Europe une sorte de contentement de soi, un mouvement de repli continental qui pour certains signifie l'érection d'une « forteresse Europe » à bâtir contre le reste du monde et notamment contre son Sud, c'est-à-dire contre la Méditerranée.

La troisième force politico-culturelle qui pèse sur l'ensemble méditerranéen est ce qu'on pourrait appeler le nationalitarisme, qui est l'affirmation d'une identité particulière et localisée se situant dans une vision irréductible d'exclusion. On assiste à un processus de fragmentation au nom d'identités collectives repliées sur elles-mêmes qui ne veulent pas entrer en relation avec d'autres cultures sur un même territoire. A cet égard, il est opportun de tirer quelques leçons d'une telle situation et de préciser les règles indispensables au dialogue des cultures. La première c'est la reconnaissance de l'autre en tant qu'autre, c'est-à-dire qu'on ne peut pas le convertir ou le dissoudre pour l'amener à soi. La deuxième règle c'est de dire immédiatement qu'il y a avec lui la capacité de définir un sens commun, car sinon on ne peut pas se comprendre et on se perd dans un relativisme culturel juxtaposant des identités irréductibles.

La quatrième force politico-culturelle, qui se manifeste principalement sur la rive sud de la Méditerranée, c'est l'islamisme.

Cet usage politique du religieux, qui procède d'une réinvention de la tradition, se propose « d'islamiser la modernité ». Vision régressive qui est fondée sur une logique de clôture culturelle, l'islamisme s'est imposé comme la principale force d'opposition dans le monde arabe contemporain.

La Méditerranée aujourd'hui est donc encerclée par ces quatre forces politico-culturelles. Si l'on établit un tel relevé et que l'on procède à cette cartographie du rapport des forces, elle semble appe-

lée à être durablement marginalisée. Cependant, un retournement est possible en Méditerranée. L'hypothèse qu'on peut formuler, par-delà ces forces à l'œuvre, c'est qu'il existe une autre perspective : la Méditerranée créatrice.

Cela peut apparaître comme une utopie, mais si c'est une utopie il faut la prendre au sens d'une vérité prématurée. Il est vrai qu'aujourd'hui, quand on parle de la Méditerranée, il vient à l'esprit des images de décombres et de ruines. Les décombres de la situation présente et les ruines de la grandeur passée. La Méditerranée a encore le goût de l'antique, ce sont de beaux restes, une sorte de territoire nostalgique. Un exemple frappant de cette perspective de la Méditerranée créatrice est fourni par l'artisanat : rejeté car faisant obstacle au modèle productiviste et global, l'artisanat est souvent en sens inverse l'objet d'une vision idéaliste faussement romantique et conservatrice. Élément du patrimoine culturel, il constitue une composante de l'identité culturelle à préserver des influences mercantiles. Cette dernière approche doit être dépassée car elle enferme l'artisan dans un faux dilemme entre culture et industrie.

Dans le cas de l'artisanat, ainsi que dans d'autres domaines de la production culturelle, il est toutefois possible de formuler l'hypothèse qu'on est en train de sortir de la grande tendance de la reproduction des modèles venant du Nord. L'artisanat peut en effet stimuler la création et par là même contribuer au développement social, économique et culturel des régions méditerranéennes défavorisées. Au plan social, l'artisanat une fois valorisé sur les marchés nationaux et internationaux est source d'emplois mais également d'accroissement du niveau de vie des artisans, notamment pour les artisans ruraux, en majorité paysans, grâce aux ressources complémentaires dégagées. Il y a là un puissant stimulant à l'élargissement du marché intérieur. Au plan économique, l'artisanat, valorisé à l'extérieur, est source de rentrées de devises tandis que son expansion intérieure peut permettre la substitution aux importations d'un certain nombre de produits industriels dont la production locale est possible. Au plan culturel, l'artisanat est un puissant témoignage d'identité culturelle. La matière première détaillée, la technique utilisée, les formes et les couleurs recherchées, les motifs sélectionnés reflètent la culture propre des artisans mais l'artisanat ne se déve-

loppe que dans les pays où les produits sont consommés par les sociétés locales.

Gros avantage par ailleurs, les industries artisanales n'exigent pas d'appareil industriel lourd : une grosse production artisanale fait main peut se réaliser sur la base de réseaux de petites unités et sur la base de systèmes de production par les masses et non pour les masses. En aval de l'artisanat, matrice si l'on peut dire, on retrouve toutes sortes d'activités dont l'importance économique et culturelle n'a plus à être soulignée. C'est le cas par exemple de la mode, du stylisme, du design. Ces activités — services de pointe s'il en est — peuvent d'une certaine façon être considérées comme des formes supérieures de l'artisanat. Leur rôle publicitaire est à souligner également ainsi que leur très forte contribution à la valeur ajoutée des produits locaux.

En conclusion, malgré les nombreux obstacles qui s'opposent en pratique à la diffusion de l'artisanat, il est donc impératif que le monde de l'économie s'ouvre à la culture pour les raisons évoquées et que le monde de la culture intègre les logiques techniques et économiques en s'associant aux transformations que ces dernières imposent tout en s'appuyant sur les forces de changement social.

### *3) La créativité locale : un outil du développement endogène*

Dans le cadre du développement régional en Méditerranée, le modèle italien a, depuis quelque temps, polarisé l'attention de nombreux économistes, sociologues et géographes. Les expériences italiennes, avec leur succès et leurs difficultés, ne sont pas prises en considération en tant que « modèles » à reproduire ailleurs, mais l'étude de ces cas pourrait peut-être fournir des éléments de réflexion utiles pour avancer dans la recherche de perspectives de lutte contre la marginalisation au niveau de la Méditerranée dans son ensemble.

En outre, ces mêmes expériences pourraient devenir le cadre de référence pour la mise en place d'une nouvelle politique de coopération transnationale en Méditerranée, centrée autour de programmes précis dans le domaine de la formation, de l'échange

d'expériences, de la réalisation d'activités de production conjointes ; une politique de coopération gérée par des sujets locaux, y compris institutionnels, qui ont joué un rôle décisif dans le développement de nombreux aires systèmes dans plusieurs pays méditerranéens. Du point de vue historique, la plupart des productions caractérisant les aires systèmes italiennes sont apparues au cours du siècle dernier, même si certaines activités (céramique, textile, marbre) étaient présentes dès les temps les plus reculés. L'organisation de la production est dans un premier temps artisanale, l'introduction des machines ne s'étant produite qu'au cours des premières années de notre siècle. Cependant, le véritable essor industriel des aires date des années cinquante. Pendant cette période le développement des activités a été de type extensif : les facteurs entraînant le développement étant la disponibilité de travailleurs qualifiés, dont les aires étaient traditionnellement riches, et l'absence d'importantes barrières à l'entrée (les coûts d'installation des usines étaient assez limités à cause de la technologie utilisée) ; la mobilité sociale est assez soutenue et il n'est pas rare le cas d'ouvriers qui deviennent entrepreneurs. En général la structure industrielle se caractérise par la présence d'un grand nombre de petites entreprises concurrentes sur un seul marché — déjà très spécialisé dès le début — parmi lesquelles il n'existe donc pas d'interrelations productives importantes : autrement dit, il s'agit de ce que certains auteurs ont appelé « l'aire de spécialisation productive ».

Dans les années soixante et soixante-dix, on assiste d'une part, à l'introduction de technologies plus capital-intensives et de l'autre, à la division du processus de production dans un grand nombre de phases, la plupart desquelles délocalisées à des entreprises soustraitantes : par conséquent le nombre d'entreprises impliquées dans le processus se multiplie, chacune étant spécialisée dans une phase de la production. Pendant la même période on assiste aussi au développement de secteurs productifs complémentaires à l'industrie dominante. Sauf cas très particuliers, comme celui de l'orfèvrerie, les différentes aires se transforment ainsi dans des aires-systèmes caractérisées par une importante division du travail parmi les entreprises, par des relations aussi bien infrasectorielles et concurrentielles que intersectorielles et coopératives. En général, les relations entre les

activités productives des aires-systèmes et les productions agricoles des mêmes régions sont assez complexes : il est cependant connu que les activités artisanales se sont implantées dans des aires où elles ont permis de résoudre le problème du chômage saisonnier des travailleurs agricoles, ce qui explique pourquoi les premiers entrepreneurs de beaucoup d'aires systèmes étaient des agriculteurs qui ont fini par abandonner le travail de la terre.

La transformation profonde de la force de travail des aires a entraîné une évolution socio-économique également profonde ; en général, l'introduction d'activités hautement caractérisées par un savoir-faire à forte qualification professionnelle et artistique, a provoqué non seulement la redécouverte de techniques oubliées, de connaissances marginalisées, mais encore assez vives dans la mémoire collective locale, mais a provoqué aussi un phénomène migratoire de travailleurs qualifiés qui ont à leur tour contribué largement à l'évolution culturelle des régions concernées. On assiste, par ce fait, à un développement socio-économique caractérisé par de fortes anomalies, dont les traits plus marquants semblent : la création d'une nouvelle classe d'entrepreneurs, locaux ou immigrés, qui ont fait du savoir-faire le « capital » initial de leur entreprise, la transformation profonde du rôle de la famille, qui, dans un pays caractérisé par des taux très élevés d'épargne familiale est devenue un lieu de perpétuation des savoir-faire, de la division domestique du travail, un milieu d'accumulation du capital et une petite entreprise au sens propre du terme ; la formation de PME à base familiale qui, tout en gardant leur compétitivité, ont travaillé à la réalisation d'activités en commun. Ce phénomène n'a pas produit des formes coopératives classiques, peu répandues dans les aires systèmes, mais a généré des services collectifs aux PME, sources d'importantes synergies.

Dans leur croissance rapide, beaucoup d'entreprises familiales ont été poussées vers la recherche de niveaux très élevés d'innovation technologique, à l'ouverture internationale des marchés, souvent très réceptifs, et parfois à l'abandon des productions traditionnelles en faveur de productions plus standardisées.

Dans certains cas, cette tendance a remis en cause la liaison fondamentale entre production et formation, en produisant une rupture assez forte entre les savoir-faire traditionnels et l'orientation de la production. Le résultat a été l'approfondissement du

fossé entre une école qui est devenue de plus en plus un outil de formation d'artisans très spécialisés mais voués au chômage, et une structure productive largement tournée vers les productions de masse standardisées. Dans ce contexte, la force de travail a été au fur et à mesure remplacée par des travailleurs immigrés non qualifiés et l'élargissement des marchés a été accompagné d'une perte croissante de la qualité des produits.

Il s'agit d'un cas limite, mais indicatif d'une tendance que l'on cherche, ailleurs, de contraster en essayant de récupérer l'identité culturelle des aires-systèmes en s'appuyant non seulement sur la force de la tradition productive mais surtout sur sa capacité d'adaptation aux nouvelles exigences de la société contemporaine. Ceci confirme l'idée que le développement des aires-systèmes italiennes est dû, au bout du compte, à l'action fondamentale des forces de la réciprocité et du marché, facilitant la concurrence entre les entreprises et, en même temps, la compression des coûts sociaux liés au développement capitaliste. Dans ce cadre, comme plusieurs fois au cours de l'histoire, l'Etat — mais plus souvent les institutions locales — ont joué un rôle non négligeable de soutien à la production, en intervenant comme mécanisme de régulation de certaines variables économiques complémentaires, mais non moins fondamentales, comme les niveaux impositifs, l'ouverture du marché, la négociation internationale du prix des matières premières, etc.

Cependant, il est aussi vrai que beaucoup d'aires systèmes ont été également frappées par la crise qui tenaille l'économie mondiale aujourd'hui ; une crise introduite de l'extérieur, mais avec de fortes composantes internes, qui n'a pas toujours reçu des réponses proportionnées : au lieu de promouvoir des stratégies communes pour faire face aux problèmes locaux, la crise déchaîne des rivalités parmi les entreprises. De ce point de vue, l'Etat, mais surtout, une fois encore, les institutions locales, peuvent jouer un rôle important ; de la planification de l'activité économique au développement des secteurs prioritaires, du soutien à la recherche (artistique et technologique) à la mobilisation de l'épargne jusqu'à la gestion d'une politique adaptée du commerce extérieur. En tous cas, cela sera possible et efficace si, d'une part, les spécificités culturelles seront gardées et si, de l'autre, une transformation du comportement des acteurs est promue ; une

transformation dans la direction de l'innovation et de l'originalité et dans la considération de l'identité culturelle d'un territoire donné. Trop de cas, dans lesquels on peut malheureusement vérifier les effets de la perte de l'identité culturelle, sont sous nos yeux, en Méditerranée comme ailleurs.

#### *4) Les autres domaines de la production culturelle*

En effet, il y a d'autres domaines de la production culturelle pour lesquelles la Méditerranée donne vie à une identité et produit une appartenance. Elle est devenue un signe de reconnaissance pour un nombre croissant d'acteurs, individus, groupes et institutions. La Méditerranée créatrice est une constellation de formes qui participent d'une esthétique de la présence. Il y a des signes tangibles de ce processus à l'œuvre, de cette renaissance en cours. L'expression musicale en est un bon exemple. On assiste à un phénomène extrêmement intéressant depuis ces dix dernières années en Méditerranée, celui de l'utilisation, l'appropriation de répertoires anciens pour créer des formes nouvelles : ce même phénomène se retrouve dans un domaine plus lié au monde industriel tel que le design. S'il est vrai que les capitales internationales du design (Milan et Barcelone) appartiennent au Nord, leurs références sont clairement méditerranéennes. Un mouvement semblable existe également dans l'architecture, dans la littérature, dans les arts plastiques, dans la création d'images où l'on voit par exemple émerger des cinéastes significatifs qui revendiquent explicitement dans leur travail une dimension méditerranéenne. Il y a en fin de compte avec la Méditerranée créatrice une perspective de recomposition à l'œuvre qui est susceptible de donner un autre visage aux futurs de la culture en Méditerranée.

Derrière la scène, les esprits semblent être travaillés des deux côtés de la Méditerranée, par la même problématique, quoique de manière différente dans l'une et l'autre rives. Il s'agit de la problématique des rapports entre tradition et modernité, du débat entre culturalisme et universalisme. Sous différentes formes, un affrontement majeur se produit entre deux attitudes principales que l'on peut

qualifier respectivement de « relativisme culturel » et « universalisme ». Pour l'une des deux visions qui se disputent les esprits, celle où se rejoignent adeptes de traditions et partisans du relativisme culturel, le monde est une juxtaposition d'univers culturels parallèles et irréductibles : les identités culturelles sont quasi immuables et les idéaux universels n'ont aucune prise réelle sur l'évolution de l'humanité. Ce genre de position semble être à l'œuvre dans les courants qui se réclament de certains intégrismes en même temps que dans les courants qu'on appelle « postmodernes ».

En face, d'autres penseurs défendent l'idée selon laquelle il y a un universel commun, vers lequel tendent toutes les cultures. La raison et l'éthique auraient des fondements universels ; les différentes cultures étant des réalisations ou des expressions locales des mêmes idéaux fondateurs. Ces attitudes paraissent être plutôt minoritaires, battues en brèche par la montée des intégrismes et des différentes formes d'exclusion. Le vieux rationalisme qui a marqué la montée en puissance de diverses civilisations (arabo-islamique, européenne) semble être, de nos jours, mis à rude épreuve.

Dans le Maghreb, comme dans tout le monde arabe, le libéralisme a été un bref intervalle entre les sociétés traditionnelles, pendant lequel le rationalisme semblait reprendre de l'influence avant l'avènement de l'âge des idéologies, et donc du retour à des formes de « culturalisme ». L'affirmation de la personnalité distincte du monde arabe, de la société « proprement islamique » qui ont marqué ces dernières décades, malgré le langage progressiste qu'elle a pu emprunter à certains moments, n'en est pas moins par rapport à l'idéal de libération de l'homme de toutes les servitudes et de toutes les clôtures idéologiques.

En un sens, on pourrait dire que, à côté des mouvements saisissant les masses, parallèlement à la culture des masses, dominée par l'idéologie, une autre culture, travaillant en profondeur, a pu s'implanter durablement dans les sociétés arabes. Ce phénomène peut se reconnaître à l'immensité, la diversité, la richesse de la production sur l'histoire intellectuelle, sur l'histoire de la civilisation et de la culture arabo-islamique. Il en résulte ce qu'on pourrait appeler l'émergence d'une nouvelle conscience historique dans le monde arabe. Le passé arabo-musulman est retravaillé, remodelé et s'éloigne du présent. Il est approché de

manière critique, par l'usage de toute la panoplie des outils que procurent les sciences humaines et sociales d'aujourd'hui.

Il est remarquable qu'au sein et parallèlement à ce courant, se soit manifestée une pratique qu'on pourrait taxer de « théologie libre » : des recherches menées en dehors des lieux habituels de la pensée théologique, en dehors des milieux où la théologie est censée être conduite et pratiquée. En conclusion, on peut remarquer que la modernité ne vient pas au Maghreb d'où on l'attend : elle ne vient certainement pas, comme on pourrait le croire, du contact avec l'Occident. Au contraire, comme l'ont démontré les effets du prodigieux développement des médias au cours des dernières années, ce contact favorise le paradigme et le renforce. D'une part, la réception des programmes télévisés occidentaux au Maghreb, même si elle réussit à influencer sur certains comportements, ne fait que renforcer en même temps le rejet du modèle occidental par de larges couches de la population. Elle contribue à développer les réflexes identitaires plutôt qu'à les atténuer. D'autre part, les mêmes médias opèrent dans les expressions de la culture maghrébine une sélection très poussée, favorisant certaines formes et certains discours aux dépens d'autres, et œuvrent de la sorte à perturber la communication entre les cultures de la région. La modernité vient au Maghreb de ce regard renouvelé sur soi, de ce travail que les Maghrébins avec les autres Arabes sont en train de réaliser sur leurs représentations fondamentales.

##### *5) Les futurs de la culture et la coopération euro-maghrébine*

De plus, un rôle tout à fait nouveau, mais non moins important, peut être joué par les institutions locales au niveau des actions de coopération internationale ; face au déclin, et même aux échecs bien connus de la coopération interétatique, il n'est pas sans signification que les institutions locales (les villes et les régions notamment) deviennent des « nouveaux sujets » de programmes de coopérations bilatérales, ou multilatérales à l'occurrence, faisant appel aux savoir-faire locaux et capables d'un impact socio-économique remarquable.

Cependant, si le cadre qu'on vient de tracer peut être envisagé comme un cadre de référence pour des actions futures, les obstacles qui s'opposent aujourd'hui à ces possibilités ne sont pas négligeables, compte tenu du retard de beaucoup de pays méditerranéens dans le processus de régionalisation, retard qui rend difficile toute politique de coopération entre sujets locaux que nous avons évoquée tout à l'heure.

Devant de ces difficultés, un fonds Euro-Maghrébin de financement des stratégies culturelles communes pourrait constituer un des mécanismes de la coopération future. L'indicateur de développement culturel est ainsi conçu comme un instrument de planification culturelle dans la mesure ou les politiques culturelles, si traduites en projets concrets, auraient notamment pour objectif d'élargir l'accès et la participation des populations. Le droit à la culture et donc la démocratie culturelle, apparaissent alors comme des composants incontournables du développement culturel.

La mise sur pied d'une structure similaires dans la Région maghrébine, véritable banque décentralisée de données culturelles, serait à coup sûr une bonne contribution au partenariat euro-maghrébin et un stimulant clé au lancement de la recherche dans le domaine de la culture. Dans la Région maghrébine, il ne paraît pas possible de pallier aux effets négatifs exercés par la mondialisation des moyens de communication sur le développement socio-culturel local, à travers des actions limitées aux seuls états. Il paraît en revanche possible de consolider les aires culturelles et scientifico-technique à l'échelle de la Région elle-même, s'agissant de pays possédant des cultures voisines. L'intérêt d'une telle formule c'est qu'elle n'implique pas de convergence politique et économique comparable à celle nécessaire à l'intégration. La mise sur pied de réseaux de communications maghrébines, de pôles scientifiques et de recherche communs sont autant d'éléments réalisables en liaison avec l'Europe et qui sont susceptibles de stimuler les formes sectorielles d'intégration. L'expérience d'autres pays du Sud montre en effet que les unions classiques sont totalement inadaptées à ce type de pays.

Mais c'est le cas aussi des méthodes de formation et d'enseignement. Le déséquilibre entre le Maghreb et l'Europe paraît dans ce domaine bien plus grand qu'ailleurs alors que l'invasion des ima-

ges, des sons et des textes est déjà une réalité. Maîtriser ces nouvelles techniques devient, dans ces conditions, pour le Maghreb un impératif de survie alors que se profilent les contours d'une zone euro-maghrébine de libre échange. Mais il est clair aujourd'hui qu'un tel projet ne saurait aboutir sans prendre en compte la dimension culturelle dont le rôle dans le développement est aujourd'hui pleinement reconnu. Chacun des moyens mentionnés ci-dessus consiste, dans des registres différents, en un outil d'exploitation du « fertile détour » que représente, dans la mise en œuvre de stratégies économiques globales, l'intégration de la dimension culturelle.

Or, de tels secteurs sont devenus depuis quelques années l'objet d'une attention toute particulière de la part des autorités publiques et privées d'un grand nombre de pays, y compris l'ensemble des pays du Maghreb et de l'Europe occidentale. C'est que ces secteurs sont dotés d'un potentiel de création d'emplois particulièrement important, et que leur donner accès aux marchés internationaux aboutit à satisfaire simultanément deux objectifs prioritaires de la plupart des économies nationales aujourd'hui, à savoir lutter contre le chômage d'une part, et renforcer les compétitivités nationales de l'autre.

Dans ce contexte, l'initiative de la CNUCED pour l'Efficacité du Commerce pourrait représenter une occasion privilégiée pour la mise en œuvre d'une structure de stimulation de la production et de l'échange en Méditerranée occidentale, où la dimension culturelle devrait naturellement jouer un rôle de premier plan.



## 2

# Introduction au Séminaire

Albert Sasson  
Directeur du Bureau d'études, de programmation  
et d'évaluation UNESCO, Paris

Il y a quelques années l'UNESCO s'est lancé dans une série de travaux et d'études prospectives dans ses domaines de compétence, c'est-à-dire l'éducation, les sciences, la culture et la communication. Ces activités ont été menées en étroite collaboration avec les grandes organisations non gouvernementales s'occupant de prospective. L'organisation a donc voulu aider ses Etats membres à comprendre ce qui allait se passer dans les prochaines années dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

Et nous l'avons fait pour deux raisons. La première, parce qu'il y avait une demande, me semble-t-il, de la part des Etats membres de l'UNESCO qui souhaitent éclairer l'avenir, car c'est en connaissant un peu mieux le futur que l'on peut organiser le présent. La seconde raison était de contribuer à la planification à moyen terme de l'UNESCO. Pour le projet « Futurs de la culture » nous avons pensé qu'il convenait de combler une lacune. Alors que la prospective privilégie le domaine de la science et de la technologie, il y a une déficience en culture. Or, nous constatons que les Etats membres de l'UNESCO sont inquiets quant au devenir de leur culture. Par culture on entend non seulement la création artistique, littéraire, théâtrale, la danse, la musique (l'UNESCO soutient des activités dans ces domaines), mais aussi les systèmes de

valeurs, les attitudes à l'égard des problèmes contemporains de société, par exemple les attitudes vis-à-vis des droits de l'homme, de la tolérance, des extrémismes. Se poser la question des futurs de la culture c'est se demander ce que vont devenir la création artistique, le patrimoine sa préservation, sa transmission, son enrichissement, mais aussi se pencher sur le devenir du dialogue inter-culturel, de la tolérance, des droits des personnes appartenant à des minorités. Il s'agissait moins de décrire la situation présente, qui est du ressort du secteur de la culture de l'UNESCO, que de faire de la prospective culturelle. Cette tâche a été confiée au bureau d'études, de programmation et d'évaluation, car le directeur général a estimé qu'il fallait placer ces études prospectives dans un bureau qui est responsable de la planification à moyen terme. En effet, si nous constatons telle ou telle tendance prévisible en matière de culture, d'éducation ou de science, notre planification doit s'en inspirer pour lui donner le relief et l'importance qu'elle mérite.

Avec le projet « Futurs de la culture », des activités ont été conduites dans les grandes régions géo-culturelles, en commençant par l'Afrique sub-saharienne ; puis en Asie et en Europe. Il nous a semblé important de susciter la réflexion dans la zone de contact et de brassage des cultures qu'est la Méditerranée et plus particulièrement en Méditerranée occidentale. Dans cette région, le monde arabe côtoie l'Europe avec laquelle il a bien sûr des relations tissées par l'histoire, mais aujourd'hui encore par le biais des migrations et des échanges humains qu'elles favorisent.

Donc avec Mantoue, c'est la fin d'un cycle car le programme vient à son terme. En revanche, sera poursuivie la publication de *Futuresco* (ex UNESCO Future-Scan ) bulletin bibliographique qui diffuse vers la communauté spécialisée les principaux travaux de prospective dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Le premier numéro a été consacré à l'éducation, le deuxième porte sur les questions d'environnement et de développement, et le troisième, sur la culture, s'inspirera très largement des séminaires relatifs aux Futurs de la culture et de l'ouvrage de synthèse qui en reprendra les conclusions.

Ce que nous attendons du séminaire de Mantoue, ce sont des réponses à des questions relatives au devenir des cultures de l'aire occidentale de la Méditerranée, à la faveur notamment des échan-

ges qui se multiplieront entre ces pays. Les réponses ne sont pas simples, mais l'expérience vaut la peine d'être tentée, car nous ne sommes pas là pour faire des bilans ou des états des lieux, mais plutôt pour nous interroger sur l'avenir. Ces questions pourraient être divisées en deux domaines : d'une part le patrimoine, et la réunion de Mantoue a été axée en partie sur la créativité artistique, l'artisanat, le patrimoine culturel et leur devenir. En quoi les deux patrimoines du nord et du sud de la Méditerranée dans les échanges importants qui ont lieu, qui auront lieu et qui s'amplifieront très probablement, pourraient se compléter et donner naissance à encore plus de création en vue d'une contribution importante à la vie économique des pays. On sait en effet qu'un tourisme bien conduit, un patrimoine revalorisé peuvent contribuer à l'économie des pays du Sud en particulier, mais aussi aux pays qui ont des problèmes de chômage et d'emploi.

Le second domaine concerne la culture entendue au sens le plus large : l'évolution des idées, des mentalités, des valeurs. Par exemple, irons-nous vers plus de régionalisme, plus de nationalisme ou au contraire vers une globalisation plus marquée ? Allons-nous nous fondre dans un mouvement mondial, ce qui fait souvent référence à la dialectique entre une culture dominante et les autres cultures ? Il conviendrait peut-être de sortir de ce dilemme car une culture dominante peut apporter beaucoup et parce que les cultures évoluent : elles absorbent, assimilent ou rejettent des éléments. Par exemple, les Asiatiques ne redoutent pas la culture dominante : — au contraire ils l'utilisent, empruntant certains de ses traits et rejetant d'autres. Il est donc crucial de réfléchir à l'évolution des idées, des mentalités ; dans un monde qui change très vite, où les facteurs économiques et technologiques, tout comme les moyens de communication, jouent un rôle capital dans la diffusion des messages culturels, dans leur assimilation ou leur rejet éventuel.

Le séminaire de Mantoue devrait donc nous aider, d'une part, à comprendre l'évolution d'un patrimoine très riche dans une zone qui est un des berceaux de la civilisation. D'autre part, il devrait aussi jeter quelque lumière sur l'évolution des idées, du dialogue inter-culturel ou des questions de tolérance et de compréhension mutuelle.

## *1. — Présentation du séminaire : les futurs de la culture et le rôle des villes d'art*

### 1.1 Le projet UNESCO sur les Futurs de la culture

Qu'il concerne l'art, l'artisanat ou la langue, s'il est lié à ses propres racines et même s'il est inséré dans des processus de transformation qui utilise de nouveaux moyens, le produit culturel peut transmettre un message de persistance des cultures même dans le changement. Il s'agit là de l'un des thèmes les plus débattus dans le cadre du projet de l'UNESCO sur « Les Futurs des cultures », qui a démarré au cours d'un séminaire qui se tint à Paris en 1990, auquel participèrent de nombreux chercheurs, avant de se développer en plusieurs sessions régionales, en Afrique sub-saharienne, en Asie et en Amérique latine. Le projet est né du principe que toutes les cultures vivent aujourd'hui un moment de rapprochement dû tant aux effets des communications qu'à ceux des migrations, c'est-à-dire à un parcours complexe qui semble aujourd'hui irréversible. Etant donné que cela apparaissait comme étant l'axe central du futur proche, le projet se proposait de tracer une évaluation des tendances en cours dans les différentes zones culturelles, de façon à définir les lignes du parcours de l'évolution et le type de société qu'elles construisent. L'hypothèse de départ était que la culture, au-delà des mutations économiques, politiques ou sociales, constituait la base de notre futur ainsi qu'une composante fondamentale de la paix. Après deux ou trois décennies de réflexion se penchant essentiellement sur la question des mutations économiques et politiques et sur la nature des changements sociaux, il a semblé important de comprendre le croisement entre ces phénomènes et les racines culturelles des différentes sociétés.

Le projet s'est basé sur la définition de « culture » qui, en 1982, avait été proposé par l'UNESCO comme « l'ensemble de valeurs qui indiquent les comportements, les attitudes d'un groupe déterminé et qui le font également produire des contrefaits et des biens culturels en général ». Il s'agit d'une orientation que nous avons assumée en termes de perspective, non seulement parce que le projet était né dans le cadre des études de projection de

l'UNESCO et qu'il avait donc l'ambition de préfigurer certains scénarios, mais aussi pour un choix de fond consistant à s'arrêter sur les cultures vivantes et en abandonnant toute tentation muséographique.

La question de départ que nous nous sommes posée découle de l'observation que la situation actuelle nous semble caractérisée par la présence d'un processus de globalisation, non seulement économique et politique, mais aussi culturelle, et par l'apparition simultanée de parcours de récupération des identités culturelles, et même de celles qui semblaient endormies. Ces deux grandes tendances ont été repérées dans les trois zones, là où leur présence simultanée produisait des tensions et des conflits dont nous sommes tous les témoins, mais aussi de processus — pouvant être très lents — d'adaptation.

Nous avons également analysé la capacité de résistance de certaines cultures, dans le but de découvrir les raisons pour lesquelles certaines résistent et d'autres non, pourquoi certaines sont marginalisées et disparaissent même, alors que d'autres résistent et sont, parfois même, en mesure de participer activement aux processus de transformation qui sont en cours. Nous avons aussi examiné quels pouvaient être les mécanismes temporels de la rencontre entre les cultures, l'acceptation, le refus, l'adaptation et le changement, et ce, en essayant d'approfondir le concept de « changement dans la continuité ».

Bien entendu, on a toujours mis au centre de la réflexion l'influence de la ou des cultures dominantes, et plus particulièrement de la culture occidentale, de sa capacité de dominer de nombreuses autres cultures, et des modalités avec lesquelles les autres cultures peuvent être touchées au centre ou à la périphérie, c'est-à-dire aux racines mêmes des cultures locales, ou simplement dans leurs manifestations « périphériques » telles que la manière de se vêtir, des habitudes quotidiennes, jusqu'aux parcours de formation, même là où les racines authentiques demeurent dans les grands événements de la vie. Tout ce travail d'analyse et d'évaluation a été effectué à partir d'une masse considérable de recherches empiriques qui ont montré, en général, à quel point une culture ou une personne plongée pendant longtemps dans une culture différente de la sienne est à même de retrouver, à l'oc-

casation des grands événements de l'existence, tels que la naissance, la mort ou le mariage, les attitudes et les valeurs typiques de la culture à laquelle elle appartient.

Il a aussi été longuement débattu du contexte de temps et d'espace dans lequel tout cela a lieu, car c'est bien à cause de la rapidité et, souvent, du caractère imprévisible des flux migratoires qui ont lieu, à l'heure actuelle, que la rencontre des cultures est caractérisée par l'accélération des temps et par les difficultés de l'adaptation. Les mutations culturelles sont beaucoup plus lentes que les mutations technologiques, économiques et même sociales. Une technologie envahit une société beaucoup plus rapidement que cette dernière n'est capable de s'adapter à l'utilisation de cette technologie en question.

Pour tracer les hypothèses de perspective, nous avons souvent eu recours à la méthode des scénarios, méthode qui est beaucoup plus complexe par rapport à la façon dont on la considère habituellement. Sous cet angle, l'Amérique latine a été décrite comme une région étant à la recherche continue de sa propre identité culturelle, à travers ce que les chercheurs latino-américains appellent les métamorphoses culturelles, les processus de rencontre de la culture européenne et de la culture autochtone, et parfois même, de la culture africaine importée plus tard. La renaissance et la récupération des cultures autochtones, auxquelles n'est pas étranger le vaste mouvement déclenché par les manifestations du Cinquième Centenaire de la Conquête, ont été reconnues par l'attribution du prix Nobel à Rigoberta Manchu qui a lutté si longtemps, même à l'étranger, pour les cultures autochtones. La récupération des cultures autochtones a été indiquée comme l'un des choix possibles pour l'Amérique latine.

Malgré les graves problèmes actuels, l'Afrique connaît un processus très profond de prise de conscience et, en même temps, de démocratisation qui entraîne des tensions et des conflits, mais il s'agit d'un symptôme sûr d'une grande tension spirituelle qui parcourt le continent tout entier.

En Asie, trois milliards de personnes évoluent dans un cadre constitué par les plus grandes religions du monde (confucianisme, bouddhisme, hindouisme, islam), présentant des centaines de langues et de millions de comportements différents. Cependant, ce

qui est ressorti de notre étude — qui devrait être encore approfondie — est que parallèlement à un développement économique actuel extrêmement rapide, il se manifeste également une nouvelle attention à la coexistence des modèles culturels du capitalisme avec les formes des cultures d'origine. Cette observation a été avancée en termes très ponctuels, aussi bien par les chercheurs chinois que par les japonais et les thaïlandais, qui en sont venus au point de parler d'une sorte de « responsabilité à long terme » de la culture orientale vis-à-vis du capitalisme ; il s'agit donc également d'une possibilité de coexistence à long terme.

En conclusion, il est possible de dire que l'on a observé une grande hétérogénéité dans les cultures du futur, ce qui pourrait donner naissance à des tensions et à des conflits plus aigus, étant donné que cette hétérogénéité ne pourra pas assumer automatiquement l'aspect d'une « coexistence pacifique ». S'il est vrai, au moins en théorie, qu'une possibilité d'« harmonisation des cultures » pourrait découler du processus de globalisation qui est en cours, le débat qui s'est développé sur ce point a souligné que « les futurs » dans l'optique des personnes qui s'occupent des prévisions à moyen et à long terme, sont toujours alternatifs et que la gamme des futurs possibles en présente certains qui sont plus probables et d'autres qui peuvent être désirables ou indésirables.

Un futur à l'enseignement de l'hétérogénéité des cultures signifie également qu'il faut reconnaître qu'aucune culture n'est exhaustive ou auto-suffisante, mais que toutes ont besoin de se mesurer avec les autres cultures, non seulement pour pouvoir survivre, mais aussi pour se développer et s'enrichir. Le projet a également essayé de fournir quelques indications d'action tenant compte du contexte dans lequel l'UNESCO opère : après avoir affirmé l'exigence prioritaire de la connaissance réciproque, non seulement des racines historiques, mais aussi du développement social global et de ses logiques, et donc l'exigence d'un processus d'échange continu, du dépassement des archétypes selon lesquels nous vivons, la possibilité que les cultures ont de se présenter pour ce qu'elles sont apparaît décisive, et ce, à travers des images appropriées tant à leurs racines, à leurs particularités et à leurs richesses spécifiques, qu'à leur parcours évolutifs et à la base d'une éventuelle coexistence pacifique. C'est sur ce terrain fondamental que les mass média doivent assu-

mer leurs responsabilités précises et qu'elles peuvent jouer un rôle important. Cela pourrait être également réalisé dans le cadre de projets particuliers — comme le démontre ce séminaire — car cela peut contribuer à dépasser les tensions qui, dans le Bassin méditerranéen, sont particulièrement évidentes et qui pourraient obscurcir l'avenir. Je crois qu'il s'agit là du cadre essentiel de l'intervention de l'UNESCO qui, à mon avis, est le seul organisme multilatéral disposant de ce mandat ; cela dépendra largement de la force de notre hypothèse qui affirme que c'est sur la culture que se base la possibilité que nous avons de survivre et de créer un avenir meilleur.

Dans ce cadre, en accord avec les Commissions tunisienne, algérienne, marocaine, soudanaise, et égyptienne, la Commission italienne — avec la Commission espagnole — a essayé de servir de relais entre la culture de l'Europe du sud et celle des pays de l'Afrique méditerranéenne. Ce relais a connu un premier moment d'expérimentation à l'occasion d'un important congrès qui s'est tenu à Palerme sur le projet « Arabie », au cours duquel des chercheurs des pays que je viens d'énumérer ont affronté le thème de l'élaboration du savoir entre le IX<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, traitant aussi bien des expériences du monde arabe que des expériences italiennes. Le thème pourrait faire penser à une initiative quelque peu académique, mais en réalité, l'objectif du congrès était d'étudier l'organisation et les méthodes de transmission du savoir en Italie et dans les pays arabes de l'Afrique, à une époque où la culture arabe était au faite de son essor et que les universités naissaient en Italie. Les chercheurs arabes et italiens se sont donc promis d'approfondir une série de thèmes très actuels, tels que la recherche et l'enseignement, l'espace et la circulation du savoir, et en consacrant également une section des travaux au thème « De la campagne à la ville : les nouveaux lieux de la science ».

Il s'agit d'un travail d'approfondissement très important, non seulement à cause du niveau où il se tient, mais surtout pour l'importance que peut assumer, pour le monde contemporain, la connaissance de l'échange entre les cultures et les conditions qui ont donné lieu à l'épanouissement des grands moments d'entente que l'histoire de la Méditerranée présente. Donc, si l'un des principaux problèmes que nous devons affronter, dans notre scénario, est celui de la tolérance, de l'intensité et de la correction de

l'échange entre les différentes cultures et que l'on reconnaît que, au fond de cette tolérance, se dresse la question de la bonne connaissance non seulement des racines de chaque culture, mais aussi de nos racines méditerranéennes communes, des initiatives telles que la notre peuvent certainement contribuer, comme l'a souligné à plusieurs reprises le Directeur de l'UNESCO au cours de son intervention, à la croissance de cette « transmission de la science et du savoir de l'Orient à l'Occident et vice versa » qui est à la base de notre possibilité de coexistence.

Au cours de ce séminaire, il a également été rappelé que l'une des caractéristiques de notre temps est la transformation irréversible de notre société en des sociétés multiraciales et multiculturelles. A ce sujet, il se pose cependant des questions sur lesquelles — surtout du côté européen — une réflexion s'impose. En effet, il n'est pas évident qu'une société multiraciale soit aussi une société multiculturelle, et que les sociétés multiraciales que nous connaissons (il suffit de prendre, par exemple, le cas des Etats-Unis d'Amérique) apparaissent encore très en retard quant à leur caractère vraiment multiculturel. Nous ressentons donc tous le besoin urgent de constituer une société multiraciale se caractérisant par le respect et la compréhension de ses diversités culturelles. D'autre part, il a souvent été répété que la particularité du phénomène actuel des migrations — qui n'est certes pas nouveau en soi — réside dans le fait que les nouveaux migrants, en tant que personnes qui travaillent ou qui cherchent du travail — sont porteurs d'une culture, des individus qui n'entendent pas renoncer à leur culture et qui n'y renoncent pas et qui portent en eux-mêmes des valeurs différentes et même des connaissances techniques non négligeables, même si elles ne sont pas sophistiquées. C'est pour cela que, là où cette culture différente se transfère, on assiste inévitablement à une « rencontre-opposition » qui tend nécessairement à instaurer un nouveau type de produit « culturel », qui n'appartient complètement ni à l'une, ni à l'autre culture, ce qui, s'il ne mène pas à des processus d'intégration, n'oblige pas pour autant à renoncer à des positions d'hégémonie qui se sont manifestées trop souvent dans le passé. Nous sommes désormais convaincus que toutes les cultures ont la même dignité. Nous répétons ce slogan depuis déjà fort longtemps. Nous refusons cette hégémonie culturelle dans laquelle croyaient ceux qui nous ont pré-

cédés. Cependant, nous n'avons pas la pleine conscience de ce qu'est une société multiculturelle et de son fonctionnement, surtout lorsque nous essayons de mettre en pratique les principes que nous formulons. Cela est dû, au moins en partie, au manque d'élaboration et de réflexion. Il suffit pour le démontrer de mesurer le sentiment de malaise qui nous saisit lorsque nous réfléchissons sur la faillite de la décolonisation et de la coopération au développement. Ce sentiment est le résultat du manque de réflexion et de compréhension de la complexité du rapport entre les différentes cultures. Et aujourd'hui encore, alors qu'une réflexion plus attentive nous pousse à tenter de comprendre et de découvrir les racines de notre culture et des autres cultures, nous nous rendons compte que nous demeurons au premier stade d'un processus, à la phase initiale des énoncés de principe. Et aujourd'hui, cela est encore plus grave car, si à l'âge d'or des échanges culturels au niveau méditerranéen, cette problématique ne concernait que quelques personnalités culturelles importantes, à l'heure actuelle les mass médias permettent à tout le monde de devenir, en quelque sorte, les acteurs du processus. D'autre part, il nous faut bien admettre que si l'histoire a accéléré son cours, la pensée n'a pas suivi le pas, et le système des communications moins encore sans doute. Il s'agit là d'un très grave problème pour toutes les sociétés du monde. Voilà pourquoi, toute initiative qui cherche à étudier ce qu'il y a de commun dans nos cultures, qui essaie également de comprendre les différences et qui se propose, à travers la confrontation, de favoriser le respect de ces différences, doit être encouragée. En cette époque de la communication, la recherche de nos racines communes ; tout en étant différentes, devrait devenir une partie importante de nos activités culturelles, d'autant plus que la connaissance, qui — comme nous le rappelait Léonard de Vinci est la racine de l'amour, ne peut être substituée ni par l'amour, ni par la solidarité. En effet, sans la connaissance, il est difficile d'imaginer que la solidarité, qui par ailleurs est une valeur fondamentale de notre temps, puisse également devenir une valeur universelle de notre futur.

## 1.2 Le rôle de Mantoue en tant que ville d'art

Les célébrations du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique sont désormais achevées. Cet événement sembla dilater de façon démesurée les limites du monde, mais en réalité, cet élargissement de l'horizon portait en lui-même un processus contraire : plus la planète semblait s'agrandir, plus elle rapétissait dans la réalité. Cette découverte mémorable et les voyages entrepris par les navigateurs qui suivirent, continuèrent de restreindre peu à peu les limites de l'imagination et du rêve. Par la suite, les progrès constants effectués en matière de communication ont contribué à la contraction progressive du monde, à tel point que, aujourd'hui, notre globe est devenu un agglomérat où plus aucun lieu n'est éloigné et où plus aucun peuple n'est isolé. Aucune catastrophe n'a lieu loin de nous ni ne nous reste étrangère ; aucun triomphe de la science ne reste gardé dans un laboratoire, il devient immédiatement un avantage universel. Le monde prend donc l'image d'une nation unique et le cosmopolitisme auquel les philosophes du Siècle des Lumières ont tant aspiré est la conséquence du développement technologique. Il est donc évident que les citoyens de cette société unique dans laquelle le monde se fonde sont inévitablement appelés à collaborer les uns avec les autres pour assurer la survivance de tous. Cela s'impose à cause des grandes migrations qui sont en cours de l'Est à l'Ouest, du Sud au Nord. Ces mouvements engendrent la méfiance, la peur, l'hostilité et la résistance, mais le processus apparaît inexorable. Les échanges culturels se font donc de plus en plus fréquents et de plus en plus indispensables, si l'on veut dépasser les préjugés et les craintes, car la connaissance désarme, elle permet de dialoguer, elle engendre la tolérance réciproque et l'esprit de solidarité, elle atténue les conflits et les antagonismes, elle bloque les conflits économiques et persuade à s'engager sur la voie de la collaboration intellectuelle.

Tournons les yeux sur l'Europe. Nous sommes les témoins des battements nouveaux d'un vieux cœur ; les principaux témoins en sont surtout les jeunes dont les rapports, grâce aux récentes conventions internationales, s'intensifient de plus en plus et deviennent sans cesse plus faciles et plus spontanés. La connaissance des langues est

de plus en plus répandue et elle donne un sentiment de sécurité, elle ouvre les universités étrangères à un nombre d'étudiants de plus en plus important ; une société multiethnique, ou pour le moins bilingue, se pointe à l'horizon. L'école doit donc assumer, de façon toujours plus efficace, son action de préparation des étudiants à une nouvelle conscience sociale, à l'échange mutuel des expériences intellectuelles, à la comparaison et à l'intégration des méthodes d'éducation, à l'élaboration plus consciente du concept d'humanité qui est enraciné, de façon indissoluble dans le concept de personne et dans les valeurs éthiques qui lui sont implicites. Il est donc indispensable que l'Italie se reconnaisse, elle aussi, de plus en plus européenne et méditerranéenne, que sa culture soit projetée dans un cadre plus vaste, quelle s'ouvre en toute confiance à la culture d'autrui, en veillant cependant à ne pas renoncer à ses propres particularités et, au contraire, à devenir de plus en plus consciente, de façon à ne pas perdre la conscience de sa propre identité.

De fait, c'est dans la fidélité et dans l'attachement aux racines que reposent la sécurité de la croissance morale d'un peuple et la condition nécessaire à la confrontation dialectique des cultures. Dans un certain sens, notre pays est privilégié : l'importance et la qualité de son patrimoine artistique en font un point de référence irremplaçable, un point de rencontre obligatoire pour ceux qui croient que la culture constitue un signe de paix et de prospérité.

L'Italie a donc le devoir d'être à la hauteur des responsabilités que lui donne son énorme patrimoine, de tout ce patrimoine en matière d'éducation de l'esprit qui en font, en quelque sorte, un pays unique. Cependant, seule la récupération de la moralité politique et sociale nous permettra de dépasser ce malaise qui nous frappe aujourd'hui, lorsque nous devons prononcer notre nom. En effet, la culture authentique n'est pas au-delà du bien et du mal, mais elle est inséparable d'une éthique civique. L'assainissement de notre société civile nous rendra le courage d'offrir notre culture, l'humilité d'accueillir celle des autres, en échangeant de façon profitable et généreuse les démarches originales. Face au besoin inéluctable d'ouvrir, de protéger et de mettre en valeur notre patrimoine culturel, afin qu'il continue d'appartenir aux générations futures et qu'il s'avère, surtout à

nous mêmes, comme étant notre richesse la plus véritable, Mantoue ne doit pas rester en arrière. Le souvenir d'avoir été le siège d'un principat et une capitale européenne l'exige et est un rappel incessant pour les administrateurs. Nous devons exprimer notre sincère gratitude à l'UNESCO qui a choisi Mantoue comme siège de cet important séminaire consacré au futur de la culture de la Méditerranée ; il s'agit d'un choix qui ennoblit sans aucun doute Mantoue, au-delà de sa position géographique centrale et qui porte ce message de reconnaissance de la culture en tant qu'élément de développement devant, si possible, l'économie. Cette opportunité exceptionnelle naît d'un désir profond des Mantouans de suivre la voie de l'ouverture qui n'est pas seulement un message international, mais une exigence de notre ville. Notre ville s'est targuée de son histoire et de ses traditions, de la Seigneurie des Gonzague qui s'est caractérisée pour avoir traversé trois siècles sans guerres et, donc, par une volonté de développement qui ne peut s'allier qu'à la paix, une seigneurie qui nous a laissé d'importants signes d'échange et de coopération. Nos archives conservent les traces des pourparlers conduits au cours du XVI<sup>e</sup> siècle entre le marquis de Mantoue et le roi de France François I<sup>er</sup> pour l'achat de chevaux en Tunisie, pour des échanges en Algérie, de la présence d'illustres Mantouans tels que Ferrante Gonzaga et Giovanni Agnelli à la campagne d'Alger.

Mantoue est donc reconnaissante de tout ce qui est effectué en matière d'études, de travail actif, de perspectives futures, à une époque où l'on voit souvent les logiques de l'individualisme et celles de la concurrence l'emporter. Elle le fait avec un message qui est bien de cette terre, une terre liée à la tradition de la solidarité, une terre qui s'inspire des thèmes paysans, d'une volonté d'ouverture, une terre qui désire suivre la direction tracée par ces valeurs qui se fondent sur la culture.

La dimension internationale de notre ville réside dans la hauteur extraordinaire de ses monuments, dans la valeur morale de sa propre histoire ; elle est dans le nom des hommes de lettres et d'art qui ont honoré son nom. Au cours de ce siècle au moins, elle s'est présentée à plusieurs reprises à l'attention internationale. Rappelons l'exposition iconographique des Gonzague de 1937, la très fameuse exposition de Mantegna de 1961, les expositions consacrées à Giulio

Romano en 1989 et à Viligelmo en 1991. Toutes ces manifestations artistiques furent précédées et suivies d'études et de travaux de restauration extrêmement fébriles. Aujourd'hui, l'exposition consacrée à Leon Battista Alberti présente à nouveau notre ville à l'attention du monde entier ; elle rappellera cette foule cosmopolite qui, désormais, fréquente partout nos biens culturels : il s'agit là d'un heureux symptôme de l'inépuisable vivacité de la culture, si indispensable à la vitalité d'un peuple.

Un autre rendez-vous délicieusement culturel engage Mantoue dans une intense activité d'échanges de productions. Il s'agit des célébrations consacrées à Claudio Monteverdi, des commémorations partant de trois petites capitales d'autrefois : Crémone, Mantoue et Venise, sur un programme européen s'inspirant du même schéma que celui des célébrations organisées en l'honneur de Mozart.

Mais, en vertu des perspectives qu'elle ouvre, l'initiative culturelle la plus récente et la plus importante demeure sans aucun doute la fondation de l'Université de Mantoue. Il s'agit d'un retour, mais d'un retour effectué après de longs siècles, d'une construction difficile, à l'enseigne des mêmes principes dont l'on a discuté au cours de ces journées d'études : le désir d'ouvrir les esprits, de façon à ce qu'il n'y ait plus de frontières, même dans une petite ville. Je pense que le phénomène du nationalisme — surtout à notre époque — peut trouver au moins un message à Mantoue. De façon hâtive, quelqu'un a pensé que notre ville pourrait devenir la capitale d'une république partielle, d'une république de l'Italie du Nord. Je parle au nom des Mantouans, sans aucune emphase, pour dire que la nouvelle a été accueillie dans la bonne humeur et avec le sourire. Nous préférierions, en effet, retrouver les fastes de l'ancienne capitale, mais de la capitale de la culture, car ces derniers ennobliraient bien davantage notre ville que la recherche de parcours institutionnels peu conformes à cette terre qui, je le répète, est une terre de valeurs fortes, de solidarité, de civilisation et de tolérance. Nous avons, nous aussi, connu le phénomène de l'immigration et je crois que nous avons su l'affronter, car nous étions forts de ces traditions de civilisation qui sont fondamentalement des traditions culturelles.

Le chantier de l'Italie artistique et culturelle est donc toujours ouvert aux yeux de tous. Ses besoins ne doivent plus être

considérés par l'administration publique et par les particuliers comme une dépense, mais comme une source de revenus, un bien commun, un irremplaçable patrimoine collectif et universel. Mantoue peut redevenir l'un des carrefours de l'Europe, elle possède tous les moyens pour recouvrer sa dimension internationale d'autrefois et d'évidents signes de satisfaire cette aspiration invitent à la clairvoyance et à l'optimisme. Mais le rappel international des manifestations mantouanes est limité par leur caractère sporadique et occasionnel. En revanche, comme d'autres villes italiennes, Mantoue doit s'offrir comme étant un lieu de rendez-vous annuels pour lesquels il existe des signes d'une nouvelle fébrilité qui doivent être satisfaits, épaulés, soutenus et mis en valeur.

Ce rapport à été rédigé d'après les interventions de :  
Eleonora Masini, World Futures Studies Federation  
Tullia Caretoni, Directeur Commission Italienne pour l'UNESCO  
Claudio Genovesi, Maire de Mantoue  
Rodolfo Signorini, Adjoint du Maire pour les problèmes culturels.



## **Maghreb : modernisation et identités culturelles**

Abdou Filali-Ansary  
Fondation du Roi Abdoul Aziz, Casablanca

### *1) L'environnement culturel*

Pour pouvoir cerner les modalités suivant lesquelles procède l'évolution culturelle du Maghreb, il convient de rappeler certaines observations qui, pour être élémentaires et évidentes, n'en sont pas moins nécessaires à prendre en compte.

En premier lieu, au niveau de l'environnement général, la Méditerranée occidentale, où s'insère le Maghreb, constitue avant tout une zone de contact entre plusieurs familles culturelles : le monde arabo-islamique, le monde de la francophonie, le monde hispanique et le microcosme italien.

Chacune des composantes de cet environnement (Maghreb, France, Espagne, Italie) constitue l'avant-garde d'un univers qui couvre de large espaces sur la terre et embrasse de nombreux peuples. Chacune se sent donc membre d'une famille culturelle qui dépasse le cadre méditerranéen. Le Maghreb fait partie de la famille arabo-musulmane, tout comme la France se place dans un univers francophone plus large. C'est dire que les relations culturelles dans cette région ont des prolongements à l'échelle mondiale, que la région constitue une sorte de nœud central ou

« caisse de résonance » pour les relations culturelles entre civilisations universelles.

Il n'y a, il faut le noter, aucune « symétrie » entre ces trois « familles ». L'ensemble francophone paraît excessivement centralisé. La quasi totalité de la production des biens culturels émane de la « métropole », les autres régions ayant des contributions plus ou moins marginales. L'ensemble hispanique paraît déstructuré : aucun organisme, aucune action particulière ne semblent œuvrer pour la coordination culturelle entre ses membres. L'Espagne paraît plus intéressée par son intégration à l'Europe que par le travail sur ses affinités avec la grande famille hispanique.

En ce qui concerne la famille culturelle arabe — et c'est là la seconde observation « élémentaire » —, le fait important des quatre ou cinq dernières décades a été la création d'un espace culturel unifié, caractérisé par l'existence d'un marché unique de produits culturels : le livre, la chanson, le feuilleton télévisé circulent en effet d'un bout à l'autre de l'aire géographique qui s'étend du « Golfe à l'Océan » comme dit l'expression arabe. En un sens, si le monde arabe n'a pas pu ou n'a pas su réaliser l'unité politique et économique qu'il recherchait, il parvenait, presque sans s'apercevoir, à créer une véritable unité culturelle couvrant l'espace géographique de l'ensemble des pays de la « Ligue des Etats arabes ». Les politiques adoptées dans le domaine de l'éducation et des média ont joué un rôle important à cet égard : l'enseignement et les moyens de communication audiovisuels (presse — radio — télévision) sont arabisés presque intégralement dans ces pays. Les nouvelles générations vivent, dans leur immense majorité, dans un environnement culturel façonné par les politiques menées par les Etats au cours des dernières décades.

Ainsi l'« actualité » culturelle est-elle le plus souvent la même à travers toute cette région : un ouvrage nouveau, un feuilleton qui sort, etc. produisent généralement des réactions simultanées et font que l'ensemble de la région vit au même rythme au niveau culturel et artistique. Même les événements culturels proprement locaux sont généralement vécus en connexion avec l'environnement global, comme des variations spécifiques ou des contributions ponctuelles à des activités plus larges. L'ouverture d'une partie des élites — surtout maghrébines et syro-libanaises — à des courants culturels euro-

péens — particulièrement au monde de la francophonie — n'apporte qu'une atténuation mineure à ce phénomène.

Dans le prolongement de ce phénomène, on assiste aujourd'hui à l'apparition et au développement d'une presse qui couvre l'ensemble du monde arabe d'une manière instantanée. Déjà au cours des dernières années, des revues culturelles à périodicité mensuelle ou trimestrielle avaient réussi à réaliser l'intégration de la production scientifique en langue arabe dans les sciences humaines et sociales. Ainsi, déployée sur les mêmes supports, la réflexion sur les problèmes de l'homme et de la société semble être conduite à l'unisson à un extrême du monde arabe à l'autre. A cela s'ajoute le fait que, depuis quelques années, certains grands quotidiens du Proche-Orient, ainsi que d'autres créés récemment à partir de capitales européennes, adoptent les moyens technologiques modernes pour assurer la couverture de l'ensemble des événements des pays arabes et pour réaliser des tirages simultanés dans un nombre grandissant de capitales arabes et occidentales. Même l'actualité politique, économique tend à devenir une à travers toute la région.

Le même processus paraît démarrer pour un tout autre type de média : la télévision par satellite. Certaines chaînes, de la même manière que cela s'est fait pour les journaux, c'est-à-dire de l'intérieur du monde arabe et à partir de capitales européennes, s'appêtent à irriguer l'ensemble de la région. Elles pourraient, du fait qu'elles remédient aux insuffisances des chaînes nationales (au niveau notamment de la qualité des émissions, des informations), contrecarrer à terme l'invasion de l'espace maghrébin par les chaînes occidentales.

## *2) La culture dans les relations régionales*

A partir de ces données, on peut formuler les observations suivantes : entre les trois grandes « familles » culturelles qui se font face dans la région, l'arabe, la francophone et l'hispanique, il existe des relations culturelles relativement intenses et en mutation continue. Le « front » que constitue le Maghreb à cet égard a connu au cours des dernières décennies des fluctuations impor-

tantes en matière d'implantation ou de domination de l'une ou de l'autre. C'est ainsi que l'insertion dans le monde arabe paraît achevée globalement au détriment de la francophonie (enseignement tous cycles compris, information et activités artistiques), même si celle-ci paraît résister au niveau des élites et connaître un certain regain grâce à l'arrivée de la télévision satellitaire et au recul des idéaux liés à l'arabisme.

En outre, les relations culturelles entre ces zones se font suivant le modèle de la « consommation de masse », c'est-à-dire conformément aux lois d'un marché aux caractéristiques particulières, marqué par une polarité exacerbée (le Nord consomme les produits culturels du Sud et exporte quelques « excédents ») et par une sélectivité accentuée (certains produits culturels sont privilégiés aux dépens d'autres). Ainsi par exemple, en raison du tourisme de masse, certaines manifestations « folkloriques » sont-elles nettement avantagées au détriment d'autres expressions artistiques et surtout au détriment des produits plus « intellectuels » des cultures. Le consommateur occidentale et ses goûts influent énormément sur la production artistique. Celles qui sont « payantes » permettent d'entretenir des producteurs, les autres non.

Les relations culturelles entre ces grandes familles subissent les contraintes du contexte particulier des relations politiques et économiques dans la région. En effet, elles dépendent entièrement, d'une part, de déterminants extérieurs au monde de la culture. A ce titre, elles reflètent, prolongent, jouent un rôle instrumental pour les autres relations : politiques, économiques. La culture est un moyen au service d'objectifs politiques et économiques et non un espace de communication autonome, ayant sa raison en lui-même. On peut parler de lois du marché dans ce cas, mais il s'agit alors d'un marché anarchique, où les lois amplifient les disparités, approfondissent les malentendus, dressent des barricades. Il y a là, sans doute, l'une des raisons majeures de la résurgence, de part et d'autre, des différents intégrismes qui occupent la scène aujourd'hui.

### 3) *L'identité retravaillée*

Toutefois, derrière la scène, les esprits semblent être travaillés des deux côtés de la Méditerranée par la même problématique, quoique de manière différente dans l'une et l'autre rives. Il s'agit de la problématique des rapports entre tradition et modernité, de débat entre culturalisme et universalisme. Sous différentes formes, un affrontement majeur se produit entre deux attitudes principales que l'on peut qualifier respectivement de « relativisme culturel » et « rationalisme » ou « universalisme ».

Pour l'une des deux visions qui se disputent les esprits, celle où se rejoignent adeptes de traditions et partisans du relativisme culturel, le monde est une juxtaposition d'univers culturels parallèles et irréductibles : les identités culturelles sont quasi immuables et les idéaux universels n'ont aucune prise réelle de l'évolution de l'humanité. Ce genre de position semble être à l'œuvre dans les courants qui se réclament de certains intégrismes en même temps que dans les courants qu'on appelle « post-modernes ».

En face, d'autres penseurs défendent l'idée suivant laquelle il y a un universel commun, vers lequel tendent toutes les cultures. La raison et l'éthique auraient des fondements universels ; les différentes cultures étant des réalisations ou des expressions locales des mêmes idéaux fondateurs. Ces attitudes paraissent être plutôt minoritaires, battues en brèche par la montée des intégrismes et de différentes formes d'exclusion. Le vieux rationalisme qui a marqué la montée en puissance de diverses civilisations (arabo-islamique, européenne) semble être, de nos jours, mis à rude épreuve.

Dans le Maghreb, comme dans tout le monde arabe, le libéralisme a été un bref intervalle entre les sociétés traditionnelles (avant le colonialisme au Maroc, pendant le colonialisme en Egypte) pendant lequel le rationalisme semblait reprendre de l'influence avant l'avènement de l'âge des idéologies, et donc du retour à des formes de « culturalisme ». L'affirmation de la personnalité distincte du monde arabe, de la société « proprement islamique » qui ont marqué ces dernières décades, malgré le langage « progressiste » qu'elle a pu emprunter à certains moments, n'en est pas moins par rapport à

l'idéal de libération de l'homme de toutes les servitudes et de toutes les « clôtures » idéologiques.

Dans toutes ces situations, nous nous retrouvons face à des attitudes typiquement idéologiques, marquées par l'adhésion à l'idée de vérité totale, définitive et absolue. Tour à tour ou simultanément, marxisme, nationalisme, intégrisme semblent avoir mobilisé les masses et bloqué, à large échelle, l'esprit critique. Dans toutes ces situations, les masses se sont trouvées coupées de la culture universelle, enfermées ou embarrasées dans des représentations à la fois exaltantes (du point de vue psychologique) et mutilantes (du point de vue intellectuel).

Toutefois ces mouvements, ou ces « emportements » devrait-on dire, n'ont jamais réussi à éliminer d'autres approches qui, pour limitées et parfois isolées qu'elles ont été, n'en sont pas moins parvenues à transformer les représentations en profondeur. En un sens, on pourrait dire que, à côté des mouvements saisissant les masses, parallèlement à la « culture des masses », dominée par l'idéologie, une autre culture, travaillant en profondeur a pu s'implanter durablement dans les sociétés arabes. Ce phénomène peut se reconnaître à l'immensité, la diversité, la richesse de la production sur l'histoire intellectuelle sur l'histoire de la civilisation et de la culture arabo-islamique. Cette production a pris les formes les plus diverses, depuis les fresques historiques les plus impressionnantes (travaux d'Amin Arkoun, Jabri Djait, Adonis Mumwa, etc.) jusqu'aux articles de revues innombrables et partout présents (même dans certains grands quotidiens).

Il en résulte ce qu'on pourrait appeler une émergence d'une nouvelle conscience historique dans le monde arabe. Le passé arabo-musulman est retravaillé, remodelé et s'éloigne du présent. Il est approché de manière critique, par l'usage de toute la panoplie des outils que procurent les sciences humaines et sociales d'aujourd'hui.

Il est remarquable qu'au sein et parallèlement à ce courant, se soit manifestée une pratique qu'on pourrait taxer de « théologie libre » : des recherches menées en dehors des lieux habituels de la pensée théologique, en dehors des milieux où la théologie est censée être conduite et pratiquée. Hors des instituts et écoles dominés par les milieux orthodoxes traditionnels et des cercles formés par les intégristes de tous bords qui se sont multipliées au

cours des dernières décades des approches qui retravaillent les représentations du sacré telles qu'elles ont dominé dans l'espace islamique. Le grand problème que cette pratique théologique a dû affronter consiste à s'interroger sur la manière de s'en prendre au paradigme qui domine encore les sociétés arabes, le traitement qu'il convient d'accorder aux représentations qui restent implantées dans les esprits des masses. Il y a eu à ce propos des attitudes favorisant une sorte de rejet frontal (comme l'historicisme d'un Laroui ou d'un Al-Azmeh), faisant appel aux conceptions et représentations empruntées aux courants rationalistes, ainsi que des tentatives de travail des représentations traditionnelles de l'« intérieur » (Djaït, Jabri, Hanafi, Malek).

#### *4) Conclusions*

En conclusion, on peut remarquer que la modernité ne vient pas au Maghreb d'où on l'attend : elle ne vient certainement pas, comme on pourrait le croire, du contact avec l'Occident. Au contraire, comme l'ont démontré les effets du prodigieux développement des média au cours des dernières années, ce contact favorise le paradigme et le renforce. D'une part, la réception des programmes télévisés occidentaux au Maghreb, même si elle réussit à influencer sur certains comportements (habitudes de consommation par exemple), ne fait que renforcer en même temps le rejet du modèle occidental par de larges couches de la population. Elle contribue à développer les réflexes identitaires plutôt qu'à les atténuer. D'autre part, les mêmes média opèrent dans les expressions de la culture maghrébine une sélection très poussée, favorisant certaines formes et certains discours aux dépens d'autres, et œuvrent de la sorte à perturber la communication entre les cultures de la région. La modernité vient au Maghreb de ce regard renouvelé sur soi, de ce travail que les maghrébins avec les autres arabes sont en train de réaliser sur leurs représentations fondamentales.

Les relations culturelles continueront à favoriser les tensions, à intensifier les ruptures et les rejets mutuels, si elles ne s'ouvrent pas sur le débat intellectuel qui anime les esprits des deux côtés

de la Méditerranée, si elles n'adoptent pas le détachement des approches rationalistes, celles qui sont imprégnées des valeurs universelles prônées à la fois par les grandes religions monothéistes et par les Lumières.

## La Méditerranée créatrice

Thierry Fabre,  
Institut du monde arabe, Paris

Je voudrais vous dire qu'un retournement est possible en Méditerranée. Cela peut apparaître comme une utopie, mais si c'est une utopie je la prendrais au sens d'une vérité prématurée. Il est vrai qu'aujourd'hui, quand on parle de la Méditerranée, il vient à l'esprit des images de décombres et de mines. Les décombres de la situation présente et les ruines de la grandeur passée. La Méditerranée a encore le goût de l'antique, ce sont de beaux restes, une sorte de territoire nostalgique.

Et il n'y a rien de plus destructeur, me semble-t-il, dans la référence à la Méditerranée, que ce passéisme que l'on voit réapparaître partout. Y compris dans les pratiques culturelles contemporaines : lorsqu'on s'intéresse par exemple au tourisme culturel en Méditerranée c'est principalement en référence au passé, comme si rien depuis plusieurs siècles n'avait été créé dans cette région du monde.

Cette marginalisation, il est vrai, n'est pas tout à fait injustifiée. Si la Méditerranée a été muséifiée — au moins depuis trois siècles, si l'on en croit l'analyse de Braudel qui situe la marginalisation de l'ensemble méditerranéen au XVII<sup>e</sup> siècle — la Méditerranée y est elle-même pour quelque chose, puisqu'elle s'est contentée de reproduire les modèles du passé, et qu'elle n'a pas su réinventer ses propres modèles. Ce qui la conduit à quoi ? A s'approprier progres-

sivement et à dupliquer les modèles venant du Nord et quand je parle de modèles c'est dans toutes les formes de l'existence : du costume à la nourriture, du mode de développement économique à la technologie... La Méditerranée rive Nord et rive Sud comprises — a été marginalisée par les cultures du Nord et s'est posée effectivement en posture de reproduction et d'appropriation. Dans l'appropriation il y a ruse, réemploi ; et donc aussi invention. Mais je dirais que c'est une invention marginale, de second ordre.

Mon hypothèse c'est qu'on est en train de sortir de cette grande tendance de la reproduction des modèles du Nord.

Il y a quelque chose qui est sur le point de se retourner, et on ne le perçoit pas encore très bien. Je vais essayer de décrypter les signes de ce retournement, de voir comment cela peut se décliner. Ce n'est encore qu'une hypothèse, mais il me semble qu'il existe quelques éléments qui sont susceptibles de la confirmer et qui pourront peut-être nourrir, dans quelques années, des programmes significatifs d'une grande maison telle que l'UNESCO.

Mais avant d'analyser ces signes annonciateurs de la Méditerranée créatrice, il est important de se donner quelques repères historiques pour savoir de quoi on parle quand on parle de Méditerranée. Pour cela je voudrais très brièvement faire une petite histoire des représentations de la Méditerranée.

La notion de Méditerranée, comme nom propre, est une notion du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est le géographe Elisée Reclus qui, le premier, l'utilisa ainsi. Auparavant, la « Méditerranée » signifiait simplement la mer entre des terres, et il y avait beaucoup de Méditerranées dans le monde. On est alors passé à un nom commun à un nom propre. Il y a donc eu une métamorphose de sens et un passage d'une zone géographique à une zone de civilisation. Or cela s'est fait comme une projection du Nord sur le Sud. C'est le Nord, au XIX<sup>e</sup> siècle, qui a nommé la Méditerranée. Et il l'a nommée d'une façon précise, principalement comme Méditerranée latine. Il est clair que l'émergence de cette référence à la civilisation latine, née principalement en France et en Italie, a été liée au projet colonial, ce qui encore aujourd'hui laisse des traces dans la relation à la Méditerranée vue du côté arabe. Aussi bien en Libye qu'en Algérie, les pouvoirs coloniaux ont utilisé cette référence à la latinité pour légitimer l'expropriation des ter-

res et pérenniser leur installation. Louis Bertrand, par exemple, en Algérie a été le chantre de ces références latines qui pèsent toujours sur l'idée méditerranéenne. En fait, la Méditerranée latine c'était alors l'expression de la civilisation. Quant au reste, il s'agissait d'un monde barbare non civilisé qu'on était donc fondé à dominer. Je crois qu'il est important d'avoir toujours à l'esprit cette représentation et cette émergence historique de la notion de Méditerranée pour savoir de quelles scories cette notion est encore porteuse aujourd'hui surtout si l'on se propose de « réinventer la Méditerranée ».

Il y a un travail sur les sources à engager en Méditerranée qui s'inscrit dans une relation particulière au patrimoine. Le patrimoine est en effet une notion qu'il faut manier avec beaucoup de précautions, parce que patrimoine signifie souvent passéisme. Le respect du patrimoine, c'est avant tout agir pour le conserver. Ce qui est sans doute indispensable, à condition que cela n'entraîne pas une relation à un monde figé. C'est sur un processus d'un autre ordre que je m'interroge, celui d'une renaissance. C'est donc une relation au patrimoine bien différente dont il s'agit qui vise à le transformer, à le métamorphoser. C'est cela qui est aujourd'hui à l'œuvre dans le mouvement de la Méditerranée créatrice et c'est ce qu'un certain nombre de créateurs sont d'ores et déjà en train de façonner.

Dans quel contexte géo-culturel s'opère l'émergence de la Méditerranée créatrice ? Quatre forces politico-culturelles me paraissent aujourd'hui encercler l'ensemble méditerranéen : l'occidentalisme l'eurocentrisme le nationalitarisme et l'islamisme.

La première de ces forces, je l'appellerai l'occidentalisme et c'est à dessein que je ne parle pas d'américanisme. C'est en effet une facilité, notamment en France, que d'appeler cette tendance « américanisme », car cela permet trop facilement de se dédouaner et de transférer sa propre responsabilité à l'extérieur. Or, en France et en Europe, nous sommes également producteurs de cette culture occidentale. L'occidentalisme est une prolifération de signes dépourvus de sens, un grand processus d'homogénéisation culturelle, une sorte de globalisme qui se propose d'instituer l'équivalent d'un « village mondial » où se confondent très naturellement culture et divertissement. L'occidentalisme s'avère ainsi porteur d'une esthétique du lieu commun et du faux-semblant. Empire de l'éphémère,

règne du virtuel, célébration du vide et de la dispersion dont le post-moderne n'est qu'un des visages, l'occidentalisme occupe une place significative en Méditerranée. Il y a une demande d'occidentalisme qui se manifeste notamment à travers les programmes audiovisuels, les modes vestimentaires ou musicales. La Méditerranée cependant résiste à une telle emprise qui tend à la nier comme lieu de culture. Elle incarne par sa vivacité une zone frontière où l'occidentalisme reste malgré tout minoritaire.

La deuxième force politico-culturelle qui est en train de s'affirmer avec de plus en plus de vigueur est celle que j'appellerai l'eurocentrisme. Il y a depuis plus de trente ans une entité économique aspirant d'ailleurs à devenir politique et culturelle, qui s'est construite autour de la Communauté européenne. Avec l'effondrement des régimes communistes à l'Est, une perspective continentale s'est ouverte. Ainsi un projet Est-Ouest qui vise à réincorporer la moitié orientale de l'Europe a-t-il été lancé. Un tel mouvement, qui en lui-même est sans nul doute légitime, tend néanmoins à structurer cette région du monde dans une approche auto-centrée qui n'est pas sans manifester une certaine suffisance. Se dessine ainsi en Europe une sorte de contentement de soi, un mouvement de repli continental qui pour certains signifie l'érection d'une « forteresse Europe » à bâtir contre le reste du monde et notamment contre son Sud, c'est-à-dire contre la Méditerranée. L'eurocentrisme peut être considéré comme un « Cartiérisme » à l'échelle d'un continent : la Corrèze avant le Zambèze comme expression d'un égoïsme sacré, comme oubli du monde alentour et notamment de l'environnement méditerranéen le plus immédiat dont il convient de se protéger, compte tenu des risques de poussée migratoire...

La troisième force politico-culturelle qui pèse sur l'ensemble méditerranéen est ce que j'appellerai le « nationalitarisme », qui est l'affirmation d'une identité particulière et localisée se situant dans une vision irréductible d'exclusion. La situation en ex-Yougoslavie est à cet égard emblématique d'un phénomène qui se retrouve sous une forme atténuée ailleurs en Europe et en Méditerranée. On assiste à un processus de fragmentation au nom d'identités collectives repliées sur elles-mêmes qui ne veulent absolument pas entrer en relation avec d'autres cultures sur un même territoire. A cet égard, il est opportun de tirer quelques leçons d'une telle situation et de préciser

les règles indispensables au dialogue des cultures. Il y en a au moins deux. La première c'est la reconnaissance de l'autre en tant qu'autre, c'est-à-dire qu'on ne peut pas le convertir ou le dissoudre pour l'amener à soi. La deuxième règle, après avoir reconnu l'autre en tant qu'autre, c'est de dire immédiatement qu'il y a avec lui la capacité de définir un sens commun, car sinon on ne peut pas se comprendre et on se perd dans un relativisme culturel juxtaposant des identités irréductibles qui ne peuvent pas entrer en dialogue.

Quoi qu'il en soit, ce mouvement de nationalitarisme, d'affirmation de particularismes et d'identités repliées, fermées sur elles-mêmes, est indéniablement une des forces politico-culturelles appelées à structurer cette région du monde.

La quatrième force politico-culturelle, qui se manifeste principalement sur la rive sud de la Méditerranée, c'est l'islamisme.

Cet usage politique du religieux, qui procède d'une réinvention de la tradition, se propose « d'islamiser la modernité ». Vision régressive qui est fondée sur une logique de clôture culturelle, l'islamisme s'est imposé comme la principale force d'opposition dans le monde arabe contemporain. Il apparaît aujourd'hui comme un mouvement ascendant qui tend à opposer en deux blocs irréductibles Islam et Occident. La Méditerranée, espace intermédiaire, lieu de la pluralité culturelle assumée, n'a dans la vision islamiste du monde aucune place. C'est un non-lieu, une simple zone de confrontation avec le Nord ennemi.

La Méditerranée aujourd'hui est donc encerclée par ces quatre forces politico-culturelles. Si l'on établit un tel relevé et que l'on procède à cette cartographie du rapport des forces, elle semble appelée à être durablement marginalisée.

L'hypothèse que je formule, par-delà ces forces à l'œuvre, c'est qu'il existe une autre perspective : la Méditerranée créatrice.

Certes, elle est encore minoritaire, mais elle est néanmoins très forte. Elle s'inscrit dans une profondeur culturelle qui institue une relation de continuité et témoigne de la persistance d'un être au monde méditerranéen. La Méditerranée apparaît ainsi comme un lieu, que l'on habite, et non comme un simple espace ; que l'on traverse. C'est un lieu au sens où le définit Marc Augé, qui est à la fois « identitaire, relationnel et historique ». La Méditerranée en effet donne vie à une identité et produit une appartenance.

nance. Elle est devenue un signe de reconnaissance pour un nombre croissant d'acteurs, individus, groupes et institutions. En outre, elle donne forme à des relations structurées entre les hommes et préside à des modes de sociabilité qui la caractérisent. La Méditerranée enfin participe d'une histoire en cours, elle s'inscrit dans une mémoire aujourd'hui réactivée qui s'affirme comme la matrice d'un être au monde singulier. Il ne s'agit pas d'une essence mais d'une identité collective s'inscrivant dans un processus historique. Ce lieu de la Méditerranée définit les contours de ce que Michel de Certeau appelle un « propre ». Une densité, une consistance, une part ineffaçable qui ne saurait se défaire dans les turbulences de l'univers international. A partir de ce propre, de ce lieu, de ce foyer qui ne demande qu'à être réactivé, il est possible de définir une stratégie culturelle dont la Méditerranée pourra être le sujet. Dès lors, elle ne sera plus un simple réceptacle de forces politico-culturelles qui l'encerclent, mais un ensemble organisé qui fait sens. Telle est bien la perspective de la Méditerranée créatrice.

Mais qu'en est-il plus précisément ? La Méditerranée créatrice est une constellation de formes qui participent d'une esthétique de la Présence. Il y a des signes tangibles de ce processus à l'œuvre, de cette renaissance en cours.

L'expression musicale en est un bon exemple. On assiste à un phénomène extrêmement intéressant depuis ces dix dernières années en Méditerranée, celui de l'utilisation, l'appropriation de répertoires anciens pour donner des formes nouvelles : le rai, le rebettiko, le flamenco rock, les nouvelles polyphonies corses.

Les Fabulos Trobadors et les Massilia Sound System que l'on voit aujourd'hui émerger à Toulouse ou à Marseille, Angelica Ionatos, ... sont autant d'exemples de cette métamorphose créatrice. Il y a ainsi créativité locale. C'est à partir d'un territoire particulier que l'on va rechercher de nouveaux répertoires et qu'on les retravaille pour leur donner une autre signification et une autre portée. A partir de ces réinventions-là, ces formes culturelles acquièrent un retentissement international. Le rai est ainsi devenu une musique écoutée dans le monde entier, quant aux polyphonies corses elles sont sorties du folklore pour devenir une musique internationale écoutée, par exemple, aux Jeux olympiques. Ce processus de propagation, à partir

d'un retravail sur des répertoires anciens, est, je crois, quelque chose de tout à fait important qui fait que dans l'ensemble méditerranéen on ne se contente plus de reproduire des formes musicales venant d'ailleurs, mais on va puiser dans ses propres sources pour créer des formes nouvelles. Ce phénomène-là, pour donner un autre exemple, se retrouve dans un domaine plus lié au monde industriel tel que le design. Quelles sont les deux capitales internationales du design les plus reconnues ? Milan et Barcelone.

Certes ce sont des zones du Nord, mais leurs références sont clairement méditerranéennes. Ce mouvement-là existe également dans l'architecture, dans la littérature, dans les arts plastiques ou dans la création d'images. On voit par exemple émerger des cinéastes significatifs qui revendiquent explicitement dans leur travail une dimension méditerranéenne. Je pense à Emir Kusturica, Pedro Almodovar, à Théo Angelopoulos, à Youssef Chahine ou à Nacer Khémir, A ce propos une statistique internationale montrerait bien évidemment que le cinéma américain est toujours largement dominant, Mais cela n'abolit nullement le mouvement de la Méditerranée créatrice qui est un mouvement naissant. Ce sont des signes que l'on entrevoit, des signes annonciateurs d'un autre rapport au monde, qui préfigurent autre chose que le catastrophisme annoncé.

Il y a en fin de compte avec la Méditerranée créatrice une perspective de recomposition à l'œuvre qui est susceptible de donner un autre visage aux futurs de la culture en Méditerranée.

Certes, les logiques de confrontation se renforcent, les barrières dans les têtes se dressent, les dynamiques de fracture entre les deux rives se mettent progressivement en place. Pourtant cette évolution, bien que portée par des forces politico-culturelles puissantes, n'a rien d'inéluctable. Longtemps marginalisée, la Méditerranée peut redevenir un lieu producteur de sens et de formes. Le mouvement des retrouvailles avec sa centralité a d'ores et déjà commencé.

Ce mouvement est encore fragile, sans nul doute incertain et il a besoin d'être consolidé, amplifié, magnifié. C'est à ce prix que la Méditerranée créatrice, enfermée entre les deux bornes extrêmes de l'occidentalisme et de l'islamisme, pourra trouver la place d'une possible affirmation.



## **De la culture de l'efficacité à l'efficacité de la culture**

Bruno Lanvin  
Chef de l'Unité de planification stratégique  
CNUCED, Genève

De l'antenne parabolique aux réseaux télématiques en passant par la communication multimédia et la téléphonie mobile, les technologies de l'information ont radicalement changé l'échange. Les innovations qui ont affecté le secteur de la communication au cours des deux dernières décennies ont toutefois été sous-estimées, tout au moins dans leurs effets structurants.

La mondialisation de l'économie et, au-delà, la globalisation des modes de production et d'échange, conditionnent et structurent inévitablement la façon dont les biens culturels sont produits, valorisés et échangés. C'est l'une des raisons pour lesquelles une réflexion sur les futurs de la culture ne peut aujourd'hui faire abstraction des dimensions économique et technologique qui fondent le processus de globalisation.

Or, dans une large partie de l'opinion, il existe une antinomie entre globalisation et cultures. La première, en effet, est assimilée aux notions de standardisation, d'uniformisation, voire de normalisation, alors que la seconde n'est conçue que comme plurielle et diversifiée. Autrement dit, si la globalisation était porteuse de culture, ce ne pourrait être qu'en tant que véhicule d'une culture

dominante, que l'on serait aujourd'hui tenté de qualifier de culture de l'efficacité.

L'objet de la présente communication est précisément de montrer pourquoi et comment cette tendance, pour réelle et préoccupante qu'elle soit, ne doit pas occulter le potentiel sans précédent que représente aujourd'hui l'émergence d'une économie globale de l'information pour le développement économique, notamment dans sa dimension culturelle. En d'autres termes, il existe actuellement un certain nombre d'outils permettant au Sud de prendre le Nord à son propre jeu, en démontrant et en exploitant ce que la dimension culturelle peut et doit apporter au nouveau paradigme de l'économie globale de l'information. Le potentiel de cette efficacité de la culture est particulièrement important dans le cas des échanges qui traversent la Méditerranée occidentale.

### *1) Culture de l'efficacité et globalisation*

Globalisation et mondialisation de l'économie ne doivent pas être confondues. La seconde n'est en effet que l'un des avatars du processus qui, à partir des années soixante, a vu se développer les flux d'investissements internationaux, permettant aux grandes entreprises transnationales (ou multinationales) de combiner les avantages spécifiques de plusieurs pays, soit en tant que sources d'approvisionnement (en matières premières ou en travail) soit en tant que marchés. La globalisation, au contraire, recouvre un ensemble de phénomènes économiques authentiquement nouveaux.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on peut considérer que l'économie mondiale est devenue sans cesse plus intégrée sous la poussée de trois vagues successives. La première (internationalisation) s'est caractérisée, depuis 1945, par une augmentation relative plus rapide du commerce (des biens et des services) que de la production. Dans la seconde, entamée vers la fin des années soixante (transnationalisation), les flux internationaux de capitaux (investissements étrangers) augmentent désormais plus vite que les flux commerciaux, et aux avantages

comparatifs ricardiens s'ajoutent dorénavant un autre élément stratégique : le capital. Enfin, avec le début des années quatre-vingt, la troisième vague apparaît, dont le vecteur stratégique est constitué par les flux d'information ; émergent alors des concepts nouveaux tels que « stratégies-réseaux » et « marchés-réseaux ». Cette troisième vague est celle de la globalisation.

Du point de vue des pays en développement en général, et de ceux du Maghreb en particulier, une telle évolution est aussi riche de possibilités nouvelles qu'elle est lourde de menaces.

D'un côté, en effet, la globalisation ouvre de nouvelles possibilités d'intégration économique, parce qu'elle rend l'activité économique plus mobile.

Elle permet aussi d'envisager un monde où les avantages comparatifs pourraient se construire au Sud aussi.

D'un autre côté, toutefois, la globalisation porte en elle la reminiscence de toutes les dépendances passées, que les indépendances politiques n'ont pu éteindre : qu'il s'agisse d'attirer l'investissement étranger ou d'acquérir telle ou telle technologie informatique ou tel équipement de télécommunications, tout a un coût, parfois visible (s'il est financier), plus souvent invisible (s'il est culturel).

Les pressions internationales en direction d'une plus grande harmonisation des modes de transactions, au-delà de la standardisation et de la normalisation des unités de mesures, des emballages et des messages électroniques, portent aussi en elles la menace d'une standardisation des cultures et d'une normalisation des modes de pensée.

Vue du Sud, en tout cas, cette menace est vivement ressentie. Bien souvent, la proximité géographique entre régions en développement et pôles industriels renforce la méfiance que les premières peuvent ressentir à l'égard d'une culture de l'efficacité qui leur serait dictée par la dépendance économique perpétuée. C'est l'une des raisons principales pour lesquelles la globalisation ambiante est aujourd'hui l'objet d'une attention toute particulière au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

Cette vision, toutefois, ne représente qu'un versant d'une réalité beaucoup plus complexe ... et beaucoup moins calamiteuse.

## 2) Globalisation et efficacité de la culture

Les compétitivités d'aujourd'hui dépendent au moins autant de la dimension financière que de la dimension réelle (productive) des appareils de production. Dans les deux cas, la globalisation (réseaux), la transnationalisation (dimension financière) et le commerce (des biens et des services) jouent toutes les trois un rôle moteur dans la « nouvelle valse » des compétitivités internationales. Or, ces trois composantes ont toutes été radicalement altérées par l'innovation technologique des trente dernières années, que celle-ci ait affecté le domaine des technologies de l'information (T.I.) ou les autres (non T.I.). Cet ensemble complexe d'interactions dynamiques peut être représenté de la façon suivante :

Dans un tel schéma, c'est bien l'information qui apparaît comme l'élément stratégique-clé qui sépare désormais les gagnants des perdants du « nouvel ordre mondiale ». Or, et c'est là l'événement sans précédent qui caractérise la situation actuelle, à mesure que la valeur stratégique de l'information et de ses technologies sous-jacentes (informatique et télécommunications) augmentait, leur coût ne cessait de diminuer, sous le double effet des progrès technologiques d'une part (micro-électronique, opto-électronique) et de la concurrence acharnée que se livraient les producteurs d'autre part.

Autrement dit, le monde se trouve actuellement dans une situation qui est l'exact négatif de la situation traditionnelle des pays en développement. En effet, dans le traditionnel « cercle vicieux du sous-développement » un pays se voit contraint d'exporter à vil prix des matières premières dont les cours ne cessent de se déprécier, alors que ce dont il a le plus besoin (les biens d'équipement) devient de plus en plus cher.

C'est donc bien une possibilité de rompre ce cercle vicieux que représente l'actuelle émergence d'une économie globale de l'information comme le suggère le schéma ci-dessous :

*A priori*, la caractéristique informationnelle de la globalisation, toutefois, ne constitue en rien une fatalité de réconciliation entre le « culturel » d'une part et l'« économique » de l'autre. Rien ne dit en effet que le rouleau compresseur de la standardisation et

de la normalisation (largement mis en route par la convergence télécommunications-informatique) épargnera les diversités et les hétérogénéités dont se nourrit toute production culturelle vivace.

Pourtant, l'évolution actuelle des compétitivités telle que décrite plus haut laisse entrevoir une possible réconciliation de la culture et de l'efficacité par le biais (autorisé par les nouveaux modes d'organisation industrielle) d'une réconciliation entre les techniques de production de masse et la demande grandissante pour le « sur mesure ». Cette évolution est celle qui a redonné une place à la petite et moyenne entreprise dans la compétition globale. Elle est celle qui a permis à l'Italie du Nord de devenir le centre mondial de la production de céramiques, à la Catalogne de s'ériger en pôle mondial du design, et à Paris de rester une capitale de la haute couture.

C'est cette même évolution qui doit être aujourd'hui mise à profit au Maghreb afin que le « fertile détour » que l'économie globale de l'information a déjà entamé dans les allées de la culture soit là aussi mis à profit pour revaloriser le patrimoine et la production culturels du sud de la Méditerranée.

### 3) *Conclusions et propositions*

Riche en savoir-faire, en main-d'œuvre et en possibilités de valorisation des cultures locales, proche des zones les plus dynamiques de l'Europe, le Maghreb semble idéalement équipé et placé pour profiter rapidement de cette situation exceptionnelle.

Il aura besoin pour cela d'une vision, d'une volonté, et d'une stratégie. Il lui faudra en outre prendre la pleine conscience de la force que représente dorénavant la dimension culturelle d'une économie, qu'elle soit nationale ou régionale. L'histoire récente du Maghreb confirme en effet, si besoin en était, que rien n'est économiquement durable qui ne soit culturellement ancré.

La bataille devra être menée sur deux fronts, qui ont chacun leurs lois et leurs caractéristiques : celui de l'offre d'une part, et celui de la demande de l'autre.

En ce qui concerne l'offre culturelle, le Maghreb se trouve confronté à la nécessité de satisfaire deux objectifs *a priori* contra-

dictoires, (1) atteindre la « masses critique » qui rendra sa production culturelle économiquement viable, et (2) maintenir la diversité et la créativité nécessaires à la préservation des capacités maghrébines de production culturelle originale.

Sur le terrain de l'identification et de la stimulation de la demande, les pays du Maghreb (et la coopération culturelle en Méditerranée occidentale) ont besoin (1) d'un accès aux « consommateurs de culture », et (2) d'une valorisation du « produit culturel ».

Dans chaque cas, existent des moyens pratiques qui, pour peu qu'ils soient complétés par la vision et la volonté mentionnées plus haut, peuvent fournir les composantes d'une véritable stratégie de coopération culturelle active en Méditerranée occidentale. Ces éléments sont résumés dans le tableau ci-dessous.

#### *4) Programme d'action : l'approche « Efficacité Commerciale »*

Chacun des moyens mentionnés ci-dessus consiste, dans des registres différents, en un outil d'exploitation du « fertile détour » que représente dans la mise en œuvre de stratégies économiques globales, l'intégration de la dimension culturelle. En eux-mêmes, ces outils n'ont rien de spécifiquement « culturel », en ce sens qu'ils pourraient tout aussi bien s'appliquer à d'autres secteurs d'activité reposant sur une population de petites entreprises *a priori* peu tournées vers les marchés extérieurs.

Or, de tels secteurs sont devenus depuis quelques années l'objet d'une attention toute particulière de la part des autorités publiques et privées d'un grand nombre de pays, y compris l'ensemble des pays du Maghreb et de l'Europe occidentale. C'est que ces secteurs sont dotés d'un potentiel de création d'emplois particulièrement important, et que leur donner accès aux marchés internationaux aboutit à satisfaire simultanément deux objectifs prioritaires de la plupart des économies nationales aujourd'hui, à savoir lutter contre le chômage d'une part, et renforcer les compétitivités nationales de l'autre.

Compte tenu de ce qui a été dit plus haut des nouvelles sources de compétitivité et de l'occasion sans précédent que recèle

la situation actuelle dans le domaine des technologies de l'information, il était naturel qu'émergeât un jour ou l'autre une initiative internationale visant à donner aux secteurs de la petite et moyenne entreprise les outils nécessaires à une intégration productive dans le « commerce global ». C'est ce qu'a fait la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) en 1991, en lançant son « Initiative pour l'efficacité du commerce ». (Trade Efficiency Initiative).

Une partie importante de cette initiative repose sur la création (entamée dès 1991) d'une trentaine de « Trade Points », installés dans un échantillon de pays représentatifs des différents niveaux de développement économique et technologique ainsi que des différents environnements sociaux, politiques et culturels de la planète. Ces Trade Points sont en quelque sorte les « laboratoires du commerce futur », qui permettront aux payx sélectionnés d'acquérir une expérience directe des techniques les plus avancées et/ou les plus adaptées du commerce global. Ces Trade Points seront ensuite appelés à témoigner de leur expérience, afin que la communauté internationale dans son ensemble puisse dégager de cette expérience des lignes directrices, voire des modèles utilisables par tous pour que l'échange international soit à la fois plus dynamique plus équilibré et plus rémunérateur. Cette « mise à plat » a eu lieu du 17 au 21 octobre 1994, dans le cadre du Symposium International des Nations unies sur l'Efficacité du Commerce, qui a réuni plusieurs milliers de participants dans l'un des cœurs de la haute technologie, à savoir la cité américaine de Columbus (Ohio).

Un certain nombre de Trade Points sont progressivement mises en œuvre depuis.

L'initiative pour l'Efficacité du Commerce représente une occasion privilégiée pour la mise en œuvre d'une structure de stimulation de la production et de l'échange culturels en Méditerranée occidentale.

En effet, le Maroc (Casablanca), l'Algérie (Alger) et la Tunisie (Tunis) accueillent des Trade Points. Sur la rive Nord, un Trade Point italien est en cours de mise en place à Bari, et les discussions ont été récemment entamées qui pourraient déboucher sur la création d'un trade Point français à Marseille.

Tous les éléments sont donc en place pour que, au sein de l'édifice onusien en faveur de l'efficacité du commerce, la Méditerranée occidentale joue un rôle exemplaire. Dans un tel contexte, la dimension culturelle doit naturellement jouer un rôle de premier plan.

Encore une fois, tous les éléments sont en place pour que vision et stratégie se rencontrent, Il ne manque plus qu'un ingrédient : la détermination des partenaires impliqués, et notamment des producteurs de culture (administrations chargées du patrimoine national, éditeurs, auteurs, universitaires, créateurs) à ne pas laisser passer une telle occasion.

Cet ingrédient supplémentaire, a fait qu'en octobre 1994 à Colombus, la coopération méditerranéenne en matière culturelle a été citée en exemple. D'autres prolongements, out aussi prometteurs pour le devenir de la région ne manqueront pas de se produire.

### Références

Braudel, F. (1980), *Civilisation matérielle, Economie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle, Les jeux de l'échange*, A. Colin, Paris, Notamment les pages 495 à 499.

Bressand, A, and Nicolaïdes, K. (eds) (1989), « Strategic Trend in Services, an enquiry into the Global Service Economy », Services World Forum, Harper & Row, Ballinger Division, New York,

Lanvin, B, ed. (1989), *Global Trade*, Presses de l'DATE, Paris-Montpellier.

Lanvin, B., (1990), *Existe-t-il une dynamique inter-sectorielle méditerranéenne ?*, papier présenté à la réunion ORSTOM/CMM sur l'avenir de l'espace méditerranéen, Montpellier, 6-7 septembre 1990, repris dans Ch. Reynant et A. Sid Ahmed (eds), *L'avenir de l'espace méditerranéen*, Paris, Publisud, 1992.

Lanvin, B., (1990), « Service-emploi-croissance : la menace persistante d'une économie mondiale à deux vitesses », in J. Lemmers et A. Sid Ahmed (ed) : *Emploi et interdépendance Nord-Sud*, Publisud, Paris.

Lanvin, B. (1990), « Le Tiers Monde regorge de matière grise, et il a l'intention de s'en servir », *Le Temps stratégique*, N°37, Genève, septembre.

Lanvin, B. (1991), « Information, stratégies et infrastructures du commerce international », *Communication & Strategies.*, N°1, Paris, Mars.

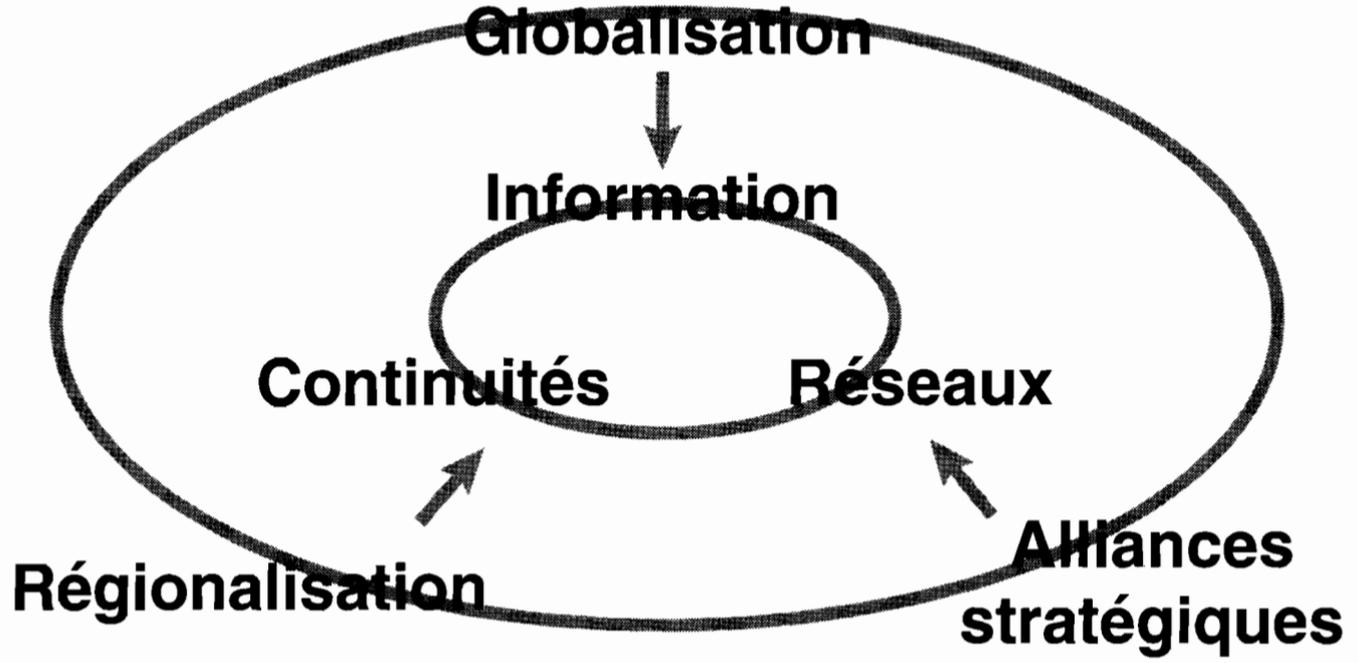
Lanvin, B. (1992), « Télécommunications et croissance : la dimension internationale », in *Pour une politique européenne des télécommunications*, Rapport rédigé sous la haute autorité de Monsieur Raymond Barre, Fondation IDATE, Paris, Décembre 1992.

Lanvin, B. (1993), « Telecommunications are essential for Development : UNCTAD's Trade Efficiency Initiative », *Transnational Data Report*, January 1993.

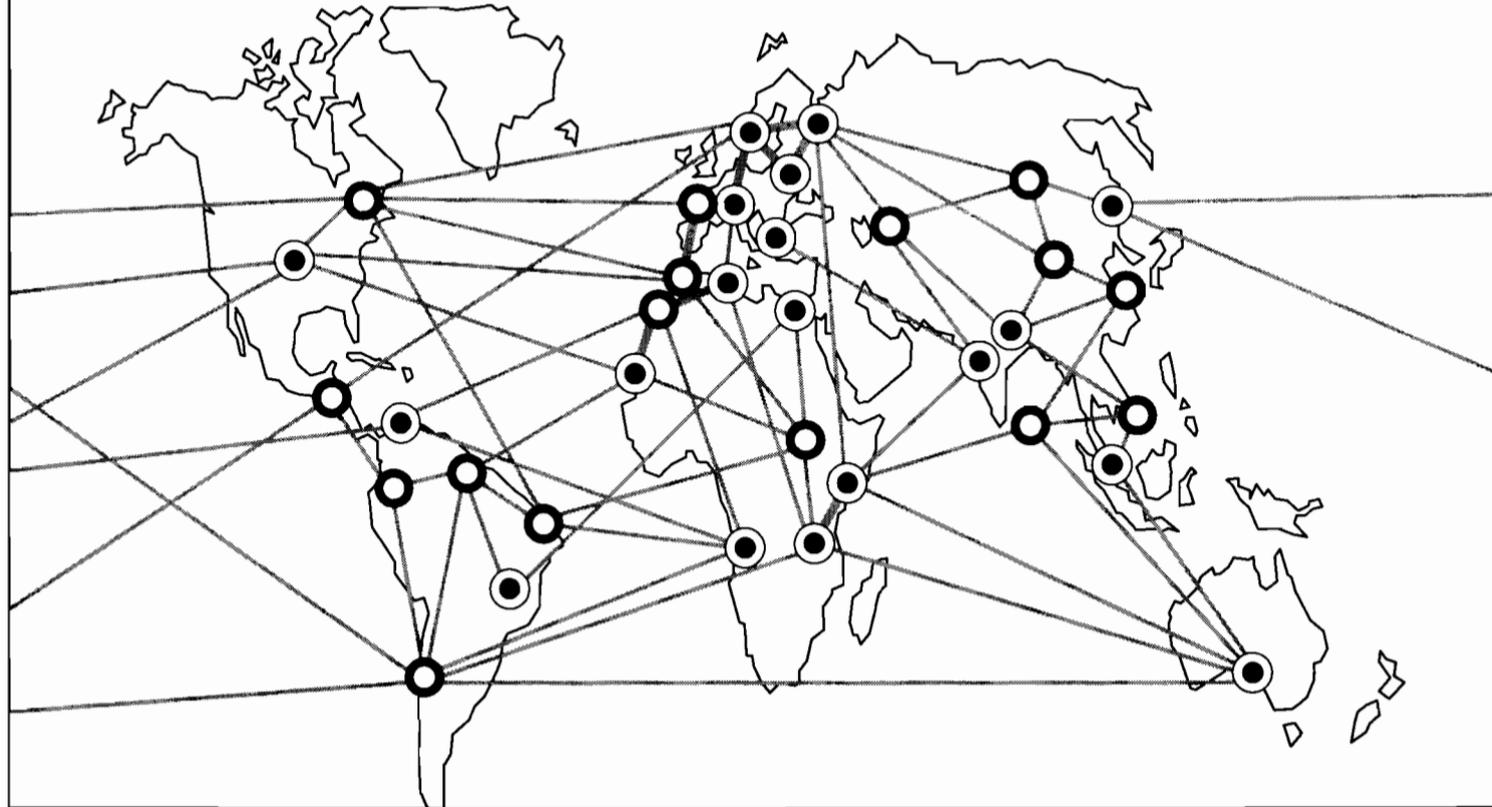
Lanvin, B. ed. (1993), *Trading in a New World Order*, Westview Press, Boulder (Co).

McLuhan, M. (1962), *The Gutenberg Galaxy*, Toronto University Press, Toronto.

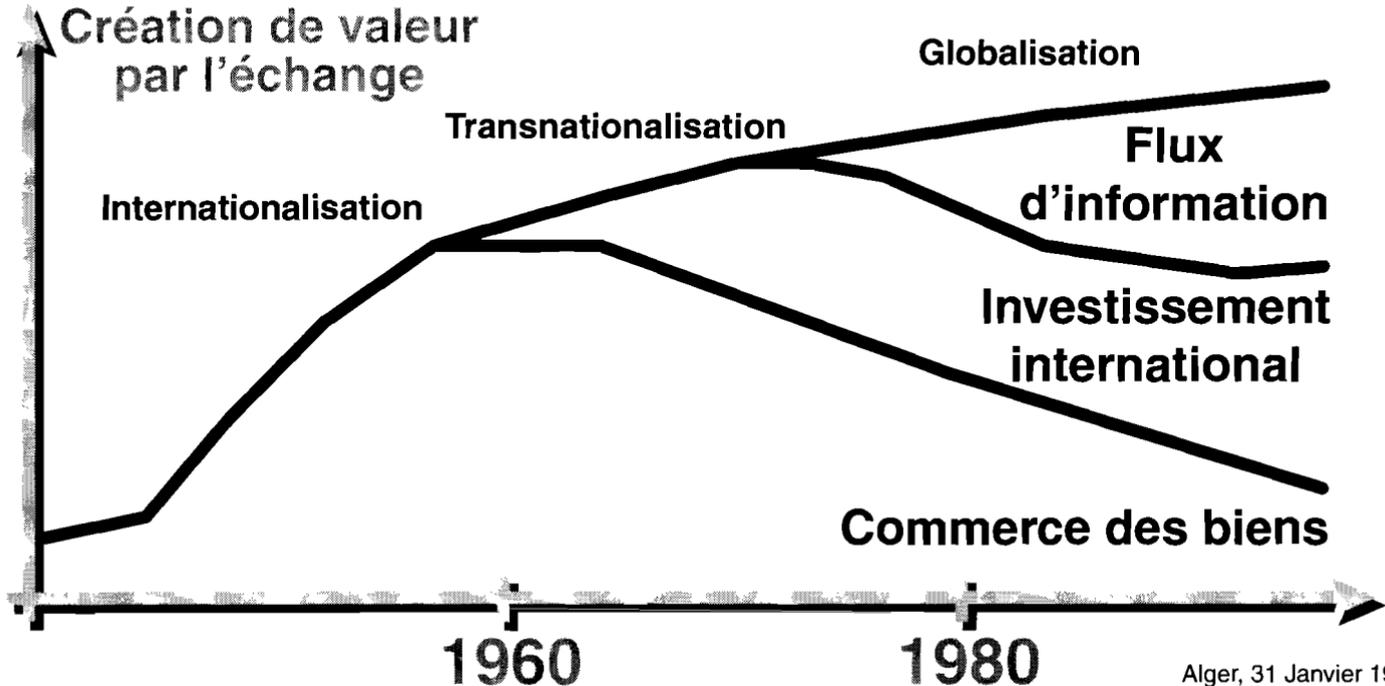
Porter, M. (1985), *The competitiveness of nations*, MIT Press, Cambridge.



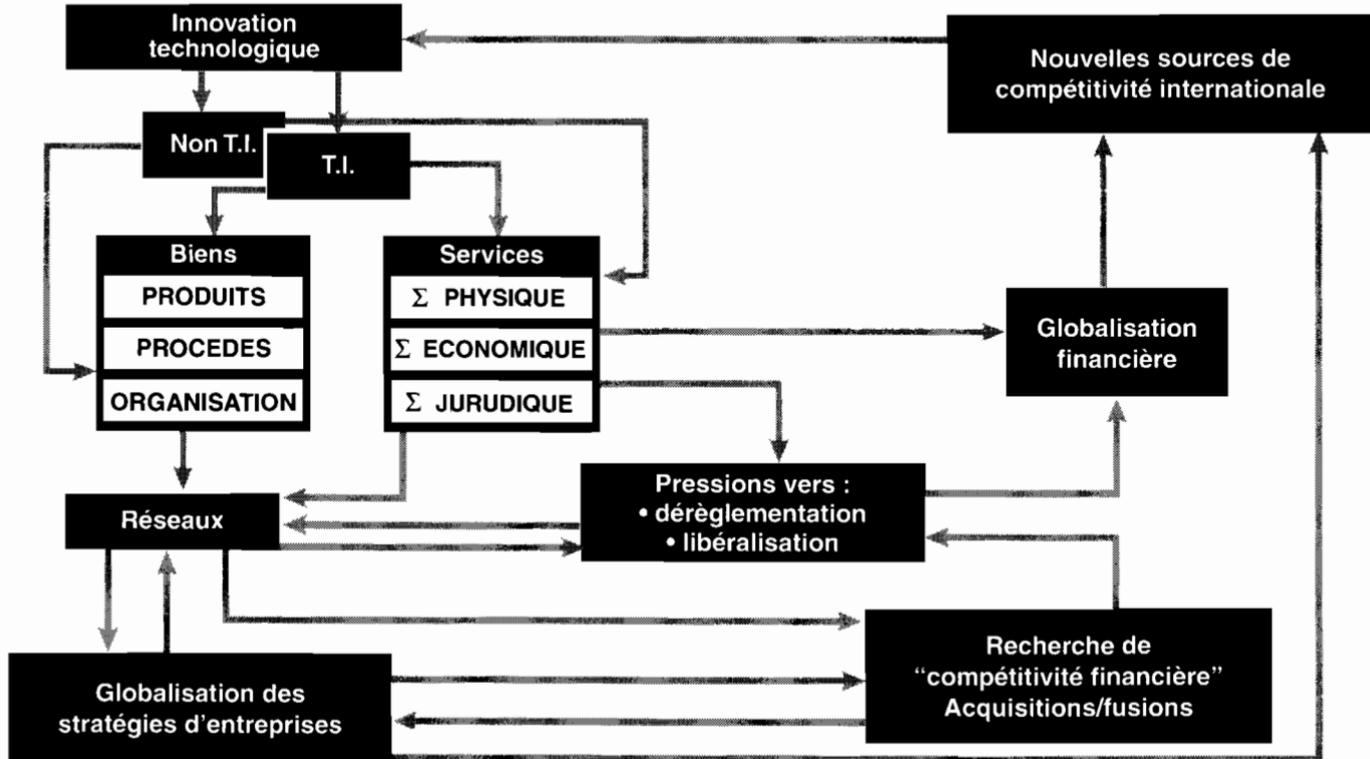
# Le réseau Trade Points



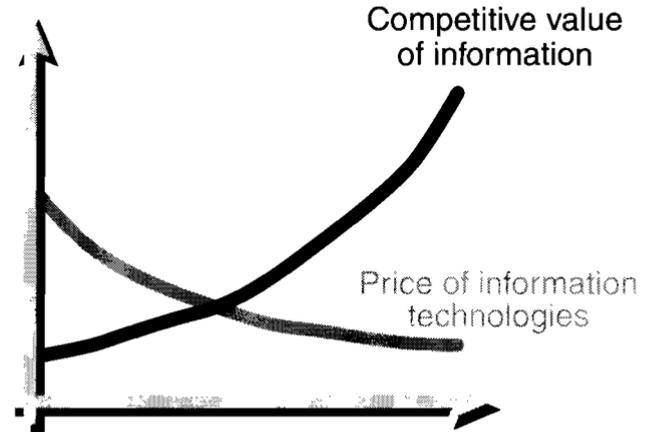
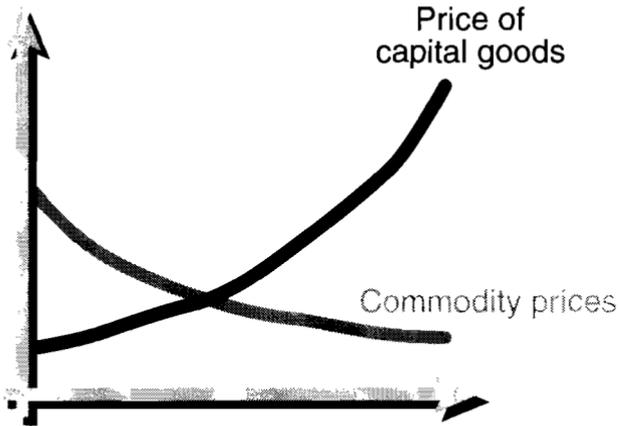
## Les nouvelles bases de l'échange



Bruno LANVIN, CNUCED  
Globalisation et Développement : le défi de l'efficacité du commerce



# Trading on better terms



## 6

# Prise en compte de la dimension culturelle et sociale

Alain Brezault,  
Fondation culturelle CEE-ACP Bruxelles

La prise en compte de la dimension culturelle et sociale implique la reconnaissance de la culture comme noyau et comme force vitale autour desquelles s'organise la vie des sociétés et des individus.

La compréhension de la culture doit se concevoir comme une structure dans laquelle s'insèrent le développement des sociétés, les liens symboliques qui assurent la cohésion des sociétés et des groupes par le biais de l'entretien et du renforcement du sentiment d'appartenance, la conservation, la transmission et l'enrichissement de l'héritage social et spirituel, les éléments constitutifs des valeurs culturelles (c'est-à-dire, les valeurs propres à chaque culture), et enfin, la prise en compte des effets que tout projet de développement (incluses l'éducation, la formation, la recherche, la science et la technique, l'information et la communication) peut avoir sur les capacités de production et la créativité.

Cette approche a le mérite de ne pas marginaliser la croissance mais d'en rechercher une forme qui ne dénature pas l'identité culturelle et qui fasse une place aux notions d'équité et de justice sociale.

Pendant, il convient de préciser que les projets culturels ne peuvent s'analyser à travers le simple transfert des paramètres et des

critères utilisés habituellement par les spécialistes du développement pour prévoir l'impact de projets industriels ou à dominante exclusivement économique.

Quand on sait par ailleurs que les résultats s'avèrent la plupart du temps finalement très en-dessous des prévisions escomptées par ces experts, il devient nécessaire de réviser certaines conceptions de la coopération qui ne se justifient plus, y compris sous l'angle économique, dans la mesure où elles coûtent beaucoup plus cher à tout le monde qu'elles ne rapportent à quelques-uns.

A l'origine de ces échecs qui défont les prévisions savamment planifiées, la Fondation pour la coopération culturelle ACP/CEE estime que l'on trouve très souvent l'absence de prise en compte des aspirations socio-culturelles des populations qui ne se sentent pas ou peu concernées par ces entreprises de développement exogène excluant une réelle participation de leur part sur le terrain.

Pourtant, tout le monde admet officiellement que la prise en compte effective de la dimension culturelle et sociale, avec l'intégration des paramètres socio-culturels dans les projets et programmes de développement, est désormais la seule orientation novatrice capable de redynamiser la coopération ACP/CEE dans son ensemble.

Jusqu'ici les composantes économiques et politiques ont paru dominer la scène européenne — écrit Simone Veil dans la préface à *« Pour une politique européenne de la culture »*. Il est bon de rappeler néanmoins que l'économie est non une fin en soi mais un moyen. Elle doit être au service d'une conception de la société. La liberté, la dignité et l'indépendance nécessitent un supplément d'âme que les citoyens doivent extraire du plus profond d'eux-mêmes et donner ainsi un sens à cette identité. »

Edgard Morin, directeur de recherche au CNRS, écrit dans ce même ouvrage collectif :

*« De même se pose le problème du règne borné des experts car le propre d'un expert spécialisé est de méconnaître les interactions réelles qui se produisent entre ce qui concerne son champ de connaissance et les autres champs de connaissance ; il est de plus incapable d'appréhender le nouveau puisque toute son expérience est destinée à résoudre les problèmes qui se posent en ter-*

*mes déjà connus. Or, malheureusement pour lui et pour nous, nous sommes confrontés à l'irruption continue du nouveau ».*

C'est justement pour tenter de répondre à ce type de problème nouveau que la Fondation a proposé dans son programme d'action des stages de formation adaptée, destinés à tous ceux qui exercent des responsabilités en relation avec la coopération culturelle, et où sont abordées de façon interactive, à travers une approche pluridisciplinaire, des stratégies nouvelles pour mettre en œuvre des projets de développement répondant à l'analyse des besoins. La méthodologie élaborée pour une formation adaptée est conçue comme un instrument de compréhension de la dimension culturelle et sociale qui est un préalable à sa prise en compte.

Or, le déséquilibre actuel des échanges de produits culturels entre la CEE et les pays ACP s'opère au détriment de ces derniers à un point tel que certaines personnalités dites « tiers-mondistes » en viennent à se poser des questions sur la volonté ou sur l'aptitude effective de la CEE à concevoir ou même à accepter, et ce malgré les orientations définies dans la quatrième Convention de Lomé, de nouveaux types de rapports plus équitables entre le Nord et le Sud visant à intégrer la prise en compte de la dimension culturelle et sociale.

Une récente étude documentaire de la commission des CE sur les facteurs socio-culturels dans le développement, faisait justement remarquer que l'ambiguïté de la situation correspondait au maintien des anciens schémas mentaux qui prévalaient au début de la coopération mise en œuvre dans les circonstances particulières qui suivaient les indépendances :

*« Tout le monde accepte le fait que l'éducation sanitaire améliore la santé des populations et en même temps leur possibilité de travail et leur énergie. Tout le monde accepte que l'alphabétisation et l'enseignement améliorent les possibilités et la qualité de la vie professionnelle et ont donc une influence sur la vie économique. On accepte que la formation agricole améliore la production. Mais on accepte moins qu'une formation générale améliore les capacités intellectuelles, l'imagination et le bien-être, et que ce sont surtout ces valeurs qui renforcent la position économique. »*

*« La culture est le fondement du développement. Développement endogène signifie que l'on part du potentiel de développement du*

pays même, ce qui devrait permettre une mise à profit optimale des données existantes de la réalité socio-culturelle. Le principe de rattrapage appliqué jusqu'ici, qui veut par tous les moyens d'autorité combler les « retards » dans le développement, est remplacé par celui de la *self-reliance* qui devrait pouvoir mettre un terme à la dépendance unilatérale et promouvoir le développement adapté aux besoins et aux possibilités du potentiel dont on dispose. »

Ces schémas mentaux qui sous-tendent encore la plupart des actions de coopération ne sont pas uniquement le fait de certains responsables des organismes internationaux ou des gouvernements du Nord, mais se retrouvent reflétés également dans le comportement de certains décideurs des pays du Sud qui préfèrent encore privilégier un développement exogène conforme aux modèles hérités de l'Occident ou des pays de l'Est.

L'avenir économique des pays ACP dépend pour une grande part du développement de ses *industries culturelles*, fer de lance d'une stratégie globale de développement conçue à travers une coopération ACP/CEE où les pays concernés accepteront de reconnaître, au-delà des stéréotypes, les particularismes socio-culturels propres à chaque peuple, sur la base des principes égalitaires définissant les droits universels et inaliénables de tous les hommes.

La Fondation engagera *des études, recherches et actions* visant une meilleure compréhension et une plus ample prise en compte des caractéristiques culturelles et sociales du milieu humain et des éco-systèmes, autant par l'intégration des technologies locales que d'autres technologies appropriées pour renforcer les capacités et les structures d'auto-développement et permettre l'amélioration de la condition et du rôle des femmes, l'intégration de tous les partenaires potentiels au processus de développement économique culturel et social, en particulier les jeunes, ceci afin de contribuer à la satisfaction des besoins essentiels, culturels et matériels des populations.

Les projets à mettre progressivement en place portent également sur la nécessité de dynamiser les rapports sociaux et interpersonnels par *l'information, l'éducation et la formation* ainsi que par l'animation et la promotion culturelle en vue de surmonter, à travers une participation accrue des populations concernées, les obstacles de langues et de cultures et permettre l'intégration

et la valorisation des acquis culturels locaux, notamment les systèmes de valeur, les habitudes de vie, les modes de penser et de faire, ainsi que certains modes traditionnels d'acquisition et de transmission des connaissances.

La Fondation se propose d'inventorier, d'analyser, et de synthétiser les diverses études et recherches entreprises dans ces domaines. Elle entreprendra des recherches et diffusera, notamment par des productions audiovisuelles, des informations pertinentes sur des échecs de certains projets et programmes dûs à la négligence des facteurs culturels et sociaux et sur les difficultés rencontrées dans les administrations pour intégrer effectivement leur prise en considération.

Les stratégies et les activités que la Fondation pour la coopération culturelle ACP/CEE prévoit de mettre progressivement en place dans le cadre de la IV<sup>e</sup> Convention de Lomé pourraient, parallèlement, nourrir une réflexion concertée pour une analyse des besoins réels et des stratégies prioritaires à finaliser à travers une approche spécifique de la problématique culturelle des populations du Maghreb, cette approche constituant un enjeu fondamental dont tous les partenaires potentiels doivent tenir compte s'ils veulent parvenir à revitaliser de manière significative les programmes de développement de la coopération euro-maghrébine.

### **Etudes de faisabilité pour la création de Banques régionales de données culturelles (Proposition)**

La Fondation considère que les actions à mener en faveur de la *sauvegarde des traditions orales et des techniques traditionnelles* (techniques agricoles et pastorales, médecine et pharmacopée traditionnelles, métallurgie traditionnelle, poterie et vannerie, etc.) doivent être prioritaires et envisagées de toute urgence à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale ACP. L'utilisation, après évaluation des potentialités qu'elles représentent, de techniques traditionnelles dans les programmes de développement éviterait certainement les obstacles d'incompréhension et de rejet auxquels se

heurtent souvent les techniques importées qui ne s'insèrent pas harmonieusement dans le tissu socio-culturel des populations.

Dans la mesure des moyens mis à sa disposition, la Fondation soutiendra des actions en faveur de la *collecte*, de la *promotion* et de la *diffusion des traditions orales*.

A l'image des travaux menés au CICIBA pour les cultures Bantus, le *traitement informatique* des différentes informations collectées à travers des réseaux progressivement mis en place à partir de certains centres de recherche et d'universités, conservées, archivées et diffusées dans des banques régionales, de données culturelles ACP, connectées entre elles, serait une entreprise extrêmement utile aux universitaires et chercheurs des pays du Sud qui n'ont pas sur place la possibilité d'accéder à de telles sources d'informations concernant pourtant leurs propres cultures.

La Fondation doit entreprendre, avec le soutien de la Commission et conformément à l'article 146 du Titre XI de la IV<sup>e</sup> Convention, un programme d'étude de faisabilité pour une aide à la mise en place de banques régionales de données culturelles dans les ACP, intégrant l'état des recherches déjà entreprises dans le domaine de la collecte et de la préservation des documents.

Mais la diversité des méthodes et matériels employés jusqu'à présent engendre une quasi impossibilité de traiter uniformément, de façon pratique et rationnelle, la masse d'informations déjà recueillies et de ce fait difficilement disponibles et par ailleurs soumises, de par leur conservation aléatoire, à une dégradation certaine à très court terme. D'où la nécessité de préparer des *programmes modulaires communs de formation dans les ACP* sur la base de modules reproductibles à l'issue desquels un diplôme serait délivré, après examen, à chaque stagiaire ayant suivi un cycle spécifique :

Un cycle de formation aux techniques d'enregistrement et de prise de vue, de montage, doublage et de sous-titrage.

Un cycle de formation aux techniques d'enquête sur le terrain, en prévision d'un archivage cohérent qui permette un traitement informatique rationnel des données avec un logiciel adapté aux besoins et une redistribution à la demande des informations réenregistrées sur des CD-ROM (réactualisés chaque année et accessibles par un système d'abonnement à prévoir).

Un cycle de formation au traitement informatique des données.

Un cycle intra-universitaire ACP/CEE doit également être envisagé dans chaque sous-région pour tout ce qui touche à l'interprétation des données et des images et pour le fonctionnement du système en réseau.

Parallèlement aux cycle de formation, une *analyse technique des besoins* doit être prévue pour chacune des structures régionales à mettre en place ainsi qu'un plan de distribution échelonné du matériel pour les différentes strates du réseau. Ce matériel audiovisuel et informatique devrait être sélectionné en fonction de critères rigoureux, de performance, de robustesse et de compatibilité, visant à permettre un traitement informatique homogène des informations diffusables (à partir de la constitution d'un thésaurus commun livré avec le même logiciel d'encodage) à travers un réseau d'échanges capable de connecter ensemble les universités et centres de recherche à chaque banque régionale de données culturelles.

Chaque banque régionale pourrait également se structurer en polythèque et produire certains documents audiovisuels spécifiques ainsi que des supports écrits qui seraient alors diffusés par la voie classique à des centres universitaires abonnés.

## **Femmes et développement dans les ACP**

Les efforts de développement, entrepris sans tenir compte des réalités socio-culturelles, ont souvent provoqué des effets négatifs sur la condition des femmes. Il reste encore de nombreux obstacles à surmonter pour que la femme africaine accède à la place qui lui revient à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle :

- La femme est encore exclue du secteur économique et, concernant sa place et son rôle dans la société, il existe toujours une inadéquation entre le discours et la pratique. Elle ploie sous le travail sans bénéficier des progrès techniques, sociaux et culturels.
- Ses grossesses répétées ne favorisent pas l'amélioration de son statut.

— Le taux d'analphabétisme est beaucoup plus important chez les femmes, que chez les hommes.

Elle est victime de pratiques désuètes attachées à des cultures qui doivent évoluer.

Conformément aux dispositions de la quatrième Convention de Lomé concernant les femmes et le développement, la Fondation mènera des actions visant à améliorer le statut de la femme ACP, renforcer son rôle social et promouvoir sa participation élargie au processus de production et de développement. La Fondation veillera à faciliter l'accès des femmes aux technologies avancées ainsi qu'à des technologies appropriées capables d'alléger la pénibilité de leurs tâches. Dans toutes les actions qu'elle entreprendra, la Fondation tiendra compte du rôle crucial que les femmes jouent, ou doivent jouer, en matière de santé, d'alimentation, d'hygiène familiale, de gestion des ressources naturelles, de protection de l'environnement, de population et de démographie.

La sous-estimation des activités féminines a trop longtemps faussé les plans d'action de développement global et s'il faut désormais agir pour accélérer le mécanisme d'intégration des femmes, il est également nécessaire de mettre en évidence et d'analyser toutes les conséquences socio-culturelles que cela implique sur le terrain.

Le développement est perçu souvent comme un phénomène masculin, les hommes étant considérés comme les principaux, sinon les seuls agents économiques, et investis dès lors des rôles opérationnels et décisionnels plus importants dans la société.

Le rôle des femmes dans l'évolution sociale, politique ou économique, continue, malgré l'attention dont il a fait l'objet depuis Nairobi, à être largement ignoré ou marginalisé. Ceci constitue un incontestable facteur de freinage envers le progrès.

### **Composantes structurelles à prendre en compte dans les projets de développement**

— Rôles assumés au sein des structures familiales par les différents membres des organisations parentales qui obligent, aident, empêchent les femmes de travailler.

- Traits caractéristiques de la division du travail par sexe, selon les tâches et selon les cultures.
- Prise en considération globale de tous les aspects socio-économiques, psychologiques, culturels, etc, des rôles de la femme qui, en Afrique subsaharienne, est au centre de la production vivrière, de la conservation et de la préparation des aliments, de certains circuits d'échanges, de la recherche de l'eau, de l'alimentation en bois de chauffe, etc.
- Tendances discriminatoires d'ordre social et psychologique qui s'organisent dans la tradition culturelle, l'expérience historique, la rationalisation économique et la justification juridique. Effet inhibiteur de l'image socialement reconnue de l'idéal féminin.
- Conséquences des phénomènes migratoires et de l'éclatement de la cellule familiale.

### **Éléments-clés de stratégies englobant la dimension féminine**

Mesures destinées à assurer la participation des femmes au sein des structures auxquelles elles appartiennent :

- a) Veiller à ce que les organisations politiques, économiques, sociales, juridiques, agences, clubs, groupes communautaires, syndicats, etc, comportent un nombre suffisant de femmes pour qu'elles puissent en même temps exprimer leurs besoins et aspirations, assurer leurs prise en compte, développer leur prise de conscience.
- b) Associer directement les femmes au pouvoir de décision, et en particulier à l'élaboration des plans et programmes de développement.
- c) Aménager les processus éducatifs de telle sorte que :
  - 1) disparaissent les stéréotypes, les tabous, les croyances, les postulats ancrés dans l'imaginaire collectif et qui maintiennent les femmes dans la subordination
  - 2) les femmes elles-mêmes prennent conscience du caractère inutilement pénible de leur mode de vie et en viennent

dès lors à souhaiter le changement et l'amélioration de leur condition.

3) les hommes soient amenés à accorder une importance semblable aux problèmes et aux activités féminines et masculines.

Dispositions visant à alléger et à évaluer les tâches et travaux féminins :

- a) Adopter des techniques, des modalités de travail susceptibles d'alléger, d'assainir les tâches féminines, éliminer les techniques inefficaces, malsaines, dangereuses, tout en veillant à ne pas détruire certains facteurs de socialisation qu'accompagnaient les techniques traditionnelles.
- b) Mettre en œuvre des programmes de lutte contre le déboisement, la privatisation des terres communautaires et du domaine public, l'extension des zones urbaines et citadines, qui contribuent souvent à alourdir les tâches féminines.
- c) Concrétiser les capacités de gestion et d'organisation des femmes au sein de coopératives, associations, institutions paysannes, de façon qu'elles puissent développer leurs initiatives propres, rendre leur solidarité agissante, déployer leurs facultés novatrices.
- d) Intégrer dans l'économie les activités non formelles et le secteur non structuré au sein desquels les femmes jouent un rôle dominant.
- e) Veiller à ce que l'inégalité dans la répartition des ressources n'entraîne pas des baisses importantes de productivité.
- f) Mettre à la disposition des femmes des infrastructures adaptées et modulées en fonction de leurs propres contraintes (temps, déplacements, etc. ) en matière de santé, d'éducation, de vulgarisation, de transport, etc.

Précaution à adopter pour éviter certains effets pervers des projets de développement :

- a) Analyser l'impact des projets sur la division du travail au sein de la famille afin de ne pas engendrer une éventuelle surcharge de travail pour les femmes.

- b) Veiller à ce que les nouvelles normes en matière de propriété foncière, les plans de modernisation, ne privent les femmes de leur droit d'usage et de gestion de la terre, ne les empêchent d'avoir accès au crédit.
- c) Veiller à ce que les projets de peuplement, de développement rural, d'aménagement de l'espace, ne modifient pas la répartition des ressources au sein des ménages au détriment des femmes.

Recherches à entreprendre :

- a) Etudier de façon systématique les contraintes que font peser sur la condition féminine les attitudes culturelles et les valeurs sociales conventionnelles, examiner la manière dont les femmes elles-mêmes intériorisent ces valeurs y réagissent.
- b) Mettre au point des indicateurs appropriés permettant de mesurer les contributions des femmes à l'économie, dans leurs diverses sphères d'activité (famille, agriculture, secteur non structuré, etc.).
- c) Analyser les racines culturelles des images socialement admises selon lesquelles certaines activités sont adaptées aux femmes et qu'il convient qu'elles s'y consacrent exclusivement ou en priorité.
- d) Evaluer, sur la base des projets et programmes réalisés, les effets de la modernisation sur la condition féminine.



## **La parabole au Maghreb : un enjeu civilisationnel**

Youssef Nacib,  
Directeur de la culture et de l'éducation, INEGS, Alger

Les phénomènes d'acculturation que les anthropologues étudient depuis bientôt un siècle sont perceptibles sous toutes les latitudes. Au Maghreb en général, et en Algérie en particulier, la colonisation française fut, entre 1830 et 1954, l'opportunité historique privilégiée du choc entre deux cultures : la dominante, celle du Nord latino-chrétienne et la dominée islamo-berbère, celle du Sud. Les historiens savent aujourd'hui que la résistance à l'occupant fut autant culturelle qu'armée, pour ne pas dire culturelle avant d'être militaire. De nombreux travaux (Kaddache, Ch. A. Julien, Mammeri, Nacib) ont mis en relief la fonction libératrice du facteur religieux notamment face aux tentatives répétées de déculturation organisées par la puissance européenne gouvernante.

L'école laïque de la 3<sup>e</sup> République et les missions catholiques de nombreuses congrégations ayant mené une action de prosélytisme en Algérie sont deux agents identifiés de cette volonté d'aliénation culturelle.

Cependant, les instruments de la technologie moderne se faisant de plus en plus précis et efficaces, les cultures dominantes vont emprunter d'autres voies pour s'imposer au Maghreb. Le manuel scolaire, à cet égard, fut un instrument percutant d'« édu-

cation » des indigènes. Les patterns culturels qu'il proposait étaient conçus comme une substitution aux modèles endogènes. Non pas que fussent violentées, certes, du jour au lendemain, les normes et valeurs de la culture historique maghrébine, puisqu'aussi bien les langues vernaculaires, et la religion locales, furent tolérées, voire, pour ce qui est de l'islam, respecté par la franc-maçonnerie gouvernante sur la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour faire pièce à l'Eglise, mais un enseignement insidieux et continuellement distillé n'avait cessé d'affirmer la supériorité du mode de vie latino-judéo-chrétien sur l'islamo-araboamazigh. Les publications de l'enseignement primaire pouvaient même comporter des contre-vérités historiques flagrantes, appliquées aux jeunes Algériens, telle la célèbre formule « nos ancêtres, les Gaulois ».

Les ouvrages français importés par l'Algérie après 1962 (plus de 10 millions de volumes), n'étaient plus porteurs de telles bouffonneries, mais dans le champ des sciences humaines (littérature, philosophie, histoire, sociologie...) maintes théories s'appuyaient et s'appuient encore sur des pré-supposés qui ne sont pas universels. Ils n'en sont pas moins présentés comme des modèles généraux dès lors qu'ils s'appliquent à la France. La presse française importée d'abord par les messageries de la SNED, puis par l'ENAMEP, (Le Monde notamment), n'a pas manqué d'exercer une appréciable influence sur le lectorat algérien. La radio — notamment Europe 1 et Monte Carlo aisément captées sur la rive maghrébine de la Méditerranée — diffuse, pour sa part, des informations et des émissions culturelles dont l'impact reste à mesurer. La télévision algérienne, elle aussi, a contribué à la diffusion de la culture occidentale par la projection de films français ou anglo-saxons doublés, et ce depuis l'indépendance, même si les programmes de l'ENTV et de l'ex.RTA ont comporté de nombreuses productions égyptiennes. Dans la typologie des instruments de la diffusion culturelle européenne le magnétoscope enfin occupe une place non négligeable : le parc algérien est estimé à 100 000 unités. 40 % des cassettes utilisés en Algérie sont originales et acquises à l'étranger (films de la série B et de karaté principalement). Les cassettes enregistrés à partir de la TV algérienne ou de Canal+ circulent également, comme les cassettes de location (films policiers, comédies, films d'épouvante).

Objectivement, donc, le « ghazw thaqafi » dénoncé par les adversaires de la télévision satellitaire n'est pas un phénomène récent et soudain. C'est pourquoi, l'avènement de la parabole se présente comme le développement naturel d'une domination qui change de moyens à mesure que la technologie lui en offre de plus performants.

Dans l'échange inégal global, tellement étudié depuis les 20 dernières années, les riches continuent de s'enrichir et les pauvres de s'appauvrir, même culturellement le Nord offre et le Sud demande. L'Algérie consomme à grande échelle, même de la culture exogène. La parabole est devenue un phénomène de société.

La presse algérienne, depuis le début de la décennie 90 présente quotidiennement les programmes des chaînes de télévision françaises et régulièrement des articles sur la parabole. Il n'est jusqu'à la chanson populaire qui ne mentionne l'antenne parabolique (cf. Luoisia, « la démocratie »). Les toits des grandes villes — et de plus en plus de villages et bourgades de l'intérieur sont hérissés de réflecteurs. On évalue aujourd'hui à près de 15 millions la population algérienne arrosée par les satellites. Une enquête de l'ENTV réalisée par le CENEAP montre que dans les familles algéroises, on passe jusqu'à 4 heures par jour à regarder les chaînes françaises. Cette popularisation de la télévision étrangère a réveillé les vieux démons, ceux d'une Algérie à deux vitesses. En effet, l'opinion est résolument partagée sur les effets de la parabole.

Les partisans de ce gadget sont, a priori, nombreux puisqu'un seul installateur (Khelifa) a introduit 2 000 antennes paraboliques dans le seul quartier algérois de Belcourt : la télévision satellitaire, à leur avis, apporte un plus culturel et offre une information plus riche et plus variée. Rapportée à l'indigence des programmes de la télévision locale, la parabole passe ainsi pour un instrument d'éducation et de culture prodigieux qui tombe du ciel et à moindre coût par rapport à l'investissement requis localement pour produire les mêmes émissions. L'antenne collective coûte au chef de famille entre 1 500 et 4 000 DA, soit au taux parallèle du marché des devises, entre 160 et 420 francs.

Dans un pays où les loisirs se comptent (Alger, capitale de 3 millions d'habitants, compte une dizaine de salles de cinéma fonction-

nelles et fréquentables), la télévision satellitaire remplit un vide induit aussi par une ENTV trop accoutumée, depuis 30 ans, à servir un menu froid. Le satellite le plus sollicité est incontestablement Telecom 1 C porteur des principales chaînes françaises (FT 1, France-2, Arte, M6, Canal+ et Canal J). Sur les usages sociaux de la parabole, les études réalisées montrent que les attraits résident dans la qualité technique des spectacles, la présentation des journaux, la clarté de la langue, le choix offert aux téléspectateurs et le niveau des émissions culturelles et scientifiques.

Les adversaires de la parabole ne sont pas convaincus pour autant. Les fondamentalistes en premier pensent et disent que la « paradiabolique » est un outil de perversion des mœurs. Les films pornographiques, les spots publicitaires indécents, les scènes érotiques de nombreux longs métrages diffusés par satellite heurtent, voire brisent, les normes et valeurs de la société islamique. Il s'agit donc, à leurs yeux, d'une entreprise de déstabilisation sociale et d'aliénation culturelle qui remet en cause 14 siècles de vie communautaire. La parabole, dans ces conditions, prend les proportions d'un cataclysme historique dont il faut au plus vite enrayer les effets dévastateurs. Mais les tenants d'un islam politique ne sont pas seuls à déplorer l'émergence de ce phénomène social qu'est la parabole. Les tenants de la culture traditionnelle, notamment les défenseurs du patrimoine littéraire et musical oral s'insurgent contre les émissions paraboliques qu'ils accusent de jeter progressivement dans la désuétude la chanson et la poésie populaire. De même, mais pour des raisons diamétralement opposées à celles de l'intégrisme religieux, Rachid Boudjedra, écrivain marxiste, dénonce la parabole comme un gadget superficiel du modernisme et non un attrait positif de la modernité.

Ainsi, voici alliés objectivement contre l'antenne parabolique le prêcheur islamiste et l'écrivain athée de gauche.

C'est que la télévision satellitaire est porteuse d'enjeux politiques, commerciaux et civilisationnels majeurs. A l'heure de la mondialisation au pas de charge des schémas culturels occidentaux, mondialisation déjà portée par médias classiques et rapports internationaux, la télévision satellitaire possède des atouts d'accélération inédits. Elle offre concomitamment aux familles le son, l'image et

l'instantanéité. L'audience est inespérée : parents et enfants réunis dans l'intimité familiale. Heureuse opportunité pour enlever en douceur toutes les convictions. Qu'une publicité plaise au petit et germe dans l'esprit de la mère le désir d'acheter, Un dicton algérien ne dit-il pas : « koul khenfous 'end mou ghzal », « aux yeux de sa mère, le scarabée est une jolie gazelle ».

Depuis l'installation de la parabole, de nombreux produits étrangers ignorés et contingentés auparavant — connaissent sur la place d'Alger un succès commercial enviable : boissons, chocolats, fruits, vêtements, etc. D'ailleurs, les films de la parabole eux-mêmes sont d'efficaces démonstrations de la fiabilité et de la qualité des produits promus. L'impact sur les comportements et les schémas mentaux n'est plus moins notable.

Devant ce phénomène que les modernistes considèrent comme une aubaine susceptible d'inciter les mentalités à l'évolution vers des modèles expérimentés par des pays développés et que les conservateurs regardent comme une invasion culturelle inégalée dans l'histoire, quelles seront les stratégies culturelles alternatives des pays maghrébins à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle ? C'est tout le problème des rapports Maghreb-CEE qui est en jeu. Les gouvernements du nord et du sud de la Méditerranée occidentale comptabilisent les réactions de leurs opinions publiques dans les choix qu'ils effectuent et les concessions qu'ils consentent.

Les pays du Maghreb devront-ils s'accommoder d'un fait accompli jugé inéluctable ou se féliciter d'offrir sans bourse délier du spectacle à leurs citoyens ? Les enjeux sont mesurés- l'impact des émissions télévisées de la parabole sur les mœurs de la cellule familiale et des journaux télévisés sur l'opinion r échappent pas au décideur politique. S'il récuse par anticipation la fatalité il lui restera trois voies à explorer.

1) Relever considérablement le niveau intellectuel de la télévision locale existante pour la rendre compétitive. Cela suppose des gages crédibles de démocratisation pour permettre la liberté d'expression et le bannissement de la langue de bois. Cette option induit également des financements à dégager.

2) Permettre l'émergence d'une télévision plurielle, quitte à laisser les capitaux privés s'investir dans ce créneau. L'émulation entre plusieurs chaînes pourrait entraîner une amélioration quali-

tative des émissions et une multiplication des programmes. Cette opportunité prérequiert également la démocratisation de la vie politique au Maghreb.

3) Prohiber l'antenne parabolique. Outre que cette décision serait impopulaire, elle frustrerait les Maghrébins de maints programmes enrichissants. Cela reviendrait, sous prétexte de bannir les effets pernicioeux de la parabole, à jeter le bébé avec l'eau du bain.

## **Les actions entreprises par la RAI dans le Bassin méditerranéen (Radio télévision italienne), Rome**

Giulio Giordano,  
Bureau des Relations Internationales, RAI  
(Radio Télévision Italienne), Rome

La RAI effectue des activités de coopération depuis le début des années soixante ; dès lors, notre coopération s'est basée sur quatre thèmes : l'assistance technique, la formation, la fourniture de programmes spéciaux, l'échange de programmes et la coproduction.

Pour introduire le sujet, il suffit de rappeler les éléments essentiels de cette activité.

1) Dans le domaine de l'assistance technique, nous avons commencé par quelques actions épisodiques qui ont eu lieu tout au long des années soixante. Citons, à titre d'exemple, la communication entre la Sicile et la Tunisie qui, par voie de conséquence, a permis de relier l'Europe au Maghreb. En 1965-66, nous avons réalisé le centre de production de la télévision libyenne, au cours des années suivantes et jusqu'en 1985, nous avons aidé la télévision tunisienne à réaliser l'extension de son réseau, en raccordant le réseau tunisien à celui de la Libye et en arrivant ainsi jusqu'aux portes du désert, à Ben Gardhane et en assurant le raccordement

entre Alger et Tunis, et de là, jusqu'à la frontière égyptienne. En 1985, nous avons réalisé le centre de production de Sfax (Tunisie) et, en 1982, nous avons entrepris un projet de collaboration avec la télévision algérienne pour la réalisation d'un centre de doublage à Oran et pour la restructuration d'une partie du centre principal de la production radiophonique et télévisée d'Alger.

Nous avons également exécuté une série de missions spécifiques au Maroc, en Algérie, au Sénégal, mais il ne s'est agi que de collaborations et d'assistance technique ponctuelle.

2) Dans le domaine de la formation, il nous faut distinguer deux grandes périodes. Au cours de la première période qui a duré de 1964 à 1974, nous avons organisé des cours de formation technique dans le cadre des activités de formation qui étaient organisées par l'IRI. Dans ce contexte, nous avons préparé une trentaine d'ingénieurs spécialisés des différentes télévisions du Maghreb ainsi qu'une cinquantaine de techniciens de production. Les raisons pour lesquelles le nombre de techniciens que nous avons formés est si bas sont à rechercher dans les problèmes de langue ainsi que dans l'existence d'un très important centre de formation français qui a attiré une grande quantité de Maghrébins. Le type de formation que nous avons offert au cours de ces années-là était donc beaucoup plus tourné vers la production, vers la réalisation de programmes, que vers des problèmes essentiellement techniques qui étaient beaucoup plus traités dans les écoles françaises.

Au cours de la deuxième période, c'est-à-dire de 1975 à 1985, à la suite de la réforme de la RAI, nous avons interrompu toutes les actions de formation du personnel et nous nous sommes limités à organiser des stages de courte durée, d'un mois au maximum, et ce, à cause de la lutte que le secteur audiovisuel public a dû mener contre le pôle audiovisuel privé qui se constituait au cours de ces années-là. Cela a impliqué un net repli du secteur vers les problèmes d'ordre intérieur. Cependant, à partir des années 91/92, nous avons commencé à reconsidérer notre position internationale, tant dans le domaine de la formation que dans d'autres secteurs. Voilà pourquoi, pendant l'année en cours, nous avons à nouveau organisé des cours de formation pour le personnel technique ainsi que de nouveaux cours pour le personnel de production.

3) Dans le domaine de la production de programmes spéciaux, nous avons acquis une longue expérience qui a permis d'adresser de nombreux programmes vers l'étranger. Dans ce secteur également, il nous est possible de distinguer différentes périodes, à commencer par les années soixante où nous nous étions engagés à fournir des programmes télévisés aux différents organismes qui nous en demandaient. Cette époque a été suivie par une période qui dure encore aujourd'hui : nous avons alors essayé de prévenir les demandes possibles, en envoyant des programmes audiovisuels qui parlaient de notre réalité culturelle, sociale, etc... et ce, en profitant surtout d'une convention existant entre la RAI et la Présidence du Conseil italien et qui assure le financement d'une certaine quantité de programmes destinés à l'étranger et réalisés dans le cadre d'un service particulier de la RAI qui s'appelle Direction des programmes d'information destinés à l'étranger.

Dans ce secteur, à partir des années 1984/85, nous avons entrepris une réflexion sur les orientations de nos programmes pour l'étranger, en partant surtout du besoin de reconsidérer la qualité de ces programmes, en fonction du fait que la diffusion des satellites et des antennes paraboliques nous obligeait à redéfinir l'orientation de tous nos programmes destinés à l'étranger. A partir de ces années-là, les programmes de la RAI ont commencé à être captés dans de nombreux pays étrangers et, étant donné que nous traitons ici de la Méditerranée, il faut rappeler que c'est bien à partir de ces années-là que la télévision tunisienne a diffusé en permanence les programmes de notre première chaîne sur le réseau national tunisien. De la même manière, le lancement du satellite européen, et l'effet de diffusion que ce dernier a provoqué, nous ont permis de faire connaître nos programmes dans d'autres pays ; du Maroc à l'Algérie et de la Libye à l'Égypte. De cette manière, l'innovation technologique et le besoin de sécurité des transmissions, assurées par satellite, nous ont fait prendre conscience du fait que nos émissions étaient désormais captées dans de nombreux pays, au-delà de notre volonté et de notre programmation. Tout cela nous a obligés à réfléchir sur le fait que les émissions de la RAI étaient captées dans tout le bassin méditerranéen, ce qui nous a mis en présence de problèmes complètement nouveaux.

En particulier, cela nous a obligés à admettre que la politique des programmes spéciaux destinés à l'étranger devait être abandonnée, étant donné que désormais, grâce aux satellites, toute notre programmation était captée à l'étranger, ce qui nous plaçait, en peu de temps, dans une position de télévision transnationale. Cependant, en toute évidence, le domaine dans lequel nous sommes les plus actifs est celui de l'Eurovision, réseau auquel toutes les télévisions des pays du Maghreb appartiennent à plein titre ou comme associées. Ce domaine assure une intense activité d'échanges quotidiens, tant dans le secteur de l'information que dans celui des programmes récréatifs.

Dans le domaine des programmes d'information, des échanges ont lieu cinq fois par jour dans toute la Méditerranée, dans le cadre de l'Eurovision qui est une chaîne permanente et qui appartient aux pays membres et qui permet d'avoir un processus continu d'échanges de programmes d'information et de donner des informations réciproques en temps réel sur les pays méditerranéens. D'ici la fin de l'année, nous prévoyons de rendre ce service opérationnel 24 heures sur 24. Cela permettra non seulement d'effectuer des échanges dans le domaine de l'information et du sport — comme cela a déjà lieu maintenant — mais aussi de passer à l'échange de programmes culturels. Au sein du réseau de l'Eurovision, il existe également des groupes spécialisés qui s'occupent de programmes spécifiques de coopération. La RAI est présente dans un de ces groupes qui s'appelle « one world » — un monde — et qui s'occupe de faciliter la production de programmes télévisés dans les pays du Sud et qui sont ensuite repris par les télévisions européennes ; il s'agit là d'un moyen que nous utilisons pour aboutir à une intégration culturelle entre nos différents systèmes de télévision.

En 1991, il a été créé un autre groupe de travail que l'on a baptisé « Méditerranée », à la suite d'une Conférence internationale qui s'est tenue cette année-là à Palerme. Pour l'Italie, cet événement a fait naître l'idée d'élaborer une émission hebdomadaire « Méditerranée », un programme sur lequel nous voudrions attirer l'attention des pays du Maghreb, tout en reconnaissant les limites de l'efficacité de cette émission, surtout à cause de la durée et de l'heure de diffusion. Cependant, malgré ces limites, l'intervention directe des télévi-

# GIANNI FRANCO FERRE

LOWE AGGLES



CERAMICA PANARIA S.p.A. - 41014 FINALBEMIELLA (MO) ITALY - Tel. 0535/95111

Photo 1

Photo 2

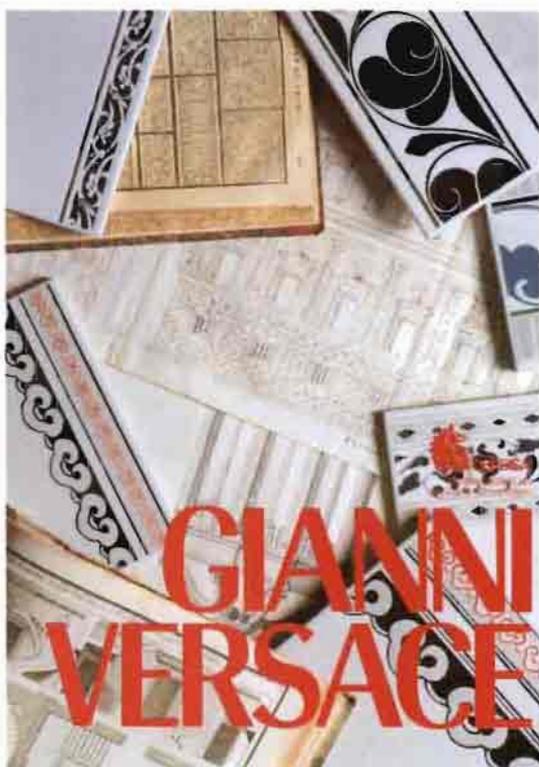
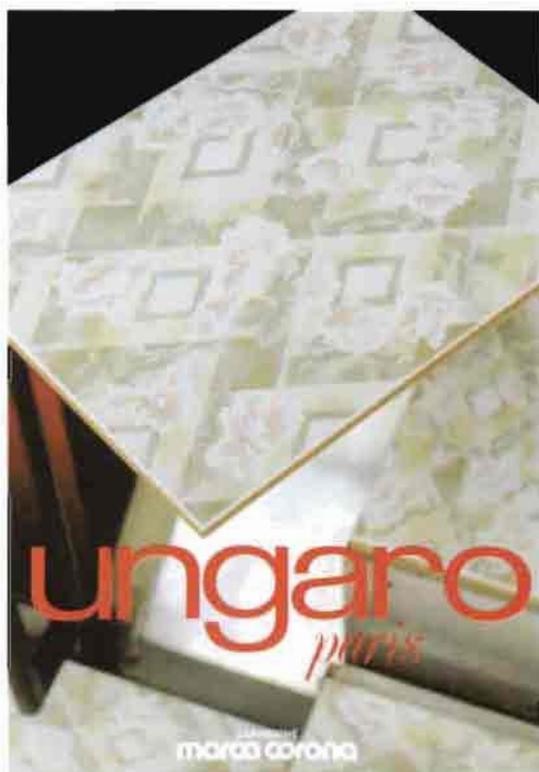
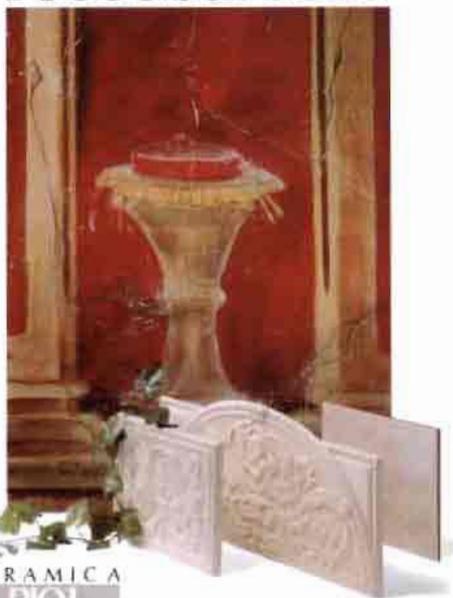


Photo 3

Photo 4



roccobarocco



CERAMICA  
RIOI

40121 FERRARESE (MODENA) - Via Feltrina, 100 - Tel. 0522/410101 - Fax 0522/410102  
E-mail: ceramica@ceramicarioi.it - Pagine Gialle: 0522/410101 -  
Toll-free: 800/010101

Photo 5



Photo 6

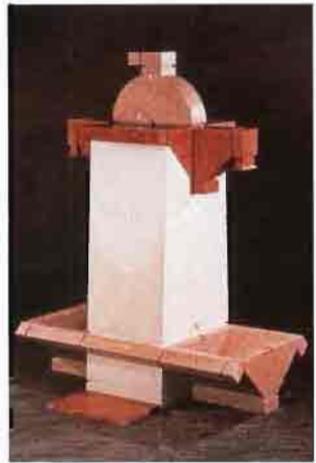


Photo 7

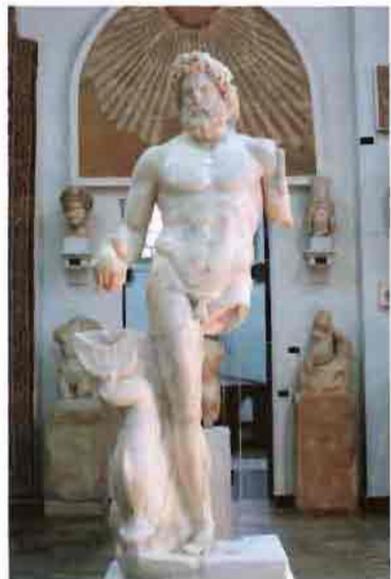


Photo 8

Photo 10



Photo 9

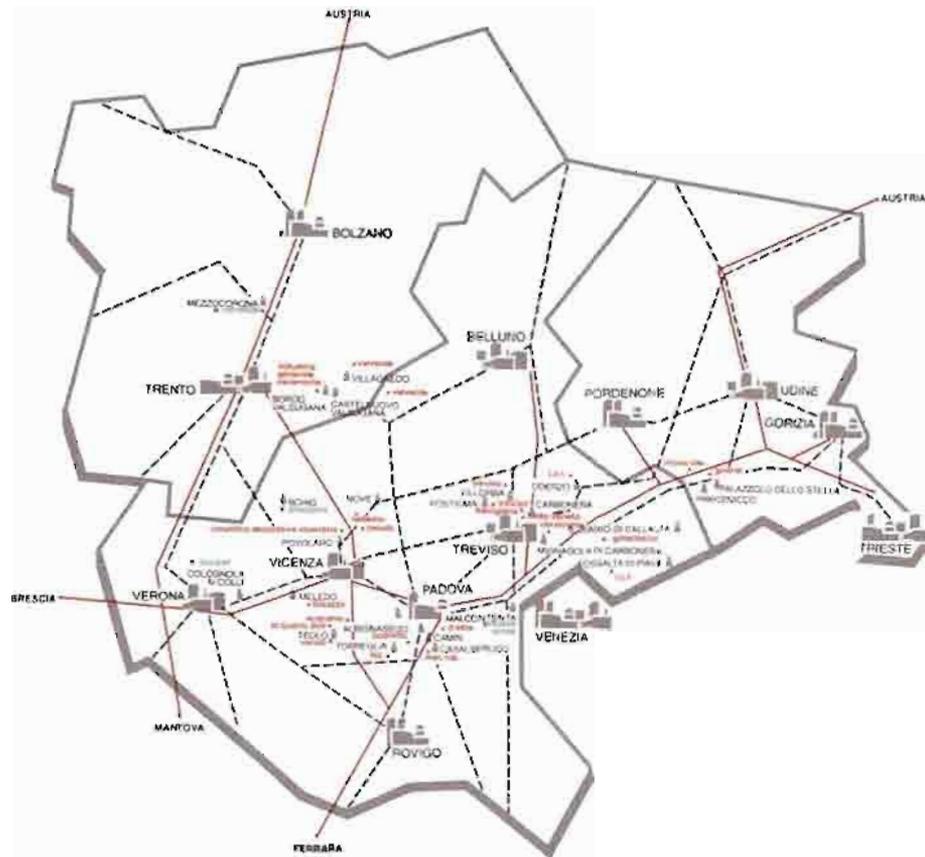




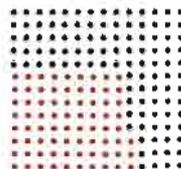
Novarese Pando & C. s.p.a. - Via Cassino - 27040 De Bosis, A - 15048 Aghem (AL) - Tel. 01131/955009

Photo 11

*Veneto  
Friuli V. Giulia  
Trentino - A. Adige*



● Occupati nei comparti  
● Occupati nei settori



**VENETO**

Occupati nei comparti: 1.987.000  
Occupati nei settori: 1.987.000  
Occupati nei settori (comparti)  
agricoltura e industrie  
11,1  
Occupati nei settori  
servizi e attività  
48,9

**FRIULI VENEZIA GIULIA**

Occupati nei comparti: 1.178.000  
Occupati nei settori: 1.178.000  
Occupati nei settori (comparti)  
agricoltura e industrie  
10,2  
Occupati nei settori  
servizi e attività



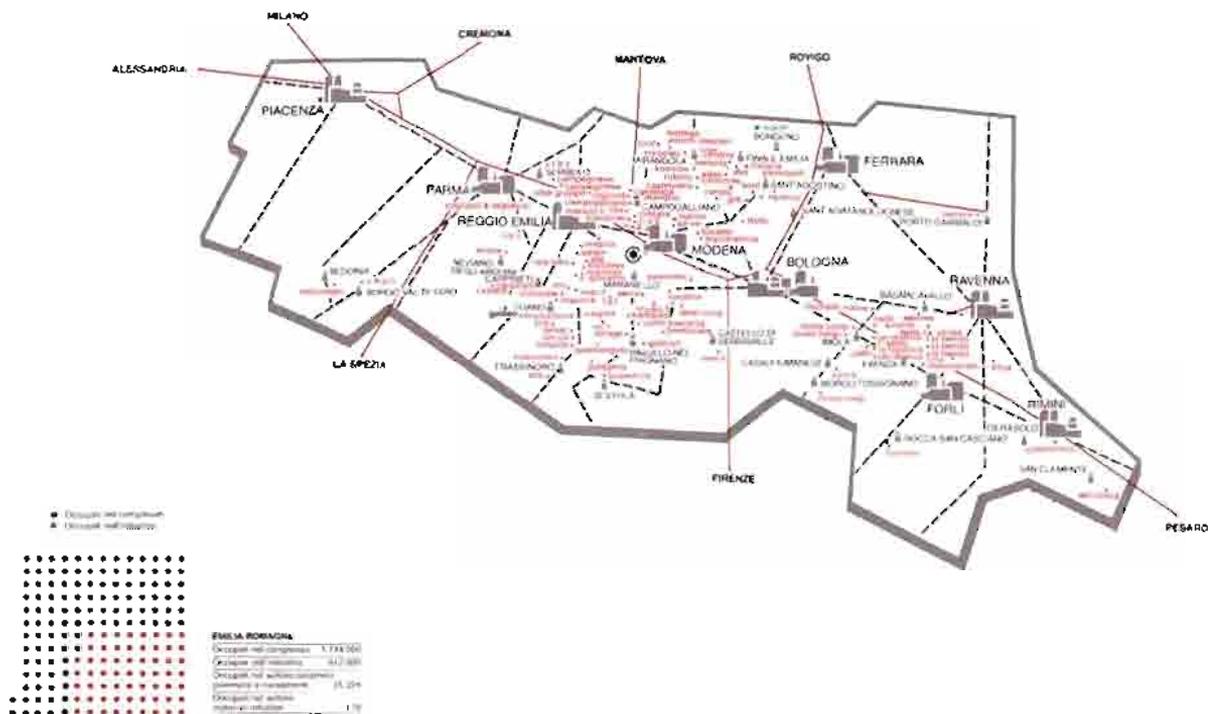
**TRENTINO ALTO ADIGE**

Occupati nei comparti: 344.000  
Occupati nei settori: 344.000  
Occupati nei settori (comparti)  
agricoltura e industrie  
1,9  
Occupati nei settori  
servizi e attività  
98,1

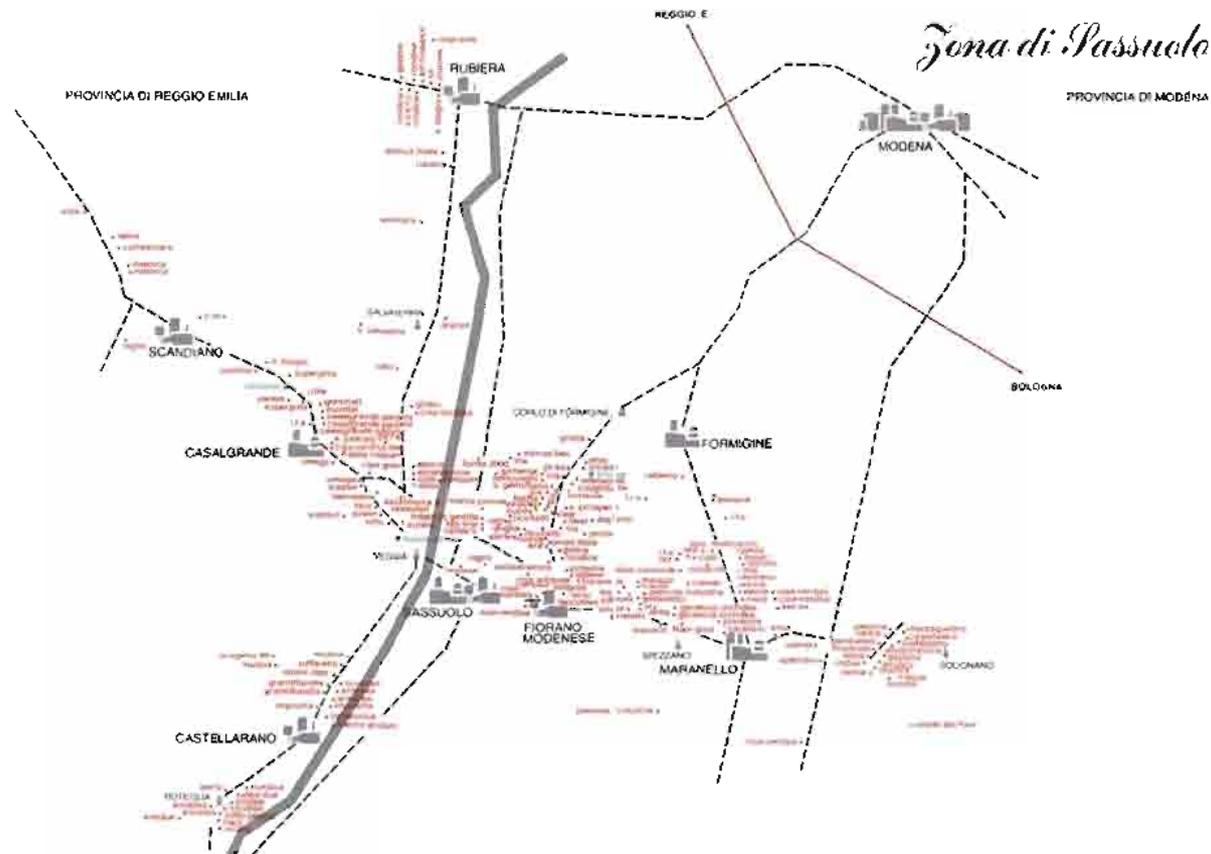


# Emilia-Romagna

 ZONA DI SASSUOLO



# Zona di Passuolo



sions des pays du Sud dans un programme spécifique tel que celui-ci pourrait faire évoluer son actuel caractère essentiellement informatif vers un instrument plus efficace pour la présentation des problématiques méditerranéennes à un vaste public et pour l'échange culturel. Pour notre part, les quatre secteurs dont j'ai parlé constituent un terrain d'activité permanent, dans le but de nouer des liens plus étroits avec les autres télévisions méditerranéennes ; ils ont donné des résultats d'un intérêt certain, même s'ils ne sont pas parfaitement homogènes, à cause de certaines difficultés que j'ai décrites précédemment.

Le secteur le plus décevant est, sans aucun doute, celui des coproductions qui, malgré les efforts effectués aussi bien dans le cadre de l'Union Européenne de la radiodiffusion, que par le truchement des organismes internationaux d'aide — dont nous avons ici l'un des représentants les plus qualifiés — n'ont pas donné de résultats satisfaisants. A mon avis, cela est dû à des causes bien connues : d'une part, une attitude ethnocentrique tenace de la part des sociétés européennes, qui ont encore tendance à privilégier les programmes qu'elles réussissent à comprendre et à assimiler dans leur propre culture et, d'autre part, les différentes démarches de formation des producteurs, des programmateurs, des metteurs en scènes, etc... Par exemple, l'école italienne que — je pense — vous connaissez bien, grâce à sa production renommée des années 50 et 60, a été pendant des années un modèle imité par les écoles de formation cinématographique d'autres pays européens ; cela a facilité la coproduction de produits d'une certaine qualité et qui trouvaient sans mal les financements nécessaires. Cependant, cela n'a que rarement eu lieu dans le domaine de la production télévisée, car la qualité de nos metteurs en scène n'est pas à la hauteur de celle de leurs collègues du cinéma et cela a provoqué de fortes résistances de la part de nos partenaires, lorsque l'on se proposait de réaliser des coproductions.

En conclusion, cela m'amène à souligner le fait que l'échange technologique, le besoin de réélaborer les contenus de notre production culturelle et notre attention aux phénomènes principaux de notre réalité actuelle, posent avec urgence le problème d'une plus forte intégration entre le Nord et le Sud dans le domaine de l'information télévisée, surtout face aux nouveaux problèmes socio-économiques que nous connaissons, à commen-

cer par celui des migrations qui, en ce qui concerne notre pays, constituent un problème aux dimensions toutes nouvelles par rapport au passé et qui amènent des réalités culturelles que nous devons prendre en considération avec une attitude toute nouvelle. Il découle de tout cela qu'il est urgent de reconsidérer de façon globale les stratégies culturelles radiotélévisées ainsi que les orientations de fond de l'échange avec les autres cultures méditerranéennes. Cependant, si au niveau de l'analyse, les évaluations permettent d'aboutir à quelques considérations précises, il est évidemment plus difficile de trouver quelles sont les actions qui devront être menées à l'avenir.

Nous essaierons cependant de souligner quelques points qui pourraient servir de point de départ pour les réflexions futures.

Tout d'abord, il est nécessaire de rechercher les sources d'une perspective culturelle commune, sous la forme d'un « projet » qui pourrait être accepté par nos sociétés, comme celui qui, par exemple, a caractérisé les échanges entre les peuples méditerranéens dès le premier siècle avant Jésus-Christ. Il est cependant nécessaire de rechercher des thèmes et des sujets impliquant les intérêts culturels des deux rives de la Méditerranée, et non seulement des sujets d'histoire locale qui, aussi intéressants qu'ils soient, ne peuvent atteindre un tel objectif, comme cela a été malheureusement le cas de propositions algériennes récentes.

J'avais présenté, il y a peu, la proposition de réaliser une coproduction sur Saint Augustin ; en Italie, peu de personnes savent que Saint Augustin est né au Maghreb, qu'il était de langue berbère, qu'il s'est ensuite latinisé et qu'il est devenu, ensuite, l'un des pères de l'Eglise, après avoir été pendant de nombreuses années l'évêque d'une ville algérienne. Il ne s'agit là que d'un exemple, mais il pourrait être utile pour rechercher d'autres thèmes, d'autres sources, d'autres réalités à partir desquels il pourrait être possible d'engager une activité de production et de recherche en commun. Cependant, l'histoire mise à part, nous avons également des réalités actuelles d'un grand intérêt, tels que des thèmes d'une très grande importance et sur lesquels, comme dans le cas de la pêche, la télévision pourrait peut-être aider à mettre en évidence, voire à résoudre, des conflits plus ou moins latents et à propos desquels on n'est pas toujours informé. Quoi qu'il en soit, tout cela devrait permettre de souligner

l'interdépendance des économies méditerranéennes et pourrait représenter un terrain très fertile pour des productions communes.

D'autre part, il est absolument nécessaire et urgent — je me réfère à l'Italie d'entreprendre, à l'aide de la télévision, une réflexion sur ce qu'a été le rôle de la coopération gouvernementale dans son ensemble, car il s'est agi d'une activité d'un poids économique important dans le cadre des activités internationales de notre pays, mais qui a toujours été considérée comme étant finalisée au développement économique et productif. Qu'on me laisse dire que cette activité a trop souvent négligé les phénomènes culturels et que, aujourd'hui, il est nécessaire de considérer qu'il est possible de contribuer au développement socio-économique d'un pays par le biais de la promotion de l'échange culturel. Enfin, je voudrais insister sur le fait qu'il n'est peut-être plus le cas de n'agir — exclusivement ou presque, comme par le passé — qu'au niveau de la coopération bilatérale, mais que le moment semble être venu, surtout dans le domaine de la communication, de stimuler les initiatives de coopération multilatérale qui n'ont pas toujours suscité un intérêt très marqué chez nos responsables gouvernementaux, et ce, avec des raisons différentes, mais aujourd'hui non convaincantes.

Et malgré tout, cela ne suffit pas. Il sera nécessaire — je le crois — de se munir également de nouveaux instruments comme, par exemple, d'un cadre dans lequel pourront se réunir tous ceux qui ont le problème de la croissance et de l'échange culturel méditerranéen à cœur et qui n'entendent pas que ce problème soit uniquement réservé à des techniciens ayant une vue sectorielle de la question. Il est bien évident que si nous laissons aux techniciens de la télévision la responsabilité de décider si une action commune peut être utile ou non, on continuera à mesurer — surtout en Europe — l'utilité d'un programme de coproduction en fonction de son bassin d'écoute, des chances de sponsoring publicitaire, ce qui est contre la nature du rôle du service public, qui devrait enfin se mettre à l'abri de ce monstre qu'est l'« audience » et prendre la responsabilité, avec l'aide des forces intellectuelles de chaque pays, de promouvoir les objectifs de coopération culturelle dont nous avons parlé.



## **Edition et développement : éléments d'une coopération euro-maghrébine**

Hassen Bendhif,  
Président de l'Entreprise nationale algérienne du livre, Alger

Moi je vais donc rester un peu dans la même problématique, seulement il est évident que les problèmes qui se posent à l'édition française ne sont pas ceux qui se posent à l'édition de nos pays — enfin, je parle de l'Algérie en particulier — mais sur le Maghreb en général je reviendrai tout à l'heure de manière un peu plus précise.

Je commencerai tout simplement par une définition que fait l'UNESCO — en particulier la Commission mondiale de la culture et du développement — du développement : elle considère que le développement est l'accroissement des ressources, des possibilités, des capacités d'action offerts à tous les individus et à tous les groupes. Il n'est donc pas seulement l'affaire des gouvernements et des institutions, mais celle de toute la société. La pertinence de cette vision indique clairement qu'il ne peut y avoir de développement véritable sans la participation active de la société. Non pas de la société en tant qu'individus, mais de la société en tant qu'organisme, en tant qu'entreprise, association, initiative privée. Et les tentatives infructueuses de certains pays — en particulier du Sud, donc de nos régions — de créer une industrie autonome, indépendante à l'égard

du marché extérieur, imposent aujourd'hui de réviser l'approche dans le domaine du jeu économique : ça devient une obligation, c'est-à-dire qu'il faut absolument sortir des frontières nationales, voir ce qui est autour de soi, donc penser un marché plus large, plus grand.

Et pour les pays, justement, de la rive sud de la Méditerranée, le Maghreb qui comptera environ 100 millions d'habitants, selon les statistiques plus ou moins raisonnables, en l'an 2010, s'intègre, lui, parfaitement dans la logique de construction des grands ensembles, des grands regroupements aussi bien de type politique et stratégique que socio-économique et culturel. Pour ce qui concerne donc notre région, les liens puissants que constituent l'histoire, la langue, la religion, la géographie, etc. tous ces liens sont des facteurs d'unité pour le Maghreb.

Et si ces atouts que nous avons la chance d'avoir sont bien pris en charge dans l'élaboration de politiques culturelles intelligentes, audacieuses, qui assument les spécificités, nos spécificités, tout en restant ouvertes sur la modernité et le progrès universel, ils peuvent et doivent préserver les valeurs culturelles locales lorsqu'il s'agit de développer justement ces industries culturelles.

L'Association des éditeurs maghrébins, qui a été créée en juin 1989 et dont M. Nacib a été le premier Secrétaire général (il s'est d'ailleurs acquitté de cette tâche avec beaucoup de brio et de compétence), cette association est déjà la matérialisation de la prise de conscience des problèmes importants et des enjeux considérables que représentent les potentialités éditoriales de notre région. Elle peut inspirer efficacement les Etats concernés quant à la définition de leurs politiques culturelles, bien sûr sur la base d'une communauté de destins.

Alors, par le fait justement qu'elle donne naissance à des produits dont la teneur est éminemment idéologique — donc publications littéraires, de sciences sociales etc. — l'édition, qui est un élément constitutif de ces industries, doit faire l'objet, à mon sens, d'une attention particulière dès lors qu'elle met en œuvre l'intervention de partenaires venus d'horizons culturels différents. Cette intervention, qui peut prendre la forme d'une coopération ou d'un partenariat industriel et/ou commercial, est pourtant indispensable quand on sait le faible niveau de développement qui caractérise le secteur du livre dans nos pays.

En effet, les moyens techniques et d'organisation liés à la production et à la distribution du livre semblent dérisoires en comparaison de l'immensité des besoins à satisfaire d'un lectorat surtout scolaire et universitaire en constante évolution.

Pour donner quelques chiffres je peux dire qu'en 1991 les statistiques donnent 16 millions d'élèves et d'étudiants pour la région du Maghreb, dont 7 250 000 uniquement pour l'Algérie. Et les efforts conséquents et coûteux en vue de promouvoir une éducation de masse — et là je cite un passage qui se trouve dans le rapport de l'UNESCO — tous ces moyens-là qui ont coûté énormément (il faut dire que l'Algérie a consacré à un certain moment, dans les années 70, 30 % de son budget pour les problèmes de l'éducation, ce qui est énorme). Tous ces efforts resteront naturellement vains s'ils sont amputés de supports pédagogiques disponibles en quantités suffisantes — et là je pense en particulier aux livres, bien sûr. Mais ces supports pédagogiques il faut qu'ils soient de qualité intéressante et, surtout, accessibles à l'ensemble de la population ciblée.

Et là se posent le problème des coûts et le problème des prix. (J'ouvre une petite parenthèse pour dire que si nos pays devaient rester dans la problématique de l'importation pure et simple de ce que je pourrais appeler « le papier imprimé » on ne pourrait pas s'en sortir, c'est impossible. Parce que, à titre d'exemple, je peux dire qu'un livre qui coûte 100 francs en France reviendrait, en prix de vente publique en Algérie à quelque chose comme 500 ou 600 dinars, ce qui est pratiquement prohibitif. Donc le livre ne sera absolument pas absorbé par le marché. Et ça pour des raisons de parité, de perte de valeur de la monnaie, etc.).

Là nous arrivons justement au rôle que peuvent jouer disons les pays européens, et particulièrement méditerranéens dans l'élargissement et dans le renforcement des structures éditoriales de nos pays.

A mon sens la situation est telle — et là je fais le lien avec ce que disait Jean Louis Cordebart tout à l'heure — la situation est telle que c'est le problème des prises en charge : si nous prenons de manière rationnelle cette problématique du livre il se peut que nos pays, cette région qui est la nôtre soit aussi, d'une certaine manière,

le moyen de régler le problème de l'édition j'allais dire en France et dans la rive disons nord de la Méditerranée.

A mon sens les motivations sérieuses et « rentables » au sens économique pour décider les plus hésitants à s'engager dans ce qui peut devenir un exemple de coopération est plus à démontrer, des exemples de coopération euro-Maghreb. Je m'explique. Les éléments sont les suivants qui justifient cette thèse.

C'est la thèse du marché concerné, le coût extrêmement avantageux de la main-d'œuvre locale, la liberté de circulation des capitaux — garantie aujourd'hui par des lois et des règlements, ainsi que par l'adhésion à des conventions internationales. Tous ces éléments, me semble-t-il, sont, enfin peuvent être de nature — à encourager les investissements attendus par le Maghreb. D'autant plus j'ouvre une autre parenthèse — qu'en Algérie maintenant ; il y a une situation économique nouvelle : nous sommes passés d'une forme de gestion à une autre forme de gestion, d'un statut juridique de gestion des entreprises à un autre ; avant c'était la gestion socialiste des entreprises, maintenant nous sommes passés à autre chose, à une gestion qui obéit, je n'ose pas dire aux lois du marché mais enfin c'est presque cela, parce que pour parler de passage aux lois de marché il faudrait d'abord qu'il y ait un marché etc... donc c'est un peu plus compliqué. Mais enfin disons que nous sommes passés à une forme de gestion des entreprises qui facilite les relations entre nos pays et ceux du Nord. Dans ce cadre-là on peut dire que le partenariat — si on ne doit parler que de ça — peut revêtir différentes formes. Il peut par exemple se manifester soit par l'investissement direct — dans le cadre d'une joint-venture, par exemple, ou d'une société mixte. L'atout c'est que pour nous ça pourrait améliorer les conditions locales de production et distribution d'un produit qui puisse répondre aux normes internationales et donc qui puisse être susceptible d'être présent sur les circuits de promotion extérieure. Ça c'est extrêmement important pour nous. Et je pense que les pays du Nord, justement trouveront leur compte dans une affaire comme celle-là.

La coopération quant à elle peut s'articuler autour de problèmes de co-édition, de coproduction, de formation et d'aide professionnelle. Cela, me semble-t-il, apportera à terme et à coup

sûr des solutions adéquates à la stérilité relative de l'édition locale qu'engendrait, comme je le disais tout à l'heure, le recours massif à l'importation. Et de toutes les manières il faut se dire une chose : c'est que nous ne pouvons plus importer comme nous le faisons avant, c'est exclu. Pour des raisons économiques, pour des raisons financières etc. Donc il faut trouver d'autres formes. Et je pense que même la position des Français — pour citer un cas concret —, qui s'étaient pendant longtemps cantonnés dans cette attitude, dans la logique de l'exportation pure et simple, cette position commence à évoluer. Il y a eu des rencontres franco-maghrébines qui ont été organisées à Pais, à Casablanca et la prochaine va avoir lieu à la fin de ce mois à Tunis au cours desquelles ces problèmes ont été évoqués. C'est-à-dire comment faire pour que le livre, qui est un vecteur essentiel de développement chez nous, puisse être fabriqué en quantités suffisantes et surtout corresponde au pouvoir d'achat local. Donc des grandes maisons d'édition, des grands groupes comme par exemple les Presses de la Cité ou Hachette acceptent pour la première fois de dire et de penser la production du livre à partir des conditions locales et non à partir de coûts et de prix décidés à Paris ou dans le Nord. Là il y a même eu des exemples, me semble-t-il, assez intéressants : l'accord que les Presses de la Cité ont fait avec le Brésil et l'Argentine, c'est-à-dire produire des livres locaux, donc des produits spécifiques qui correspondent à une demande spécifique tout en étant fabriqués là-bas. Il n'y a pas de raison que si de tels produits peuvent être fait au Brésil ou en Argentine ils ne puissent l'être dans les pays du Maghreb.

Maintenant, effectivement le problème qui se pose est celui du financement, puisque Jean Louis Cordebart tout à l'heure a dit que en France on rencontrait des problèmes à ce niveau là. C'est des problèmes de riches, mais le financement est aussi un problème de pauvres, enfin des moins riches. Donc il faudrait que nous puissions trouver quelque part un compromis, qui tout en essayant de régler nos problèmes dans la perspective de la problématique que j'évoquais tout à l'heure, essaye de faire en sorte que cette industrie culturelle qui est celle du livre puisse se redéployer de manière peut-être plus intéressante dans les pays du Sud.

Voilà donc essentiellement ce que je voulais dire. Je n'ai pas voulu entrer dans des détails de gestion plus techniques des entreprises d'édition ; mais je terminerai en disant que nous avons pensé à des agences, ou à des organismes à mettre en place, des organismes bancaires, je ne sais pas, sur lesquels il faudrait peut-être développer une réflexion : le statut de fonctionnement et l'origine des ressources de tels organismes, qui par nature me semble-t-il différent des banques traditionnelles, devraient normalement nous aider à réfléchir plus sérieusement sur ces problèmes.

## Les industries culturelles en Algérie

Messaoud Taieb, Géographe, Alger

Mon propos c'est d'essayer de prendre un point de vue complémentaire pour les industries culturelles, à savoir notamment l'artisanat, pour apporter un éclairage complémentaire — pas nouveau, mais complémentaire — à la problématique de la promotion de l'artisanat traditionnel, de sa participation au développement, etc.

Les industries culturelles effectivement participent — maintenant on en est convaincus — au développement économique général, Si je prends le cas de l'Algérie, malheureusement elles ont été par le biais du parti unique complètement brimées, Dans les journaux récents il y a eu la publication des titres de films interdits. Quand on s'interroge sur le nombre de films algériens réellement parus, et quand on sait qu'il y en a une trentaine qui ont été interdits, on ne s'étonne pas de voir qu'il n'y ait eu depuis l'indépendance que quatre ou cinq films algériens de renom, si je compte bien ; une dizaine grand maximum. Il y en a au moins trente ou quarante qui sont interdits, donc ça a découragé toute velléité, C'est vrai pour le film, c'est vrai pour la littérature, c'est vrai pour tout un tas de choses, C'est encore plus vrai pour l'artisanat traditionnel, parce que là se sont greffés des problèmes culturels, donc des problèmes régionaux totalement brimés. Ça surprendra des collègues Marocains ou Tunisiens d'entendre ça, mais personnellement chez nous en Algérie personne ne se sent mûr culturellement. Du point de vue de l'authenticité de la culture

actuellement qui semble être prônée pour l'Algérie, personnellement je ne me sens pas mûr culturellement, personnellement je déplore que l'on ait formé à travers ce système qui a brimé tous ces élans des jeunes Algériens qui, à mon sens, ne se sentent pas Algériens, ils se rattachent à d'autres éléments. Donc je vais tenter de concrétiser tout ça.

Pour nous, les activités artisanales — et je pense que c'est le propre de tous les pays méditerranéens — sont un atout majeur dans le développement régional de certaines zones marginalisées. Je pense notamment aux montagnes et aux zones marginalisées par sub-aridité ou autre. C'est très fréquent dans les régions méditerranéennes, surtout qu'à ces zones correspondent généralement des démographies assez lourdes. Nos montagnes, par exemple. Je vais prendre le cas de la Kabylie, pas pour privilégier la Kabylie, mais uniquement parce qu'il y a une étude là-dessus : j'ai eu des chiffres récents. Mais j'aurais pu parler des Aurès, ou de n'importe quelle zone de l'Algérie : la problématique serait à peu près la même.

Effectivement, quand on fait le bilan, se priver de l'atout que peut représenter l'activité artisanale c'est un non-sens. parce que si je prends le cas de l'Algérie il y a d'abord un patrimoine culturel et artisanal évident — ça porte sur la poterie traditionnelle, la bijouterie, le meuble sculpté, les tapis : toute une série de choses. Actuellement quand on fait le bilan (ça a été fait récemment) tout cela se trouve quasiment déstructuré, pour ne pas dire miné, à part peut-être la bijouterie, qui se maintient un petit peu à travers les bijoux en argent. Et encore : dire que c'est dynamique ce serait beaucoup. Si je me penche sur la situation de la région, actuellement la région kabyle fait à peu près un million d'habitants (exactement 900 000 au recensement de 87). Ça donne une densité d'à peu près 350 habitants au kilomètre carré : c'est presque des densités urbaines, pour une région montagnaise. Si je m'inquiète des activités, je m'aperçois que pour la population urbaine, qui fait à peine un tiers (j'entends la population des villes, des organismes classés comme villes) de la population de Kabylie on s'aperçoit que les actifs, ou des occupés à travers les activités n'accorde que très peu de place aux activités agricoles — ce qui est normal : ça fait à peu près 4 % sur le total de la population ur-

baine de la région ; le reste se partage entre les occupés dans l'industrie (assez peu nombreux pour l'instant : à peu près 20 %, entre 15 et 20 % suivant les villes) et l'essentiel c'est les activités tertiaires : le tertiaire c'est le fourre-tout. Si je prends maintenant uniquement la population des agglomérations dites secondaires — c'est-à-dire des hameaux, la plupart du temps — je m'aperçois qu'au niveau de la distribution des occupés à travers les activités, c'est assez étonnant à dire, il n'y a que 6 % d'actifs, ou d'occupés dans l'agriculture. Donc on commence déjà à se poser des questions. Et si je m'intéresse maintenant à la population réellement rurale, c'est-à-dire à la population éparsée, je m'aperçois — toujours par la distribution des occupés à travers les activités — qu'il n'y a que 12 % d'occupés dans l'agriculture ; pour une population proprement campagnarde ça paraît étonnant. Et tout le reste c'est toujours marginalement l'industrie et surtout le secteur des services. Et quand je m'interroge sur l'avenir de cette région — qui est surpeuplée, qui est une région déjà d'émigration, comme toutes les régions montagnardes — on s'aperçoit qu'il y a pas grand chose. — je m'aperçois qu'au niveau de la distribution des occupés à travers les activités, c'est assez étonnant à dire, il n'y a que 6 % d'actifs, ou d'occupés dans l'agriculture. Donc on commence déjà à se poser des questions. Et si je m'intéresse maintenant à la population réellement rurale, c'est à dire à la population éparsée, je m'aperçois — toujours par la distribution des occupés à travers les activités — qu'il n'y a que 12 % d'occupés dans l'agriculture ; pour une population proprement campagnarde ça paraît étonnant. Et tout le reste c'est toujours marginalement l'industrie et surtout le secteur des services. Et quand je m'interroge sur l'avenir de cette région — qui est surpeuplée, qui est une région déjà d'émigration, comme toutes les régions montagnardes — on s'aperçoit qu'il y a pas grand chose.

Pour l'agriculture, elle est à la débandade totale, non seulement parce qu'il n'y a plus de sols, mais parce que les jeunes ruraux montagnards ne s'accrochent plus à l'agriculture transplantée de leurs aïeux à laquelle les avait obligés la colonisation. Sur le plan industriel, manque de sols pour l'agriculture, l'industrie va faire l'urbanisation etc. Donc c'est déjà des coûts d'infrastructure gonflés et si on accepte ces coûts c'est une menace

directe pour les sols agricoles. Donc je me dis qu'il n'y a pas beaucoup de portes de sortie.

Donc pour assurer un minimum de maintien des populations dans ces régions-là il y a un seul secteur : c'est le secteur des activités tertiaires, mais ces activités tertiaires qui sont plus ou moins marginales autant les lier à des activités productives, et le secteur d'artisanat traditionnel est un secteur profitable, surtout qu'il a une tradition dans la région.

Donc voilà ce qui milite pour une promotion de ces activités d'artisanat traditionnel de telles zones. C'est-à-dire que c'est une obligation pour les associer au développement de ces régions. Pour définir ce qui a bloqué jusqu'à présent, on va se demander pourquoi c'est dans cet état-là et pourquoi ça a périclité.

Les raisons de la déstructuration elles sont doubles. Elles sont d'abord dues à l'excès de l'étatisation et de la bureaucratie : aux excès directs — toutes les mesures étaient prises à Alger, sans connaissance directe du terrain, à partir du moment où on a étatisé tout le secteur des services, et notamment le tourisme, l'activité touristique n'a absolument pas la valeur qu'elle a en Tunisie ou au Maroc. Comme le soutien de l'artisanat traditionnel essentiel c'est l'activité touristique, voilà une des causes de ses difficultés.

Autre cause est qu'on avait décidé au départ (c'est-à-dire à partir des années 66, avec le lancement de la stratégie) une organisation de remise en état, de valorisation du secteur de l'artisanat traditionnel. On avait créé un Office national de l'artisanat traditionnel. Les objectifs fixés à cet Office étaient a priori cohérents et sains : il devait promouvoir un artisanat de qualité, à travers des unités étatisées, mais en même temps animer le secteur de l'artisanat traditionnel ; c'est-à-dire qu'on a été chargés de faire une recherche, on a créé une structure d'études spéciale à l'intérieur de l'ONAT, qui est devenu ensuite Société nationale de l'artisanat traditionnel ; et ce bureau d'étude avait pour mission de faire des recherches sur les dessins, les modèles, les formes les plus authentiques pour pouvoir d'abord les valoriser puis les diffuser, par le biais d'une Direction de l'animation et de la normalisation. Cette ONAT avait aussi pour mission la commercialisation, c'est-à-dire qu'elle était chargée par sa Direction

commerciale d'organiser la collecte de produits de qualité, de faire des commandes aux meilleurs artisans et même de diffuser des normes de qualité applicables partout. Donc *a priori* ce sont des objectifs sains. Cette ONAT devait également se charger des approvisionnement des artisans, par le biais toujours de ces structures de commercialisation. Mais tous ces éléments ou actions au programme vont donner lieu à des traitements bureaucratiques stérilisants. Par exemple, quand on se penche sur le meuble produit par l'ONAT, alors que les coffres, les meubles berbères sont un produit de luxe — qui s'est acheté à des sommes faramineuses, qui a donné lieu à une contrebande effrénée pour être exporté à l'extérieur — la production bureaucratique de l'ONAT est à pleurer ; c'est un meuble qui n'a rien à voir avec les traditions et n'a aucune valeur pour l'exportation; à la limite ça remplace les pénuries de mobilier des autres secteurs.

Je ne parlerai pas de la catastrophe pour la poterie : on a fait de la céramique pour touristes, mais de bas étage, qui se vend comme ça quand on a à faire à des touristes un peu frustes, mais qui n'a aucune vocation de conquérir un marché ou de servir à l'exportation.

Alors là revient l'idée qu'on a sacrifié ce tourisme, on a sacrifié ces activités traditionnelles, on ne les a pas du tout orientées vers l'exportation.

Et après 1980 va s'ajouter une autre forme, c'est-à-dire que la restructuration décidée après la réorientation du premier système, va restructurer les grandes entreprises nationales : on va dire qu'elles sont trop grandes et on va en faire des organismes plus petits qui se gèrent mieux, qui fonctionnent mieux. Pour l'ONAT ça a été la catastrophe, c'est-à-dire qu'on a restructuré sur des structures qui dépendaient des départements, des wilayat. C'est-à-dire que chaque wilaya a semblé avoir l'autonomie de l'organisation de l'artisanat traditionnel. Malheureusement c'est l'administration de la wilaya. Et à travers l'administration de la wilaya c'était pire encore, puisque à travers cette administration c'était le parti unique, qui n'avait pas tellement gros chapitre au Ministère, où il était un peu noyé. Mais à travers l'administration de la wilaya c'est la doublure numéro un du wali qui a eu encore plus la mainmise sur le pilotage de l'activité de ce type et de l'artisanat traditionnel. Je ne sais pas si ça a été voulu,

mais ça ne m'étonnerait pas, puisque c'est en 80 que commencent à naître les fameux « virus » dont je reparlerai tout à l'heure : à la fois le berbérisme d'un côté et l'arabo-islamisme intégriste de l'autre, côté qui vont s'entretenir l'un l'autre et dont d'ailleurs l'actuel islamisme terroriste n'est que le fils (sans jeux de mots) chez nous.

A tous ces problèmes de bureaucratie s'ajoute effectivement un deuxième point qui est clairement exprimé en Algérie depuis 1962-63 : c'est le sectarisme culturel de l'Etat. Effectivement ça n'a pas existé peut-être au Maroc ; ça n'a certainement pas existé sous la même forme en Tunisie; mais en Algérie c'est réel. C'est-à-dire qu'à travers le système économique qu'on a choisi, à travers l'organisation du pouvoir il y a eu une volonté de normalisation tous azimuts. Et à partir de ce moment-là, culture unique. Bon, alors il y a une question, ce matin notre ami Albert Sasson a posé une bonne question : que doit devenir la culture maghrébine dans le futur. Bien, la réponse pour les Algériens, si l'Etat continue de s'en occuper comme il s'en est occupé jusqu'à présent, pour nous c'est zéro, ça ne sera rien. La culture algérienne ? Il n'y en aura plus. La réponse je la donne tout de suite.

Pourquoi ceci ? Eh bien, tout simplement parce que au sein même du pouvoir il y a eu un partage, dans le parti unique, où on a utilisé l'argument culturel comme pérennité ou comme outil de pouvoir. Et cet argument culturel s'est appuyé sur le baathisme, que tout le monde connaît. Donc pendant des années on va couper la tête à tout ce qui dépasse, sur le plan culturel. C'est-à-dire que sur le plan culturel il va y avoir un terrorisme qui, au niveau du secteur éducatif, au niveau du système de pensée on va même — à travers les baathisme algériens mal formés — faire appel à des coopérants étrangers pour former nos propres enfants. Et dans ces coopérants étrangers vont s'introduire les Frères musulmans dont voulait se débarrasser l'Egypte.

Ce n'est un secret pour personne, et le dernier en date c'est l'imam-recteur de notre université de Constantine.

Ces arguments, qui sont l'uniformisation du culturel au niveau de l'Etat algérien, évidemment pour pouvoir s'affirmer vont nier tout particularisme régional, à tous les niveaux. Il y a le discours : on est socialiste, on décentralise, le développement, le ceci, le cela, le respect. Mais par exemple : on a décentralisé

Alors, dans les plans économiques algériens, dans la stratégie économique algérienne on a décentralisé : on a créé des communes, des wilaya, etc. Mais dans la réalité des faits tout ce que pouvaient faire les responsables locaux — depuis le préfet (c'est-à-dire le wali) au président de la commune et au conseil de la commune, le conseil municipal — ce n'était que l'exécution strictement de décisions qui étaient prises au niveau central, à Alger. Toutes les actions économiques n'avaient aucune autonomie. Les régions traditionnelles vont être cassées, systématiquement, au profit de départements de plus en plus petits ce qu'on appelle les wilayat : on a fait deux remaniements administratifs depuis l'indépendance — un en 74, un en 81 — et on a multiplié les wilayat pour casser ces régions traditionnelles). Et au niveau culturel ça a été pire, c'est-à-dire qu'on a lutté contre les dialectes locaux — aucune reconnaissance — , on a lutté contre l'histoire de l'Algérie, c'est-à-dire que pendant des années il a fallu des émeutes pratiquement, pour qu'on reconnaisse qu'il y avait un fond berbère quelque part chez nous (on l'a reconnu du bout des lèvres au départ, et puis maintenant bon ça vient), Et on a lutté y compris pas uniquement contre les particularismes mais contre tout ce que j'appellerais les valeurs authentiquement algériennes. C'est-à-dire que cet arabo-islamisme manipulé par les baathistes, qui va devenir l'intégrisme religieux, a été jusqu'à lutter contre les valeurs islamiques locales ; c'est-à-dire qu'on a lutté contre les zaouia, contre les confréries... tout ça a été banni. Tout ce qui ne venait pas de Damas (je le dis aussi crûment que ça) ou de Bagdad, ça ne marchait pas. Donc notre culturel a été totalement importé. Je dis ça pour expliquer un peu nos réactions : la réaction de Youcef Nacib vous la comprenez, maintenant.

Alors, face à cette situation maintenant ça commence à se libéraliser on a compris ces éléments-là. Par exemple depuis je ne sais plus quelle date (je crois à partir de 88) existe maintenant une chaire d'enseignement des langues berbères, et même une unité de civilisation berbère à l'université de Tizi Ouzou. Donc l'aventure commence. C'est-à-dire que l'avenir pour l'artisanat traditionnel — mais pour le développement local, pour nous — passe par la mise en œuvre réelle de la régionalisation. La régionalisation au sens économique, c'est-à-dire qu'il faut qu'on arrive

à constituer une décentralisation économique. Mais la décentralisation économique ce n'est pas des usines, c'est pas des routes, c'est pas des infrastructures. C'est le pouvoir de décision au niveau régional. Ça n'est pas encore arrivé, il va falloir qu'on y arrive. Et à travers ce pouvoir de décision au niveau régional, comme l'économie est liée au culturel (on le dit depuis ce matin, mais depuis des années déjà) il va falloir une véritable libéralisation culturelle des régions. Et à partir de ce moment-là ça va pouvoir effectivement, par exemple arriver au niveau de la Kabylie ; c'est revaloriser tous ses artisanats traditionnels, par exemple le tapis. Le tapis kabyle a disparu, il n'existait plus ; alors que c'était un produit d'exportation, le tapis kabyle a été, par cet ostracisme, tué, il n'existe plus. La poterie kabyle (je vous ai parlé tout à l'heure du meuble), la poterie traditionnelle ? (dommage : je voulais vous apporter des exemples, mais c'est lourd, sans ça je vous aurais apporté une vieille poterie traditionnelle). La poterie qui se vend maintenant par le biais du trabendisme, des commerçants tous azimuts : c'est le jour et la nuit. Ce n'est que des exemples, je n'ai pas besoin d'y insister. Mais tout cet effort-là ne pourra être réussi que s'il y a un appui de formation, parce qu'il faut retrouver les traditions. Il y a des gens qui ont encore les traditions, mais il faut les enseigner.

Et là je pense qu'il y a le rôle de l'université qui est indispensable. Par exemple, l'artisanat de la poterie : cette poterie, ces instruments de cuisine étaient effectivement un art, mais lié à une utilisation ; maintenant ça ne sera plus possible, ce n'est plus lié à l'utilisation. Donc il faut que ça devienne — si on veut revaloriser cet artisanat traditionnel — un artisanat artistique. A ce moment-là ça demande une recherche des structures, ça ne peut plus être l'artisanat utilitaire que ça a été. Je dis ça pour mon ami Yousef Nacib : vous voyez le boulot qui vous attend dans votre structure.

Ça c'est pour le développement régional, pour la revalorisation de l'artisanat traditionnel. Mais il n'y a pas que cet avantage. Pour l'unité nationale de l'Algérie, cette remise en état de la vraie culture, dans sa multiplicité, dans sa diversité et dans ses complémentarités, c'est le seul chemin qui peut nous éviter d'arriver aux explosions actuelles, qu'on sent poindre en Europe. Par

exemple chez nous il y a effectivement une revendication culturelle, qui devient de plus en plus revendicative et militante, mais on a la chance que dans aucune des régions culturellement agressées qui se rebiffent actuellement on n'est arrivé à l'argument séparatiste. C'est-à-dire qu'il faut agir avant qu'on en arrive à ça, pour ne pas retomber dans le système catalan etc. Actuellement — que ce soit en Kabylie, que ce soit dans le M'zab, que ce soit dans les Aurès — personne ne conteste l'unicité d'une langue qui ne peut être que l'arabe. Mais si on continue comme ça, ça va venir. (Je parle de l'arabe en tant que langue officielle : pourquoi les Catalans rejettent-ils maintenant l'espagnol ? Ils le rejettent parce que l'espagnol a agi envers eux comme exclusion. Tant que l'arabe continuera à exclure les autres langues nationales, on risque d'arriver à cette explosion).

Troisième point pour la Méditerranée. L'Algérie actuellement dans la coopération et sur le plan culturel n'a vraiment rien à offrir. La culture dite algérienne officielle (... intermzione nostro) du Maghreb au niveau de la Méditerranée c'est d'abord qu'on mûrisse notre diversité culturelle assumée, complémentaire. Et après on verra avec les autres.

Pour l'instant on s'entend pas entre nous, donc... Mais — et ça je le dis aussi sur la coopération économique — la meilleure des coopérations économiques interméditerranéennes ce fera surtout par le biais des régions, des régions de notre pays. Parce que si je veux établir une coopération pour aider les Aurès, je ne vais pas l'établir avec le Bassin parisien ou avec l'Etat français ; il vaut mieux l'établir avec une région similaire en Espagne ou en Italie, et c'est là qu'il va y avoir des échanges, surtout dans le domaine dont on parlait des biotechnologies. Mais vraiment des éléments concrets, pas la coopération des discours, du diffus et des engagements qui ne mènent à rien.



## **Le rôle de médiation des diasporas maghrébines en Europe**

Abdelkader Djehiloul, l'Université de Paris

Je voudrais d'emblée préciser que j'interviendrai principalement sur les diasporas maghrébines en France. Pourquoi en France ? D'abord parce que c'est là qu'elles sont les plus nombreuses, qu'elles sont les plus diversifiées et qu'en fait à l'heure actuelle, pour ce qui est de l'Italie et de l'Espagne, il est difficile de les comptabiliser. Et c'est le premier problème que je voudrais poser. Le fait est intéressant en soi : en Italie et en Espagne il est impossible de comptabiliser la diaspora maghrébine, en France c'est très difficile.

C'est un problème de comptabilité qui, en fait, n'est pas innocent. Quand on n'arrive pas à comptabiliser un groupe humain, cela suppose qu'il ne constitue pas une communauté capable de s'auto-comptabiliser, et qu'il fonctionne par rapport à la société de base dans laquelle il vit dans un rapport qui est un rapport de porosité. Par rapport à ce dont on parlait ce matin, j'insiste beaucoup sur cet aspect. En fait les Maghrébins en Europe, et en France en particulier, sont souvent invisibles. Ils ne sont pas nécessairement visibles : il n'est pas possible de dire combien il y a de Maghrébins en France. Je prendrai l'exemple le plus extrême — et j'insiste sur le fait qu'il est extrême — celui des Algériens. Je pourrais dire avec la même fausse conscience que les Algériens en France sont 535 000 — c'est le chiffre de l'INED, Institut

national des études démographiques — je peux vous dire qu'ils sont 780 000 — c'est le chiffre que donne le recensement — je peux vous dire qu'il n'y a pas longtemps je participais à une réunion entre le ministère des Affaires étrangères français et l'ambassade d'Algérie et tout le monde était d'accord : en fait en France il y a entre 1,5 et 1,7 million d'Algériens. Donc nous passons de 500 000 à 1,7 million. Alors c'est intéressant, à mon sens, dans la mesure où ça montre que Nord-Sud ce sont des catégories géographiques claires, sur une boussole ça se voit ; dans la pratique c'est pas si évident que ça : on en perd son Nord ou son Sud. Alors c'était la première remarque que je voulais faire, une remarque de méthodologie comptable.

Deuxième remarque. Quand on dit — titre que m'a proposé mon ami Sid Ahmed et que j'ai accepté bien volontiers — j'ai accepté parce que c'était les diasporas, et non pas la diaspora. En fait, on a des strates maghrébines ou d'origine maghrébine qui sont très différentes et qu'on peut (ça sera mon second point) catégoriser sur la base de deux critères. On a le critère de l'origine et de la génération — donc je mixte les deux critères — et on a le critère des fonctions, et en particulier le rapport avec la culture et le rapport avec le travail. Alors, si on part de mon premier critère dédoublé, on se rend compte bel et bien qu'on n'a pas à faire à un Maghreb de France ou un Maghreb d'Europe, mais à des Maghrébins.

Première distinction importante : il y a les Maghrébins adultes qui sont venus s'installer en Europe (principalement en France ; il y en a quelques-uns en Italie); il y a les enfants qui sont nés au Maghreb et qui ont grandi en France ; et puis on a ces gens bizarres, bizarres parce qu'ils paraissent être venus d'ailleurs et qu'ils sont d'ici : c'est-à-dire les enfants nés en Europe, en France en particulier. Ces trois groupes sont très différents, et ça peut apparaître de manière plus nette en passant au niveau des fonctions. Pour ce qui est des adultes venus donc en Europe, on a massivement deux catégories : la catégorie des ouvriers massivement présente, avec une minorité en contrepoint — sans doute légère en nombre mais non négligeable — d'intellectuels ; on peut même penser que la diaspora maghrébine va être alimentée dans les années qui viennent non pas par des ouvriers

non qualifiés, mais par des travailleurs intellectuels. Ça c'est ce qu'on pouvait dire sur les adultes.

Il est intéressant d'insister sur le fait que pour les adultes Algériens, Tunisiens (il est difficile de se prononcer pour les Marocains) je vous dirai l'hypothèse que pour ma part je fais : pour les Algériens et les Tunisiens l'idée de retour n'existe plus ; et je pense qu'on peut faire l'hypothèse que pour les Marocains c'est la même chose, encore que j'émetts quelques réserves. C'est-à-dire que parler de Maghrébins en France, ou en Europe, n'a de sens que pour des gens qui viennent prendre des vacances. Il n'y a plus de Maghrébins en Europe — et en France en particulier : il y a des Maghrébins d'Europe. Et là ça nous renvoie à la discussion de ce matin : être Maghrébin d'Europe signifie qu'on est aussi Européens, et qu'on n'est pas simplement un morceau séparé de la terre dans laquelle on vit. Alors sur ce terrain l'analyse des générations est intéressante. En fait les pères (j'insiste sur les pères ; on pourra en discuter ensuite : les mères ont un point de vue différent) ne se considèrent absolument pas comme appartenant à la terre européenne. Leur terre c'est le Maghreb. Pour les mères, c'est ce qui ressort le plus souvent, la terre c'est la terre où vivent ses enfants ce qui n'est pas le point de vue du père. Et puis il y a les enfants, deux types d'enfants : nés dans les pays d'origine, qui pour l'essentiel (puisqu'on parle de fonctions) ont essayé les plâtres du système scolaire : ils sont entrés avec du retard, une langue qu'ils ne connaissaient pas, ou en tout cas qu'ils ne savaient pas pratiquer. Ça produit ces jeunes gens qui restent jeunes à n'en plus finir, et qu'on retrouve dans les banlieues, qui sont jeunes à 35 ans, c'est-à-dire sans travail, sans vie de famille. Et on a trop tendance à croire que tous les jeunes des diasporas maghrébines fonctionnent sur ce schéma là. J'ai suivi une équipe de télévision pour voir comment elle travaillait, et c'est très intéressant. Effectivement, quand vous arrivez à onze heures du matin dans une cité de la banlieue parisienne vous n'avez à prendre en image que les gens qui ne travaillent pas. Si par contre on déplace la visite de la cité à six heures et demi du matin, ce qu'on peut voir ce sont de grandes cohortes de gens qui prennent les transports en commun comme tout le monde pour aller soit travailler, soit étudier. Et puis on a le dernier

groupe, celui qui représente l'avenir, en termes de prospectives : ce sont les enfants de familles maghrébines nés en Europe (là encore essentiellement en France). Ceux-là posent un problème de taille : ils ne sont pas tout à fait des Français, ou des Européens, et ils ne sont plus des Maghrébins. Or c'était la deuxième remarque que je voulais faire.

Troisième remarque, où je rentre plus précisément dans le vif du sujet, c'est le rôle de médiation — et d'abord économiquement parlant — des diasporas maghrébines en Europe. Les statistiques sur ce terrain sont en fait amusantes. Si on prend les dernières, celles de 92, on a un pays hyper-représenté dans les transferts d'argent : c'est le Maroc, qui vit en grande partie (ou en bonne partie en tout cas) des transferts opérés par les travailleurs Marocains en France et en Belgique. La Tunisie beaucoup moins et, de manière étonnante, l'Algérie plus du tout : il n'y a pas un franc, je dis bien pas un franc de transfert fait par une banque ou par une poste : c'est étonnant. Et c'est là où apparaît le mieux le rôle de médiation particulier des diaspora maghrébine en Europe et en France en particulier. Ce rôle de médiation est un rôle informel. Quand on dit que les Algériens ne transfèrent pas un franc, à titre individuel par les circuits bancaires ou postaux, c'est dire en même temps que le commerce à la valise — et uniquement le commerce à la valise — représente pour l'année 92 au niveau d'évaluations faites par des économistes crédibles un minimum de 5 milliards de francs, rien que pour l'Algérie. Je ne compte pas les échanges monétaires faits au cours du dinar au noir, c'est-à-dire dans le rapport 1 : 10. Ce qui fait qu'on peut, toutes choses confondues, évaluer à 10 milliards de francs les échanges informels entre l'Algérie et la France, ce qui n'est quand même pas rien.

Deuxième rôle de médiation, qui est lié au circuit monétaire : les diasporas maghrébines sont les diffuseurs non rétribués des modèles de consommation européens. On ne rentre pas au pays (que le pays soit l'Algérie, la Tunisie ou le Maroc ça ne change pas grand chose) sans avoir apporté sa quincaillerie locale. Et du coup, dire que le Maghreb est un extérieur de l'Europe devient faux. Bizarrement on a un enchevêtrement : le Maghreb est un intérieur de l'Europe, l'Europe est un intérieur du Maghreb.

Même si ces deux formes d'intériorisation sont en fait conflictuelles et productrices de frustrations.

Mais le rôle de médiation n'est pas uniquement économique et lié aux rapports de consommation. Il est (et c'est le dernier point que j'aborderai) plus largement culturel, avec deux aspects : l'aspect transfert — là encore de modèles de consommation culturelle — et l'aspect créativité. Je parlerai peu, puisque c'est connu, du modèle de consommation culturelle, j'insisterai un peu plus sur l'aspect de créativité. Sur le plan culturel les diasporas maghrébines sont dans une certaine mesure les images vivantes qui prouvent que les images de la chaîne de télévision, captée par l'antenne parabolique, sont vraies, puisque le Maghrébin qui vient de France vient au Maghreb avec tous les gadgets qui sont représentés au niveau de la publicité. Alors, j'insiste sur ce rapport qui me semble déterminant sur le plan culturel : c'est l'adéquation d'abord entre le Maghrébin qui vit en France et la publicité qu'il voit sur les chaînes de télévision française, et il devient un relais gratuit de ces mêmes produits qui sont vus dans les pays du Maghreb grâce aux antennes paraboliques mais qui ne sont pas consommés. Ce qui donne d'ailleurs un phénomène sur lequel on n'insiste pas suffisamment : on parle beaucoup des discriminations concernant les Maghrébin en Europe (en France en particulier elles sont bien réelles, et c'est vrai que tuer un Maghrébin c'est pas la même chose que tuer un Français : tuer un Maghrébin en gros ça coûte le prix d'avoir volé une voiture) mais on oublie que la discrimination existe aussi dans les pays d'origine de ces gens. Ces gens sont vécus à la fois comme des malheureux — ils sont malheureux puisque ils ne sont pas chez eux; mais en même temps qu'est-ce qu'ils sont privilégiés de ne pas être chez eux. Et ça crée un rapport à l'expatrié qui est un rapport extrêmement ambivalent : quand il y a un Maghrébin qui est victime d'un crime raciste, l'émigration devient la victime; mais quand le Maghrébin rentre avec ses valises pleines, c'est pas une victime, ce sont tous les Maghrébins du Maghreb qui se sentent des victimes.

Mais ce qui est intéressant et qui pose un problème, et que je propose comme objet d'analyse ultérieure, c'est l'extraordinaire créativité des diasporas maghrébines en Europe, qui n'a pas été étudiée de manière scientifique jusqu'à présent et dont je vou-

drais vous donner quelques éléments de repérage. Il faut penser d'abord deux niveaux de créativité : il y a la créativité des intellectuels Maghrébins qui sont venus en France. Ceux-là en fait ont continué une trajectoire commencée dans le pays d'origine. On a des médecins, des ingénieurs, de manière peut-être plus resserrée pour ce qui nous intéresse ; sur le plan de la sociologie et de l'islamologie, à l'heure actuelle — et là nous sommes en plein dans le rôle de médiation — qui permet de faire connaître aux Français ce qu'est un islam intelligemment pensé ? Qui font entrevoir, sur le mode du roman, ce que sont les sociétés maghrébines aujourd'hui dans leur complexité. Et puis aussi ce qui est le monde vécu par un Maghrébin et qui ne parle pas nécessairement du Maghreb.

Alors ça c'est le premier niveau que je voulais indiquer. Ce niveau il ne faut pas lui donner une importance trop grande : par définition les gens meurent, et ces gens-là ne laisseront pas de postérité, ils ne sont pas reproductibles. Par contre et ça c'est mon point final — ce qui est assez fantastique c'est l'aventure de jeunes gens, de jeunes filles et de jeunes femmes nés en France, dans les banlieues, de père doublement analphabète ou triplement analphabète, les mères pareil et qui sont devenus des écrivains, qui sont devenus des médecins, qui sont devenus des responsables d'associations ; c'est-à-dire qui ont, comme on dit vulgairement, réussi. Et chose paradoxale quand on s'appelle François et qu'on est né dans une cité de banlieue eh bien on n'écrit pas, et on ne réussit pas. Quand on s'appelle Mohamed et qu'on est né dans une cité de banlieue, avec un handicap encore plus lourd que celui de François, eh bien de temps en temps émerge un talent. A l'heure actuelle plus d'une quinzaine de jeunes gens — ou déjà de moins jeunes ! — ont écrit au moins un livre. Ça ne veut pas dire que c'est très important. Ça veut dire que dans le même temps aucun livre écrit par un franco-Français n'a existé. Ce qui fait que du coup les quinze textes ont une importance par rapport à ce zéro textes. Pour conclure ce que portent ces jeunes issus des diasporas maghrébines : elles ne portent pas un projet particulier pour les pays d'origine des parents. Il faut bien le dire dans la clarté. Mais elles ont un rapport qui est à la fois un rapport de subjectivité par rapport au pays

d'origine des parents, et assez souvent un rapport vacancier. Et parfois les vacances jouent un rôle plus important qu'on ne le croit : les vacances ne sont pas nécessairement des loisirs. Ce sont des loisirs, mais ce sont aussi le moment où des Mohamed du Maghreb et des Fatima du Maghreb rencontrent des Mohamed et des Fatima d'Europe et confrontent leurs modes de vie. Souvent, encore une fois, de manière conflictuelle, ces jeunes issus de familles maghrébines en Europe portant d'abord et avant tout le principe de l'autonomie de leur personne. Et en posant le principe d'autonomie de leur personne ils sont subversifs dans les pays. Ce n'est pas du tout à cause de leur idée : c'est tout simplement à cause de leur comportement. C'est-à-dire la capacité de dire.



## **Agriculture, alimentation et identité culturelle en Méditerranée**

Luigi Chilò

Dipartimento di Scienze del Territorio, Politecnico di Milano

Les forces d'uniformisation de l'économie opèrent désormais dans tous les domaines ; elles modifient également les modèles de consommation alimentaire ainsi que les modes de vie eux-mêmes. Cependant, renforcée par les différenciations culturelles, la persistance de la différenciation sociale implique une différence entre les modèles.

Il est très difficile de répondre de façon abstraite à la question de savoir si les tendances d'uniformisation sont compatibles avec la persistance de la différenciation culturelle. Pour y répondre, il faudrait venir à bout d'une question anthropologique et savoir si l'économie et la culture sont deux dimensions éternelles de l'expérience humaine et obéissant à deux logiques antagonistes. Quelques situations concrètes qu'il est possible d'observer, telles la persistance grandiose de l'identité culturelle japonaise, la diffusion de la cuisine chinoise ou la force du modèle socio-culturel indien, laisseraient imaginer qu'il est possible que la tension dialectique entre l'économie et la culture permette à la diversité de persister. S'il en était ainsi, la permanence et la reconstitution de l'identité culturelle des pays du bassin méditerranéen occidental pourraient être compatibles avec la solution du problème le plus grave que de nombreux pays du Maghreb devront affronter au

cours des prochaines années, c'est-à-dire le problème de la sécurité alimentaire.

Pour assurer la permanence de la propre identité culturelle de ces pays, un rôle fondamental pourra être joué par l'agriculture. En effet, à travers le modèle alimentaire, l'agriculture — et surtout l'agriculture paysanne — permet de préserver un espace autonome à la culture matérielle. D'autre part, l'agriculture constitue également un puissant vecteur de développement endogène pouvant favoriser une organisation du territoire sous forme d'urbanisation décentralisée qui, en mettant en valeur le tissu des villages et des villes de moindre importance, permettra de limiter la croissance des métropoles urbaines. Il reste également très important de signaler que le développement de l'agriculture paysanne, privilégiant le facteur travail, en le libérant le plus possible de sa lourdeur, représente le seul moyen d'atteindre l'objectif fondamental des pays de la Méditerranée, c'est-à-dire la sécurité alimentaire sur une base régionale.

### *1) Trois critères possibles pour l'évaluation de l'alimentation*

Il existe trois critères d'évaluation de l'alimentation. Le premier considère l'alimentation dans sa finalité biologique et consommée pour les besoins physiologiques. Le deuxième critère considère l'alimentation en tant que productrice d'énergie évaluée en calories et en protéines. Le troisième critère considère l'alimentation comme une forme de communication et comme un ensemble de symboles qui constituent un principe d'identité.

Selon le premier critère, l'importance primordiale que le problème de l'alimentation a eue, de tout temps et dans tous les pays, est due à son caractère de nécessité alimentaire, physiologique et inéluctable, une sorte de problème minimal auquel il est impossible de renoncer, à moins de sacrifier la santé physique et mentale des individus. Etant donné que toute communauté humaine se préoccupe en premier lieu de satisfaire à ses besoins physiologiques liés à la nourriture, le régime alimentaire d'un peuple est un indice essentiel pour ce qui est de ses conditions économiques. Depuis la nuit des temps, l'histoire de l'humanité se résume en une lutte pour conquérir le pain quotidien. Il est difficile de comprendre comment l'homme,

qui est le seigneur et maître de la nature, n'est pas encore parvenu à remporter la victoire décisive quant aux moyens de subsistance. En effet, environ un milliard des individus les plus pauvres du monde, vivant pour la plupart dans les pays pauvres, souffrent encore de la faim. Les nouveau-nés et les enfants en bas âge, dont les parents vivent eux-mêmes à la limite de la survivance, représentent évidemment l'écrasante majorité des plus affamés. Ce manque de nourriture quotidien est l'une des principales causes de la forte mortalité infantile qui sévit dans les pays pauvres. Bien que, dès l'Antiquité, Bouddha ait affirmé que la faim et l'amour constituent le germe de toute l'histoire humaine et que, récemment, Freidrich Schiller ait écrit que la faim et l'amour dirigent le monde, le phénomène de la faim persiste dans son aspect de calamité universelle.

Dans le cadre du deuxième critère, un rapport FAO/OMS de 1973 nous dit que les besoins énergétiques d'un homme adulte pesant 70 kilogrammes sont estimés à 3 000 calories, tandis que son besoin en protéines s'élève à 2 grammes par kilogramme de poids corporel. Les niveaux alimentaires que l'on observe dans le monde varient de 1 500 à 4 500 calories par jour.

Certaines études récentes menées en matière de physiologie de l'alimentation ont établi qu'on doit parler de malnutrition au-dessous de 2 500 calories et de 20 grammes de protéines animales et que le seuil des 2 000 calories et des 10 grammes de protéines définit la sous-alimentation ; quant à la faim, elle se situe au-dessous des 1 500 calories et des 5 grammes de protéines quotidiennes. Pour ce qui est du cas particulier des six pays de la zone de la Méditerranée occidentale, il faut remarquer que les pays du Maghreb sont légèrement au-dessous des 3 000 calories quotidiennes ; quant aux pays européens, ils sont bien au-dessus de ce seuil.

Si l'on affronte le problème sous le troisième critère d'évaluation, il faut tout d'abord reconnaître que l'alimentation ne se limite à satisfaire les besoins physiologiques et à pourvoir aux nécessités énergétiques dans aucune société ; elle représente également une forme de communication, l'occasion de se livrer à des actes ostentatoires, un ensemble de symboles qui constituent un critère d'identité pour un groupe donné. Dans toutes les sociétés, on ne mange pas n'importe quoi avec n'importe qui et dans n'importe quelle occasion : l'alimentation suit toujours des

règles très rigides. Le choix des aliments est déterminé par un code culturel qui établit que certains aliments sont comestibles et que d'autres ne le sont pas. D'autre part, même à une époque comme la nôtre qui se caractérise par une tendance à homologuer les régimes alimentaires des pays industrialisés, il est encore possible de remarquer des différences parfois même importantes qui ne s'expliquent ni par le revenu par habitant, ni par la quantité de calories consommées. Les codes alimentaires ont leurs racines dans un cadre où l'aspect de la culture matérielle et celui de la culture spirituelle sont étroitement liés et caractérisent nettement les différents peuples et, plus particulièrement, les réalités régionales et ethniques. L'alimentation constitue l'un des domaines où l'opposition entre le « matériel » et le « spirituel » apparaît totalement inadaptée pour en comprendre l'importance en tant que culture.

Si l'on examine les régimes alimentaires de six pays industrialisés, avec un nombre de calories consommées chaque jour très proche — exception faite du Japon —, on remarque que, malgré la mondialisation des approvisionnements et la tendance à l'homologation des productions à l'origine, les raisons climatiques et historiques font encore sentir leur poids.

Tableau 1 — Régime alimentaire de quelques pays industrialisés

Nombre de calories par personne et par jour (1982) :  
céréales (kg/an) (1), sucre et produits sucrés (kg/an),  
fruits (kg/an), légumes (kg/an), produits laitiers et fromages (kg/an)  
(2), viande (kg/an) (3).

Etats-Unis	3 345	60	64	83	94	148	114
France	3 425	73	36,5	75	121	141	110
Allemagne	3 455	71	41	107,5	74,5	145	97,5
Grande-Bretagne	2 945	66	41	49,5	87	176	74
Italie	3 200	115,5	26,5	110	101,5	114	77,5
Japon	1 630	34,5	22,5	55	130	39	35

(1) riz non compris, (2) beurre non compris ; viande de volailles comprise.  
Source : OCDE, Paris, 1985.

Le modèle alimentaire américain qui, par ailleurs, est également en évolution rapide pour des raisons diététiques, exerce une influence croissante sur les modèles des autres pays industrialisés. Un indice significatif de la nouvelle tendance du modèle américain, qui se tourne de plus en plus vers la viande blanche maigre, est donné par les chaînes de « fast food » qui se sont adaptées à la nouvelle mode. Le steak et le hamburger traditionnels sont de plus en plus souvent remplacés par le filet de poulet ou de dinde. La démonstration la plus éclatante nous est fournie par le célèbre « Chicken Mc Nuggets » servi par Mc Donald's. D'autre part, la récente prolifération des chaînes de restaurants Mc Donald's, Burger, Burger King dans les villes d'Europe représente la manifestation la plus visible de ce phénomène.

L'uniformisation et l'internationalisation des habitudes alimentaires pourront avoir des conséquences à moyen et à long terme, surtout à cause du fait que la clientèle des « fast food » se constitue principalement de jeunes. Etant donné que cette prolifération répond à certains besoins réels et à d'autres besoins appartenant à l'imaginaire collectif, il serait vain de s'y opposer avec des protestations moralistes ou par des interdictions et des mesures administratives. Parmi les besoins réels et ceux de l'imaginaire que les « fast food » sont à même de satisfaire, il convient de rappeler que leur caractère économique permet de s'adapter aux maigres possibilités monétaires des jeunes. D'autre part, ils répondent au besoin de déjeuner rapidement et de remplacer de plus en plus souvent le déjeuner pris à la maison, lorsque la femme travaille en dehors de chez elle. Enfin, ils satisfont un besoin de mimétisme social, grâce à un repas à la mode, économique et permettant aux jeunes de socialiser.

Cependant, des pays aux très fortes traditions culinaires telles que l'Italie, la France et l'Espagne, des traditions qui ont leurs racines dans une agriculture bien différente de l'agriculture américaine et, au moins en partie, de celle de l'Angleterre et de l'Europe du nord, pourraient faire beaucoup pour mettre en valeur le modèle de la cuisine méditerranéenne qui se base sur une plus grande consommation de pain, de farine, de pâtes alimentaires, de fruits et de légumes, d'huile d'olive, de viande de volaille, de poisson et, naturellement, de vin. Mais l'alimentation est égale-

ment une forme de culture : la diffusion du modèle méditerranéen qui, à l'école, à la télévision et même au cinéma, pourrait trouver un support valable, concilierait une orientation diététique qui est aujourd'hui profondément ressentie, avec les caractéristiques particulières du système agricole méditerranéen qu'il s'agit de mettre en valeur sans le bouleverser.

Par exemple, si l'on prend le cas de l'agriculture du Maghreb, on remarque que le développement de l'agriculture est limité par les conditions pédologiques et bioclimatiques premières qui, au-delà du très grave phénomène de l'érosion, impliquent une grande variabilité pour ce qui est de la fertilité des sols dont le niveau est influencé autant par les caractéristiques climatiques que par les techniques utilisées.

En général, il est possible de distinguer deux ou trois zones de culture qui présentent des caractéristiques pédologiques et climatiques différentes. La première zone est essentiellement côtière et aux eaux de pluie abondantes ; elle est particulièrement appropriée à la culture des fruits, des primeurs, des légumes et des plantes industrielles et elle s'adonne également à la céréaliculture. La deuxième zone — centrale — est moins arrosée et constitue le domaine de la céréaliculture extensive, s'accompagnant de l'élevage du bétail qui apparaît comme une activité complémentaire des cultures des champs. La troisième zone est celle des régions méridionales et intérieures ; la pluviosité y étant très limitée, voire nulle, on s'y livre exclusivement à l'élevage du bétail, et surtout à celui des ovins.

Parmi les pays du Maghreb, la Tunisie peut s'estimer satisfaite des résultats qui ont été atteints au cours des dernières années. L'augmentation du taux de croissance est essentiellement due à l'agriculture qui a bénéficié pendant deux années consécutives de conditions climatiques favorables. La balance des paiements présente un déficit de 5 % du PNB. La dette extérieure constitue la préoccupation première de la Tunisie car elle représente environ 50 % du PNB. La sécheresse qui a frappé le Maroc en 1992 a réduit la production agricole d'environ 70 % par rapport à la campagne de 1990-91 ; cela a compromis le taux de croissance qui est estimé à environ 5 %. Toutefois, le déficit de la balance des paiements reste à un niveau très bas et les ressources en devises dépassent les 3 mil-

liards de dollars. L'économie de l'Algérie traverse une période particulièrement grave. Le secteur industriel public est en difficulté et ne travaille qu'à la moitié environ de sa capacité de production ; environ 700 000 places de travail sont en jeu. En comparaison, la situation de l'agriculture apparaît beaucoup plus encourageante. La privatisation des terres qui a été entreprise en 1992 est presque terminée. Aujourd'hui, les riches terres du nord sont bien cultivées. Le secteur manque cependant de moyens technologiques modernes, de crédits et de systèmes d'irrigation appropriés à la modernisation de l'agriculture. Selon l'opinion la plus répandue, il faudra attendre plusieurs années pour que l'agriculture algérienne puisse mettre un frein à l'exode rural et permettre de remédier au lourd déficit en céréales, en viande et en agrumes.

Tableau 2- Principaux indices macro-économiques

Indice	Tunisie	Maroc	Algérie
Population (millions)	8,22	25,73	25,80
PNB en milliards de dollars 1991	12,42	26,45	52,24
PNB par habitant en dollar 1991	1 510	1 030	2 020
PNB par habitant % 1980/91			

Source : Le Monde, Dossier et documents, Bilan économique et social 1992.

## 2) *Les stratégies agraires*

Lorsque l'on se penche sur les structures agraires, il est possible de distinguer deux aspects : la disponibilité en superficies cultivables et la distribution des superficies cultivables selon la dimension des exploitations. Pour ce qui est du premier aspect, les pays du Maghreb — exception faite de la Tunisie — disposent de territoires très étendus, mais l'importance des superficies cultivables est relativement modeste : 8,46 % pour le Maroc et 3,17 % pour l'Algérie. Pour ce qui est de la superficie cultivable par actif agricole, la donnée moyenne est de 3,2 hectares au Maroc et de 3,46 hectares en Algérie. Avec une donnée de 7 hectares par actif, la Tunisie présente des conditions franchement meilleures. La donnée la plus intéres-

sante est cependant relative à la superficie irrigable qui indique, dans l'ensemble, une situation très arriérée. Il suffit de rappeler que la situation la meilleure est celle du Maroc où la superficie irrigable est de 6,2 % : la Tunisie et l'Algérie n'atteignent respectivement que des taux de sols irrigués de 4,3 et de 4,6 %.

Tableau 3 — Disponibilité en superficies cultivables dans les pays du Maghreb

Indices	Tunisie	Maroc	Algérie
Superficie territoriale (ST)	16 361 000	71 085 000	238 174 000
Superficie cultivable (SC)	4 923 000	8 401 000	7 504 000
% SC/ST	33,23	8,46	3,17
SC par actif agricole	7	3,2	3,46
Superficie irrigable (SI)			
% SI/SC	4,3	6,2	4,6

Source : FAO — année de référence 1985.

La dimension moyenne des exploitations reflète le type de distribution de la superficie cultivable. En règle générale, la propriété est très concentrée. Un nombre limité d'agriculteurs occupent la plus grande partie des terres cultivables. A côté de ces derniers, de nombreux agriculteurs possèdent des exploitations de petites et de très petites dimensions où ils se livrent aux activités agricoles sur des terres collectives. La qualité de ces dernières est généralement très basse à cause de l'exploitation à laquelle elles sont soumises ; elles sont essentiellement vouées à l'élevage pastoral, bien que — tel est le cas de la Tunisie — l'on assiste à l'apparition d'associations typiquement agraires. Au Maroc, 23,4 % des exploitations ne possèdent pas de terrain agricole. Avec les exploitations ayant une superficie de moins de 5 hectares, elles représentent 80 % des exploitations totales. En Algérie, le secteur privé est encore marqué par un très fort émiettement des terres : 50 % des exploitations des classes les plus petites ne rassemblent que 9 % de la superficie totale.

### 3) La production agricole et la pêche

L'analyse des niveaux de production relatifs aux agrégats les plus importants révèle une situation de crise profonde de l'agriculture des pays du Maghreb. D'après les données les plus récentes se référant aux moyennes des années 1983-1985, l'ensemble des trois pays a produit environ 7,5 millions de tonnes de céréales, dont à peine plus de 4 millions de tonnes de blé ; environ 3 millions de tonnes de fruits frais et secs ; environ 3,6 millions de tonnes de primeurs ; 183 000 tonnes d'huile d'olive et 328 000 tonnes de vin. D'autre part, le Maroc, qui est le pays ayant développé le plus le secteur des fruits et légumes destinés à l'exportation, a produit 2,5 millions de tonnes de betteraves sucrières et 756 mille tonnes de canne à sucre.

Il s'agit de quantités absolument dérisoires si on les compare aux besoins en consommation (surtout pour les le blé et les céréales en général) et aux exigences commandées par l'exportation, surtout en ce qui concerne le secteur des fruits et des légumes.

Tableau 4 — Production annuelle moyenne (1983.985)  
des principales cultures (tonnes)

Production	Tunisie	Maroc	Algérie	Total
Céréales	1 262 000	4 208 000	2 104 000	7 574 000
Blé	929 200	2 090 700	1 161 500	4 181 400
Fruits frais et secs	664 560	1 495 260	830 700	2 990 520
Primeurs	1 103 320	1 379 150	1 103 320	3 585 790
Bettreaves sucrières	-	2 528 640	-	3 585 790
Canne à sucre	-	756 000	-	2 528 640
Huile d'olive	126 600	32 300	24 800	183 700
Vin	55 300	63 200	209 350	327 850

Source : nos évaluations effectuées d'après des données FAO.

Le tableau fournit des indications encore plus drastiques si l'on considère comment chaque pays contribue à déterminer la situation globale. Par exemple, il s'avère que la production de céréales — et surtout de blé — de l'Algérie n'est absolument

pas appropriée. Ce pays qui a été si longtemps exportateur de blé — surtout vers la France — et qui, au cours des dernières années, a été caractérisé par le plus haut taux d'importation de blé par habitant, présente encore un fossé énorme entre la production et la consommation de cette céréale fondamentale. Par ailleurs, cette situation extrêmement précaire prend des tons dramatiques si l'on considère, d'une part, les taux de variation de la production alimentaire et, d'autre part, la croissance démographique. Jusqu'à maintenant, la pêche est restée un secteur peu développé. Même si l'on fait abstraction de la situation générale de la pêche méditerranéenne, ce fait est d'autant plus digne d'intérêt si l'on tient compte du fait que l'un des sites les plus poissonneux du monde, le banc d'ARFIN, se trouve au large de la Mauritanie. Le banc est fréquenté par des chalutiers équipés provenant du monde entier. La C.E.E essaie de définir les règles du jeu : embarquement de pêcheurs locaux à bord de chaque navire, débarquement d'une part importante de la pêche pour permettre aux conserveries de se développer et financement de l'industrie correspondante, aide apportée à la pêche artisanale locale, versement de droits importants et surtout, respect des quotas et protection des fonds marins. Mais ces règles ne sont pas toujours respectées et le poisson n'apparaît encore que trop rarement dans le régime alimentaire des peuples du Maghreb.

#### *4) Chances et limites de la « révolution verte »*

L'agriculture de quelques zones irriguées et irrigables du Maghreb pourrait s'inspirer de la « révolution verte ». Ces zones sont cependant peu nombreuses. Le milieu à pluviosité minimale et à la température très élevée est en grande partie aride ou semi-aride. Les efforts qui tendent à remplacer les céréales locales par des céréales à plus haut rendement et plus résistantes, à introduire des animaux ainsi que des machines et des équipements pour faciliter le travail des paysans et de leur femmes — et non pour les chasser de leurs terres — apparaissent guidés par le bon sens et un choix humain.

Il en irait bien autrement si l'on bouleversait les équilibres naturels, sociaux et économiques en forçant les limites, sans tenir compte des méthodes et du savoir-faire des populations. Le fait de concentrer la production agricole dans les zones humides qui se prêtent aux techniques de la « révolution verte » ne résoudrait pas les problèmes de production mais en créerait de nouveaux. Sous l'effet d'une telle concentration, les déséquilibres régionaux ne pourraient que s'aggraver.

## II. — L'agriculture en tant que facteur d'organisation de l'espace rural

L'agriculture constitue également un puissant facteur d'organisation de l'espace. Voilà pourquoi le modèle d'agriculture est fondamental pour ce qui est de l'équilibre du territoire. En effet, s'il est vrai qu'il peut y avoir des paysans sans villages, il est aussi vrai qu'il ne peut pas y avoir de villages sans paysans, c'est-à-dire sans exploitations agricoles.

### 1) *L'agriculture paysanne*

D'après les prévisions des Nations Unies, jusqu'en l'an 2000, le rythme de croissance annuel de la population du Maghreb sera de 2,9 %. Cette croissance rapide fera que la population sera d'environ 83 millions : 36,6 millions en Algérie, 35,9 millions au Maroc et 10,9 millions en Tunisie. Selon les estimations, en l'an 2000, la population rurale représentera 24 % de la population algérienne totale, 45 % de la population marocaine et 34 % de la tunisienne. En relation avec le fossé qui semble se creuser à l'horizon entre la croissance de la population et celle de la production alimentaire, il est impossible d'être étonné par le fait que les pays maghrébins — et pas seulement ces derniers — restent émerveillés devant les énormes succès obtenus par le modèle de production du Nord et qu'ils essaient de l'imiter. Toutefois, bien

qu'il ne faille pas refuser l'intensification à gros investissements — là où cela est techniquement et socialement possible — il ne faut pas non plus bloquer l'évolution en douceur de l'agriculture traditionnelle qui, si elle est engagée, peut produire deux ou trois fois davantage.

D'autre part, si le modèle importé du Nord était appliqué sans aucune forme de distinction combien de paysans disparaîtraient, incapables de faire face aux efforts financiers que ce type d'agriculture exige ? Combien d'eux s'endetteraient avant de céder leur propre terre ? Privés de leur terre, où se dirigeraient-ils, ailleurs que vers les villes qui n'offrent pas de travail. Les succès très inégaux des pratiques collectives sollicitent un développement de l'agriculture du Maghreb sur la base de ses cultures alimentaires et des techniques traditionnelles qui se sont adaptées à ces produits.

## 2) *Artisanat et industrie rurale*

La priorité que l'on devrait accorder à l'agriculture n'exclut pas — au contraire, elle le réclame — un renforcement de l'artisanat et d'une industrie soutenant le monde paysan et agricole, en donnant de la valeur à sa production. Un complexe multiforme de petites entreprises artisanales concevant, construisant, transformant et réparant les machines agricoles, fournissant des pièces de rechange et des commercialisations à tempérament, saurait répondre aux besoins de développement les plus proches des agriculteurs paysans.

La construction artisanale de maisons contribue au maintien du monde artisanal. Dans les zones rurales, lorsqu'il s'est libéré des travaux des champs, le paysan peut s'adonner à des activités artisanales telles que la fabrication de tissus, de tapis, de poterie ou que le travail du bois ou du fer. Même l'industrie qui est nécessaire aux zones rurales peut être à portée de la main ; composée de petites unités insérées dans le tissu local, elle permet à ce dernier de se diversifier. Les industries rurales peuvent se livrer à n'importe quelle activité liée à l'alimentation, au tissage, au travail du bois, du cuir ou des métaux. Elle favorise l'activité des

villes secondaires. Destinés au marché intérieur, l'artisanat et l'industrie endogènes représentent des facteurs complémentaires au développement agricole.

Afin que la priorité accordée à l'agriculture puisse engendrer un développement endogène, il est nécessaire que le paysan soit incité à produire, qu'il puisse disposer des fruits de son propre travail et qu'il puisse utiliser le surplus monétaire pour acquérir des moyens techniques, des biens de consommation et des services. Le village doit pouvoir lui offrir les produits et les services dont il a besoin. Magasins, échoppes, ateliers artisanaux, achats utiles : le commerce de biens quotidiens conditionne l'activité économique. En outre, il est nécessaire que les réseaux commerciaux disposent de commerçants, d'artisans, de transporteurs, de maçons, de menuisiers, de coopératives de vente et d'achat gérées par les paysans eux-mêmes, de caisses de crédit rurales et artisanes. Il est également nécessaire de créer un marché et une école : s'il veut retenir les paysans, le village du Maghreb doit fournir les services dont la population a besoin.

Sans qu'il soit nécessaire de quitter le village, il doit être possible d'y étudier, d'y travailler, de s'y soigner et de s'y divertir. Tant qu'il n'y aura pas un minimum d'organisation et d'équipements dans le village, l'exode continuera. Sans villages, il n'y aura bientôt plus de paysans. Dans ce cas, le bon sens indique qu'il est nécessaire d'équiper la campagne pour inciter à produire, et à produire pour équiper !

### *3) Les villes secondaires, centres d'équilibre économique, social et politique*

Le secteur agricole n'a pas uniquement besoin de routes et de moyens de transport. Le problème de l'intégration et de l'adaptation au niveau local de l'ensemble des infrastructures (sources d'énergie, bassins d'irrigation, télécommunications) existe partout. S'il est épaulé, le dynamisme rural pourra entraîner la réunification ou la création d'un réseau de villes secondaires dont le but sera de satisfaire aux besoins de toute la campagne environnante.

Ces villes constitueront le marché possible de leurs produits agricoles. La ville et la campagne se complètent mutuellement. Le développement des villes secondaires, centres d'équilibre d'une région rurale, réclame une série de conditions : sécurité foncière, terrains adéquats et équipés, gestion des coopératives d'achat des moyens techniques et de travail — commercialisation des produits, présence diffuse de caisses rurales et artisanales pour l'autogestion du crédit. Tout cela implique une politique de décentralisation d'un certain nombre de services. Seul le développement de ces villes peut arrêter l'accélération du rythme de l'urbanisation. En répartissant sur tout le territoire l'inévitable développement de l'urbanisme, les villes secondaires joueront un rôle indispensable d'équilibre économique, social et politique dans chacun des pays du Maghreb.

#### *4) La planification rurale en tant qu'alternative à l'urbanisation*

Le Maghreb recourt inexorablement à ses villes : Alger, 1 687 000 habitants ; Casablanca, 2 139 000 habitants ; Tunis, 828 000 habitants (1 700 000 hab. dans toute l'agglomération). L'urbanisation apparaît un phénomène inéluctable : la ville semble donner l'impression de progrès, de promotion sociale et de liberté. On ne peut pas interdire l'urbanisation, mais on peut la canaliser. Pour ce faire, la seule solution est de développer la campagne, en promouvant l'espace rural et en encourageant le développement des villes secondaires.

Le développement rural et l'urbanisation doivent cesser d'être des termes de politiques s'opposant l'une à l'autre et devenir les deux faces d'une même politique territoriale globale. Pour réussir à maîtriser le phénomène de l'urbanisation, il est nécessaire de redéfinir le concept de ville lui-même. Cette réalité réclame un différent type de planification de la zone urbaine et du territoire rural. Pour atteindre des résultats aussi complexes, il serait utile de former des groupes de recherche et d'étude, différents centres régionaux d'études urbaines pour organiser le phé-

nomène de la transformation urbaine de la campagne et de la transformation endogène de la campagne elle-même.

### III. — Considérations finales

Les pays du Maghreb se trouvent, désormais depuis de nombreuses années, dans une situation de grave déficit en matière de production de biens alimentaires. Selon les prévisions FAO, ce déficit est destiné à s'accroître, étant donné que dans les années à venir, le taux de croissance de la population sera supérieur à celui de la croissance de la production alimentaire. Selon un certain courant de pensée, étant donné qu'un certain nombre de pays du monde ont une production excédentaire (Etats-Unis, Europe, Canada, Australie), le problème, se présentant sous la forme d'un problème de distribution, conforme à la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo, pourrait être résolu grâce à l'échange des matières premières, des primeurs, des fruits et légumes, ainsi que des produits manufacturés des pays en voie de développement, contre des produits alimentaires de base — et surtout des céréales.

D'autre part, dans l'état actuel des choses, l'offre mondiale en produits alimentaires est dominée par les pays industrialisés qui se présentent sur le marché comme des « producteurs efficaces » et comme un secteur agricole où les niveaux d'efficacité sont soutenus de façon artificielle. En revanche, les pays en voie de développement se caractérisent sans cesse davantage comme des pays acquéreurs, et surtout de biens d'alimentation de base. Bien que ces besoins croissants en produits alimentaires présentés par les pays en voie de développement soient principalement dus à la croissance démographique et à la désarticulation entre la demande et l'offre — phénomène auquel est lié le processus d'urbanisation -, ils sont également influencés par les choix politiques de certains pays qui, cherchant à contenir les prix, provoquent une réduction artificielle des aides aux agriculteurs et aux paysans, qui ont fini par se retourner contre le niveau d'autosuffi-

sance alimentaire. Le changement de ces choix politiques sur les deux versants du développement ne sera pas facile. Dans l'état actuel des faits, même la politique de coopération entre les pays européens et les pays du Maghreb, politique basée sur le principe des préférences communautaires apparaît insuffisant pour contribuer à la résolution des problèmes survenus au cours des dix dernières années, et qui sont essentiellement des problèmes alimentaires. Les choses étant ce qu'elles sont, au cours des prochaines années, la coopération au développement devra mettre l'accent sur le problème de la sécurité alimentaire.

Mais, même si la politique économique et sociale décidait d'atteindre cet objectif, il faudrait choisir entre deux démarches possibles. En effet, étant donné qu'il semble très difficile d'étendre les surfaces cultivées des pays du Maghreb — et que, même si cela était possible, il faudrait se rendre compte qu'il s'agit d'opérations très coûteuses —, l'augmentation de la production demandera une augmentation de la production par hectare, en faisant croître, là où cela est possible, l'irrigation. Émerveillés par les succès remportés par l'agriculture industrielle du Nord, ces pays pourraient être tentés d'opter pour un modèle se caractérisant par de rares et grosses exploitations qui n'emploieraient que peu de personnes, de façon à obtenir une haute productivité par personne et qui utiliserait beaucoup d'énergie fossile remplaçant le travail de l'homme et des animaux ainsi de nombreux moyens techniques : machines, engrais, insecticides, désherbants, produits antiparasitaires, graines sélectionnées. Si l'on suivait ce modèle, les paysans seraient sacrifiés et, expulsés de leurs exploitations et des campagnes, ils devraient émigrer vers les villes où ils gonfleraient la foule des chômeurs et aggraveraient ainsi le problème que l'on veut résoudre. Au contraire, l'objectif de la sécurité alimentaire pourrait être atteint par la mise en valeur des exploitations paysannes qui, si elles présentaient des conditions favorables, pourraient doubler ou tripler leur production actuelle.

Si, et cela semble nécessaire, la priorité est accordée à l'agriculture et aux produits alimentaires de base, il sera également possible d'entreprendre une politique de réorganisation du territoire. D'autre part, une politique de la sécurité alimentaire basée principalement sur les exploitations paysannes, ne vise pas seu-

lement à vaincre les conséquences négatives des dettes et à éloigner l'ombre de la famine. Elle participe également à un ensemble plus général : équilibrer la balance des paiements, aménager le territoire, contrôler l'urbanisation grâce à l'organisation de l'espace rural, à travers l'épaississement du réseau de villages et de villes secondaires. Ce n'est que par la décentralisation des fonctions et des activités de la ville vers la campagne et au renforcement de son système de production que l'on pourra faire naître un artisanat et une industrie rurales endogènes qui permettront d'aider la distribution de l'urbanisation dans l'espace rural : cela permettra d'évier l'urbanisation pathologique d'une part, et la désertification des campagnes d'autre part. Enfin, une agriculture en développement et laissant une large place aux exploitations paysannes permet également de conserver la diversité génétique au niveau des cultures agraires, ainsi qu'une diversité tout aussi importante en matière de produits alimentaires, grâce auxquelles il est possible de préserver et de mettre en valeur certains aspects de la culture matérielle qui se sont constitués par la tradition culinaire autochtone que la standardisation de la production, ainsi que les forces d'uniformisation de l'économie tendent à annuler mais qu'il convient de protéger, car ils représentent un signe essentiel pour l'identité culturelle des peuples.



## **Dynamique propre à l'entreprise et « pattern » socio-culturel en Catalogne**

Gemma Aubarell,  
Département d'Etudes, ICEM, Barcelone

### *Introduction*

L'étude de tout développement économique dans un territoire défini nous lie inévitablement à des éléments socio-culturels préalables qui servent de base et de facteurs de cohérence au modèle adopté, de même qu'ils en définissent largement la viabilité à venir (1).

L'idée d'une homogénéité de plus en plus grande du paradigme technico-économique dans le monde va de pair avec l'émergence d'une conscience de la diversité culturelle, et donc des différents modèles de création et d'appropriation de la modernité. La culture cesse donc d'être un concept résiduel et devient décisive en tant que patrimoine et source de créativité, en même temps que la diversité joue de plus en plus un rôle stratégique.

La culture moderne n'a donc de sens que dans sa complexité et analyser la réalité d'un territoire signifie parler de modes de vie, des traditions culturelles et des expériences collectives profondes. L'environnement social est important : le système de valeurs et de pensée, les institutions dont il dispose, les interdépendances entre les

acteurs de son réseau en déterminent le degré de développement, ainsi que sa nature et son orientation.

C'est sur cette idée que l'espace régional peut être qualifié comme l'échelon de base où s'organise la vie collective, dans son sens social et économique. C'est dans cette dimension qu'interviennent les acteurs qui modèlent la vie quotidienne, et c'est à ce niveau local que réside l'identité, source de cohésion socio-culturelle. La région agit dans un tel contexte en tant qu'acteur institutionnel, mais aussi comme fédérateur d'initiatives prises au niveau intermédiaire : elle regroupe des services dans des entreprises d'un secteur où elle gère une ligne d'intervention au plan de l'innovation et de la technologie.

C'est cette synergie de tous les acteurs qui aboutit à une identité culturelle propre à chaque territoire et qui guide ses transformations dans le temps.

Cette diversité des modes de vie qui est à la base de la dynamique économique d'une région et surtout des modes de diffusion et d'appropriation de la modernité du savoir, peut se résumer en trois points essentiels :

- la persistance de racines historiques dans les comportements, les valeurs et les techniques différenciées ;
- les modèles locaux d'organisation du travail — structures familiales locales, structures de solidarité, formes de transmission intergénérationnelle du knowhow — qui fondent les structures industrielles ;
- les formes de dynamique de l'entreprise et de dynamiques locales collectives des acteurs locaux et de leurs réseaux (2).

Ainsi, dans le cas de la Catalogne nous avons choisi trois variables fondamentales qui expliqueraient ce que nous appelons « pattern socio-économique » : les traits anthropologiques qui sont à la base de son modèle économique traditionnel, les valeurs sociales inhérentes au milieu, son système d'acteurs et finalement les enjeux du futur dans la culture industrielle traditionnelle de la Catalogne.

L'étude de ces éléments dans le système catalan est hautement révélateur, car il s'agit d'une région relativement développée et industrialisée dans la partie nord-ouest de la Méditerranée, partie qui se trouve également dans une phase de grandes transformations. La volonté d'innovation, la capacité d'initiative et

l'esprit d'entreprise, sont des traits qui ont permis de faire de la Catalogne l'une des régions en Europe ayant un niveau élevé à la fois d'accessibilité et de réceptivité aux idées, technologies et investissements nouveaux.

L'analyse du pattern socio-économique est, dans le cas de la société catalane, particulièrement intéressante en ce qui concerne la zone méditerranéenne.

D'abord du fait de l'existence de facteurs qui incluent — au-delà du stéréotype du modèle « méditerranéen » — différentes situations socio-culturelles communes.

Le fait par exemple que les régions du Nord du bassin appartiennent à une culture « catholique » traditionnellement opposée à celle « puritaine » du Nord, selon l'idée wéberienne, mais qui n'a pas pour autant empêché de se traduire par un dynamisme économique remarquable. Ainsi la Catalogne, comme c'est aussi le cas de la Toscane, s'est proposée comme modèle de compatibilité entre les cultures latines et industrielles et comme exemple de la variété de voies pouvant aboutir à un développement solide.

Le succès des économies méditerranéennes (l'Espagne et le Portugal, l'Italie et le sud de la France) pendant les années 80, témoigne d'une capacité d'adaptation du monde latin méditerranéen aux conditions actuelles de l'échange mondial et peut servir de signes annonciateurs de ce qui pourrait se passer dans les pays arabes de l'autre rive. Mais les difficultés auxquelles s'affrontent l'Espagne et l'Italie des années 90, indiquent qu'il n'y a rien de définitivement gagné, ni en ce qui concerne les progrès socio-culturels du développement ni dans l'atteinte d'un plafond économique.

D'autre part, la Catalogne doit faire face aux problèmes économiques similaires à ceux d'autres régions du bassin et qui proviennent de leurs racines artisanales et de leur attitude individualiste vis-à-vis du travail. Ceci nous remet aussi à l'effort d'adaptation en matière d'innovation technologique que doivent réaliser les pays riverains quant à leurs cultures d'origine, leur permettant de développer un secteur tertiaire avancé capable de soutenir les économies locales.

A la base de ce substrat méditerranéen, il existe aussi un réseau important de petites et moyennes entreprises, structure

commune dans toute cette zone. Le milieu industriel catalan diversifié et souple est fait principalement de PME. Ces entreprises fournissent plus de 80 % des emplois et ce sont précisément les petites entreprises — celles de moins de 50 travailleurs — qui en créent le plus. Les entreprises de moins de 100 travailleurs assurent 58 % de l'emploi industriel, proportion qui contraste avec le 28 % de moyenne de pays comme le Royaume-Uni, l'ancienne RFA, les Pays-Bas et la France.

Le milieu où se développent ces entreprises est favorisé du fait qu'il existe aussi un « patronat identitaire et une identité patronale du groupe » — ethnopatrons issus des sources culturelles qui sont aussi communes aux sociétés du sud méditerranéen. Selon des auteurs comme Moncef Bouchara (3) il y a ces dernières années dans les pays du Maghreb un individualisme généralisé qui encourage un esprit d'entreprise endogène fondé sur la mobilisation de groupes de base traditionnels : la famille, le clan ou les communautés. Tel est le cas dans une large mesure, comme nous le verrons, de la dynamique catalane.

Sur le plan politico-économique, le modèle élaboré dans des pays de la rive Nord comme l'Espagne, est similaire à celui que l'on trouve parfois dans d'autres sociétés du Sud — avec une dictature politique et une fermeture économique.

Ceci a provoqué pendant plusieurs années l'existence d'une dynamique protectionniste et dépendante dans la dynamique de l'entreprise. Ce qui fait de la transition politique et économique espagnole un modèle en général fort attrayant pour maintes sociétés méditerranéennes.

En deuxième instance, la région méditerranéenne offre un modèle possédant des caractéristiques endogènes très intéressantes. Dans l'actualité, la Catalogne est la première région économique espagnole en ce qui concerne son apport au PIB, apport qui en 1989 atteignait 19,4 % et qui est demeuré assez constant depuis 1964.

L'économie catalane actuelle est avant tout fondée sur une activité de transformation, celle-ci important des matières premières d'Espagne et de l'étranger pour les transformer et les exporter après, d'abord vers l'Espagne et ensuite vers la Communauté européenne, sous forme de produits manufacturés.

Economie de type industriel — le secteur industriel représentait 37,8 % de son PIB en 1990 — donc reposant principalement sur un important tissu de PME qui bien que relativement peu qualifié, a trouvé — grâce à un patronnat dynamique et à de bonnes capacités d'adaptation — le moyen, d'abord de s'imposer sur le marché espagnol, puis de s'intégrer dans la dynamique d'internationalisation et de s'engager dans un processus de tertiairisation.

La Catalogne, non contente de posséder une économie forte, est aussi une des régions ayant une identité culturelle remarquable. Il s'agit d'un cas typique où l'importance de la culture de l'entreprise est très liée à la formation identitaire. Dans ce sens on peut dire que la dynamique de l'entreprise (culture d'entreprise) est, dans le cas de la Catalogne, un produit social des valeurs et des débats de sa société le levier de leur capacité à assumer ou non l'avenir.

En fait c'est la cohérence entre le modèle identitaire et le modèle économique qui a déterminé la réussite du passage à la modernité. Actuellement la question qui se pose est de savoir si ce modèle facilitera ou freinera le projet de coordonner et de réussir dans les binômes : Identité-ouverture innovation industrie traditionnelle.

## *2) Au début de la culture industrielle*

Par delà de sa tradition culturelle, la Catalogne peut se prévaloir d'une longue tradition industrielle avec le textile comme élément-clé du démarrage industriel.

Elle est une des rares régions de l'Europe du Sud à avoir connu il y a 150 ans une véritable révolution industrielle malgré l'absence de matières premières ou énergétiques.

Déjà à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Catalogne était différente par ses modalités d'assimilation de techniques et par son modèle productif, alors que le centralisme exercé par les Bourbons imposait une homogénéisation culturelle avec le reste de l'Etat espagnol. C'est de cette époque que date le stéréotype du Catalan industriel répandu par les observateurs espagnols et étrangers.

Cependant, la Catalogne n'a pas seulement été industrielle mais également industrielle. L'économie catalane actuelle se for-

ma vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque s'amorça, avec quelques années de retard par rapport au reste des pays européens, une révolution industrielle suivant les traces de la Grande-Bretagne.

Cette industrie se développe, bien qu'il n'y ait de fait aucune prédisposition géographique particulière. Les matières premières (coton et charbon) arrivent au port de Barcelone en provenance des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la zone cantabrique espagnole.

Ce développement se déroula en suivant un modèle d'appropriation des technologies emprunté à l'étranger, mais avec des formes d'organisation et de production qui reflètent bien les spécificités anthropologiques de la région. Les industriels catalans ont voyagé, particulièrement en Angleterre et ils ont su faire bénéficier leur région des progrès techniques de la vapeur. Ceci révélerait d'une part une bourgeoisie dynamique et l'on pourrait en ce sens parler de l'importance du caractère personnel dans la transmission « officieuse » de l'innovation : la connaissance de l'extérieur pour quelqu'un servait à mettre en marche un nouveau processus de production.

D'autres aspects non moins importants découlant du milieu social, également décisif au moment où se profile la culture industrielle catalane de l'époque, sont d'une part l'importance de la qualification des agents économiques : il faut remarquer que la société catalane a fourni traditionnellement des mécanismes de qualification avancés. D'autre part on doit tenir compte de l'efficacité des réseaux commerciaux. Rappelons que l'avantage comparatif de la Catalogne en ce qui concerne l'industrie textile, a toujours été lié au contrôle du marché et à la capacité des hommes d'entreprise et des travailleurs plus qu'au coût des facteurs productifs (4).

Il ne faut pas oublier les avantages dérivés de la localisation portuaire de Barcelone, et des économies d'agglomération produites par la concentration de l'industrie dans cette ville. Large façade assurant le rayonnement de la Catalogne, Barcelone s'est toujours appuyée sur l'arrière-pays où un tissu industriel diffus s'est créé, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres noyaux urbains méditerranéens, comme c'est le cas de Marseille, importante ville commerciale, mais restée repliée sur elle-même.

Jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle bien avancé, le secteur textile est la colonne vertébrale de l'industrie catalane, intensifiée entre autres par une tradition manufacturière et commerciale en gestation pendant les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. La sidérurgie avait échoué à cause du manque de capitaux qui ont rendu possible le développement de la Catalogne, ainsi que le financement du réseau de chemin de fer catalan, émanèrent du sein même de l'économie catalane, révélant une exceptionnelle capacité d'épargne.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle peut être considéré comme le véritable point de départ de la dynamique de la société civile catalane et de l'économie par la combinaison des transformations verticales et horizontales de la terre. La société catalane de l'ancien régime fut anéantie. L'ancien bourgeois de Barcelone confisque le pouvoir à l'aristocratie de sang et aux grands propriétaires terriens avec lesquels elle avait cohabité pendant des siècles. Mais d'anciens ouvriers agricoles ou citadins allaient également se hisser aux premiers rangs de la hiérarchie sociale grâce à la révolution industrielle et à l'argent.

La Catalogne était déjà au début du XVIII<sup>e</sup> siècle l'un des principaux centres commerciaux de l'Europe méditerranéenne. Son « savoir-faire » traditionnel a donné à la culture industrielle une dominante commerciale. Elle a été appliquée avec grand succès d'abord à la conquête, puis au contrôle du marché espagnol. Jusqu'à la fin des années vingt, les réseaux familiaux, très vifs au sein de la société locale, ont permis la mobilisation efficace de l'épargne patrimoniale et aussi, à partir des banques catalanes, l'injection dans le système des bénéfices industriels. Ainsi s'explique la rapide diversification du tissu productif après la phase de reconstruction de la Guerre Civile espagnole. Ces succès ont préservé la cohésion que l'histoire a donné au milieu catalan, et ont contribué à consacrer une culture industrielle à dominante commerciale.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle on lui a attribué un monopole presque exclusif de l'industrialisation de l'économie espagnole et jusque dans les années 70 elle a bénéficié d'un marché national protégé. Finalement, la Grande Guerre fut l'occasion d'une puissante accélération de son industrialisation.

Il y a aussi des caractéristiques très distinctives du cas de la Catalogne : le manque de parallélisme entre le développement

industriel et le développement bancaire ce qui est traditionnel dans les sociétés industrielles. Mais, en revanche, on a développé un réseau de caisses d'épargne à l'endroit même où il y a formation des industries. Ainsi la Catalogne possède un réseau de caisses d'épargne qui encaissent et canalisent l'épargne à l'endroit même où il se produit.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'introduction du machinisme, contrairement à ce que l'on aurait pu penser ne mit pas fin à l'artisanat dont l'effort et le travail fondent la puissance catalane; fondations sur lesquelles s'appuiera la bourgeoisie commerçante pour créer un système économique puissant. Avec leur mentalité de petits bourgeois, on pourrait dire des artisans qu'ils furent les précurseurs des petites entreprises actuelles. Leur longue journée de travail ne les empêchait pas de mener une vie politique et culturelle : ils appuyèrent les mouvements démocratiques et construisirent des cercles et des centres culturels.

Le cas de la Catalogne offre un exemple de développement capitaliste qui, côté production, demeure pendant plus d'un siècle dans l'étape première du capitalisme industriel et, côté consommation et activités tertiaires présente des formes de plus en plus complexes unies à une grande ville qui constitue une sorte d'anticipation sociale par rapport à sa base industrielle large, mais d'évolution lente.

Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'émergence en Catalogne d'une société industrielle comparable à celle des pays européens crée de même que dans ces pays, des structures caractéristiques d'une nation, mais la réalité politique et économique catalane créera des rapports « schizophréniques » entre la bourgeoisie et l'Etat.

Les bourgeois industriels catalans qui voulaient la conquête du marché espagnol croyaient en l'Espagne comme nation économique. Mais l'industrialisation catalane ne fut pas suivie d'un démarrage de l'économie espagnole.

A la fin du siècle, malgré l'unité monétaire et fiscale, l'Espagne comme nation au sens du XIX<sup>e</sup> siècle, Nation-Marché groupée autour d'une bourgeoisie, avait échoué (5).

Les industriels catalans se groupèrent alors autour d'une idée régionalisée qui était plus en accord avec leurs intérêts. A partir de ce moment la domination économique de la Catalogne et son

pouvoir politique n'ont plus marché ensemble, bien que ceux-ci aient toujours tenté de se compléter de manière efficace.

### *3) Reproduction socio-culturelle du modèle économique*

Si l'on suit E. Todd (6) qui tente de définir les modèles politiques et idéologiques européens et mondiaux, à partir des modèles familiaux traditionnels, ce modèle peut être relativement pertinent dans le cas de la Catalogne.

L'histoire a forgé en Catalogne un modèle de famille traditionnelle rurale à savoir la famille souche-autoritaire. Certes, la Catalogne est avant tout urbaine, mais d'après Todd la société finit toujours par récupérer son fonds idéologique, assurant la continuité entre la société traditionnelle et rurale et la société industrielle et urbaine.

Ce modèle se traduit socialement par certaines caractéristiques : forte conscience historique, idéal de lignage, femme jouant un rôle plus important par rapport à celui qui lui est formellement attribué, structure économique presque toujours relativement égalitaire, forte représentation des classes moyennes, société se réclamant du principe d'autorité et pouvant engendrer aussi bien l'anarchie que la discipline. Au sein des sociétés possédant ces caractéristiques, l'élément du dynamisme culturel est particulièrement efficace puisqu'il combine une intégration verticale de la société et une incitation à l'épanouissement individuel.

On a beaucoup parlé du poids de la religion qui freinerait la modernisation de la zone méditerranéenne. Mais il faut dire que cet aspect dépend de facteurs aussi importants que le cadre social et historique où se déroulent les opérations : la Catalogne accomplit très tôt sa révolution industrielle dans l'Europe méditerranéenne et dans un contexte catholique. On peut donc dire, que bien que méditerranéenne et catholique, la société catalane a développé depuis presque 200 ans un côté nordique-protestant, du moins en ce qui concerne l'industrialisation et l'éthique du travail.

L'homme d'entreprise catalan, constitué à partir d'un mélange de classes sociales, a toujours cru nécessaire de justifier sa position de propriétaire devant les autres groupes sociaux en se consacrant

personnellement à la direction de son entreprise, en mettant en avant sa valeur personnelle. Ni l'histoire, ni l'héritage, ni le hasard ne justifient socialement une position sociale privilégiée.

L'unique critère en jeu est celui du travail. Cette norme culturelle, d'une valeur éthique, a entraîné un haut niveau de subjectivisation et d'autoritarisme dans la direction des entreprises, ce qui a souvent eu des effets négatifs dans le processus de croissance et de spécialisation. Cette conception trouve son origine plus dans la famille-souche que dans la religion.

Cette règle culturelle — de valeur sociologique et éthique — a eu pour conséquence que les petites et moyennes entreprises familiales gardent de fortes traces d'individualisme : individualisme qui conduit certains chefs d'entreprise à refuser de transformer leur entreprise en société anonyme pour ne pas en perdre le contrôle. Mais c'est aussi vrai que cette structure a favorisé un modèle d'intégration de l'abondante immigration que la Catalogne a reçue depuis 100 ans.

La reproduction du style culturel dans les entreprises est également présente dans des rapports de travail fortement définis d'une façon anthropologique. Cela est important en ce qui concerne les sociétés méditerranéennes, comme le démontre P. d'Iribarne (7) qui établit une distinction entre la société américaine, où l'activité d'un homme libre ne peut être réalisée que dans un rapport d'égalité et contrat, et les sociétés méditerranéennes du Nord, telles que la française, et du Sud, comme celles du Maghreb, qui déterminent des modes de subordination jugés ou non compatibles avec la dignité de l'inférieur.

La structuration du modèle économique catalan appuyé sur des petites et moyennes entreprises industrielles et tertiaires, dont une grande partie sont à capitaux familiaux, peut aussi être interprétée sur le plan de la vie d'entreprise comme l'équivalent de la fondation d'un foyer, d'une famille. Les relations paternalistes sont fréquentes, surtout dans la petite entreprise, qui joue le rôle de sous-traitant d'une grande entreprise. Dans ce cas, les travailleurs sont souvent des membres de la même famille et il n'y a pas de représentation syndicale. Des réseaux de confiance se développent : les travailleurs font venir travailler leurs amis ou des membres de leur famille (8).

Par ailleurs il ne faut pas négliger le rôle de la femme au nord de la Méditerranée, rôle qui est très remarquable dans le cas catalan. Si on observe les données actuelles de la Catalogne concernant le nombre de femmes d'entreprise (9) (entreprises petites et moyennes, ce qui est en concordance avec la situation de la Catalogne), nous verrons que celles-ci se situent autour de 136 000, à savoir 24 % des entrepreneurs catalans, alors que dans l'ensemble de l'Etat espagnol le pourcentage de ces femmes n'est que de 12 %.

S'il est vrai que la précocité du processus industriel commencé au XIX<sup>e</sup> siècle confère à la Catalogne des caractéristiques plus septentrionales, il n'en est pas moins certain que la caractéristique de son tissu industriel et d'entreprise, formé de PME familiales, qui transforment le patronat en une « élite intermédiaire », est un aspect commun que partagent une grande partie des entreprises méditerranéennes (éthno-patronat dont nous avons parlé), que celles-ci soient agricoles, industrielles ou de services.

On pourrait ajouter d'autres variables comme le fait d'appartenir à une culture minoritaire. Ainsi, en ce qui concerne la bourgeoisie et suivant la méthode de C. Kerr (10), qui a classé les élites de l'industrie en cinq groupes (traditionnel, classe moyenne, intellectuels révolutionnaires, coloniaux et nationalistes), celle-ci comprenait dans le cas de la Catalogne l'ébauche d'une élite « mixte » de la classe moyenne et nationaliste.

Le régionalisme, le nationalisme et l'existence d'une culture fondée sur une langue différente sont des traits véhiculés par les bourgeoisies des communautés minoritaires au sein des Etats. Dans l'ensemble de l'Europe, on trouve de telles bourgeoisies qui présentent des similitudes frappantes; minorités linguistiques de religion catholique ayant conscience de leur identité.

Mais dans le cas de la Catalogne il y a des caractéristiques distinctives : il s'agit de la région la plus avancée de l'Etat, elle est dotée d'une grande ville comme Barcelone, elle s'est vue confrontée à une immigration massive de travailleurs non qualifiés appartenant à d'autres cultures. Ces facteurs ont contribué à une ouverture de la Catalogne, avec en contrepartie de difficiles problèmes de cohabitation.

#### 4) Valeurs et cultures d'entreprise

Ce qui est sûr, c'est que l'existence de certains éléments de type économique facilite l'émergence plus ou moins forte dans la société d'une silhouette d'entrepreneur dynamique : disponibilité de capital, de main d'œuvre, de matières premières ou de la taille du marché. La dynamique d'entreprise catalane, s'expliquerait plutôt que par des conditions purement économiques, fondamentalement par des caractéristiques de type social intimement liées à son modèle de développement. Peut-être le terme de « société progressiste » serait-il plus approprié pour la définir. C'est-à-dire une société dynamique, traditionnellement ouverte aux changements et à l'innovation, et donc créative.

Ainsi la culture d'entreprise en Catalogne ne se manifesterait-elle pas uniquement au niveau économique, mais aussi dans les valeurs et dans les diverses manifestations sociales.

Nous partons de l'analyse d'un système d'acteurs, centré sur les chefs d'entreprise et leur rôle fondamental dans ce processus. Il est difficile d'évaluer la culture d'entreprise à l'intérieur du système économique. En général il n'est pas facile de comprendre si la dynamique d'entreprise d'une société est une cause ou une conséquence du processus économique. Il existe quelques auteurs (Schumpeter, Cole...) qui considèrent l'apparition de cette dynamique étroitement liée aux facteurs non économiques. Ce qui semble certain c'est l'importance des valeurs locales pour maintenir l'équilibre économique et social existant, et par conséquent pour favoriser ou non ce que certains auteurs appellent le « contexte patronnal ».

Parmi les facteurs non économiques qui contribuent à caractériser la dynamique d'entreprise en Catalogne nous pouvons établir une distinction entre les valeurs qui favorisent l'émergence d'initiatives patronales et l'existence d'un milieu favorable au chef d'entreprise. Dans les deux cas, l'échantillon pour la Catalogne de l'European Values Survey est très significative (11).

Tout d'abord, dans la société catalane priment les valeurs de l'effort, les résultats du travail personnel et les tensions « positives », moteurs de l'initiative et du succès, dépassent largement les négatives. Le Catalan tend à confier dans ses propres succès,

il aime assumer des responsabilités et se sentir plus sûr que la plupart des Espagnols à l'heure d'atteindre ses objectifs.

En même temps, les Catalans attachent de l'importance à la capacité de direction, au travail indépendant et la disponibilité vis-à-vis du changement. En ce sens, il est intéressant de noter l'importance de la variable nationaliste : le caractère critique et ouvert au changement et aux réformes économiques est plus élevé chez les Catalans, qui possèdent une identité nationale-culturelle orientée vers la catalanité spécialement en ce qui concerne les questions économiques.

Le travail est également considéré de façon positive (éthique du travail). Pour le Catalan le travail est la clé de la quête du bien-être et, de plus en plus, un motif d'autosatisfaction et de reconnaissance sociale. Sept Catalans sur dix jugent que le travail est « très important », proportion qui augmente avec l'âge et le statut social ou professionnel. On notera comment, dans une société qui valorise le travail, comme c'est le cas de la société catalane, cette obsession est particulièrement marquée chez les chômeurs qui font passer le travail avant la famille.

En deuxième lieu, il faut dire que l'image et la considération sociale du patron/idéologie patronale est très positive. La plupart des Catalans sont davantage favorables à la propriété et à la direction privées, et c'est là la conséquence du refus traditionnel de réaliser des projets échappant à la supervision directe, ce qui expliquerait en grande partie qu'en Catalogne il y ait plus de petites et moyennes entreprises qu'ailleurs.

Actuellement l'image et la considération sociale du patron et le rôle des PME dans le développement et la dynamique de l'économie de la région est un fait accepté. Il est intimement lié à l'image et à la légitimité attribuée par la société au patron, c'est une idéologie qui non seulement favorise les attitudes envers la création d'entreprises mais aussi une politique de développement.

On peut finalement parler de l'influence du milieu socio-politique dans le profil du patron catalan. L'interventionnisme étatique pendant 40 ans de dictature en Espagne peut expliquer largement ce que certains auteurs appellent la croyance au « contrôle externe » (12) — c'est-à-dire la croyance que les événements sont contrôlés par des forces externes échappant à la per-

sonne, et que le gouvernement doit venir en aide pour résoudre les problèmes de l'entreprise. Il faut dire que ce sentiment est largement partagé par la population. Dans le cas des entrepreneurs de Barcelone, bien que ce sentiment existe (contrairement à d'autres pays, les USA constituant l'extrême opposé), il est moins intense que dans le reste de l'Espagne, ce qui démontre que la Catalogne possède le sentiment d'une moindre dépendance publique en général et plus particulièrement par rapport au gouvernement central.

##### *5) Viabilité du modèle. Moment de rupture*

Bien que, comme nous avons vu, l'environnement socio-culturel ait été favorable jusqu'à présent dans le milieu patronal, il semblerait, d'après les dernières tendances, que se présente un risque de rupture du modèle traditionnel. Il existe maintenant trois enjeux majeurs quant au futur de la viabilité du modèle d'entreprise : la reproduction sociale du chef d'entreprise, l'identité de la PME et le défi de l'innovation et du know-how.

En ce qui concerne la reproduction sociale, le fait de ne pas avoir une grande industrie ou de grands capitaux a empêché l'émergence de grandes familles permettant le maintien générationnel de la structure d'entreprise comme cela s'est produit dans d'autres régions d'Espagne.

Cependant, le climat reste favorable à l'esprit d'entreprise, ce qui se traduit par le rôle actif des écoles d'administration d'entreprise de haut niveau, qui placent à tout leurs diplômés à la tête des multinationales étrangères implantées en Catalogne. En fait, un des facteurs qui attirent le plus sûrement les entreprises multinationales est la disponibilité d'un marché de techniciens, de scientifiques et de directeurs moyens bien développé.

En ce sens, il existe une apparente contradiction, qui représente en fait une rupture importante dans l'idée gestion-propriété. Les petites entreprises sont absorbées par les grandes multinationales étrangères à cause du manque de continuité familiale, celles-ci employant cependant des directeurs issus de la région. D'autre part, l'existence des entreprises multinationales a contri-

bué à provoquer une révolution importante surtout de type organisationnel : il y a maintenant un marché de techniciens ayant une grande mobilité au niveau de la gestion qui n'existait pas auparavant, Beaucoup de techniciens travaillant aujourd'hui dans ces entreprises peuvent bénéficier d'opportunités de gestion, étant donné l'expérience de ces entreprises.

A partir de cette situation, il est possible de prévoir une nouvelle génération de PME, et une nouvelle création d'entreprises par des personnes ayant un bon niveau et bien placées dans un environnement international. Il s'agirait de la deuxième génération de PME familiales catalanes, La formation devient donc fondamentale pour la survie patronale actuelle.

En ce qui concerne la structure de l'entreprise traditionnelle, elle a surtout à son actif le fait d'être petite et moyenne, ce qui a facilité la vitalité économique, l'adaptation et la création d'une atmosphère industrielle. Elle a offert en même temps des garanties aux investisseurs et aux grandes entreprises qui y trouvent les produits et les services dont elles ont besoin, un large marché d'élaboration et de sous-contrats et l'élaboration d'inputs moyens. La disparition de ce type de tissu industriel aurait de graves conséquences pour la Catalogne, étant donné qu'elle a été le fondement de son modèle de développement.

La petite et moyenne entreprise se trouve dans un processus de mutation à cause de la tertiarisation de l'économie et des nouvelles technologies de l'information, les innovations de processus et de produits, la concurrence des NIC et l'adaptation au marché intérieur européen.

Aujourd'hui, les caractéristiques de dynamisme et d'imagination des entreprises catalanes sont liées à des points plus vulnérables comme le manque d'anticipation face au risque, le peu de confiance en soi et une certaine résistance face à l'adversité. Ces derniers aspects, liés à un penchant vers l'individualisme, la traditionnelle résistance du patron catalan à former des sociétés anonymes ou à créer des grandes entreprises se confirmant, Ceci a entraîné que pendant la crise des années 80 une partie des entreprises aient été rachetées par des multinationales étrangères qui s'efforcent de faire fusionner les entreprises. De plus, l'ab-

sence de grandes entreprises « motrices » autochtones peut endommager gravement, en Catalogne, la relance d'un dynamisme.

Si l'idée de la présence d'une industrie étrangère provoque un certain rejet (perte de contrôle autonome des activités industrielles et prise de décision des stratégies venant de l'étranger), en revanche il apparaît clairement à la plupart des secteurs industriels catalans que les activités (effets multiplicateurs des investissements extérieurs, création d'emplois) priment avant tout. Par ailleurs il semble aussi important que à moins qu'il n'y a pas de justification économique (technologiques, commerciales ou d'économie d'échelle) on ne doit pas perdre le contrôle.

Au-delà de la polémique sur l'opportunité de la pénétration étrangère, il est certain qu'il faut surmonter les désavantages provoqués par l'infradimension traditionnelle de l'entreprise catalane et mettre en place des stratégies pour encourager l'associationnisme et la collaboration entre entreprises dans les secteurs où la concurrence internationale appelle de plus grandes dimensions et un renforcement de la présence extérieure.

Les nouvelles tendances dans l'organisation industrielle des entreprises situées en Catalogne correspondent à des modèles décentralisés selon lesquels les entreprises établissent des relations de coopération entre elles fondées sur la complémentarité et sur l'existence d'économies externes aussi bien dans l'entreprise que dans l'industrie. En général, on a suivi des processus similaires à ceux des secteurs industriels italiens ; fragmentation des phases du processus productif par des entreprises qui utilisent l'élément territorial comme intégrateur d'extériorités positives.

Enfin, en ce qui concerne la culture d'innovation, de recherche et de technologie, on peut affirmer qu'historiquement les vagues successives d'appropriation technologique renforcent l'idée d'une perméabilité du tissu social catalan à la technique malgré l'absence de matières premières ou énergétiques.

Cette idée est liée à l'achat de technologie à l'extérieur pour transformer et créer des produits spécifiques. L'innovation n'est pas comprise comme une simple invention, mais comme une combinaison nouvelle des facteurs de production accomplie par les chefs d'entreprise.

C'est dans ce sens que les moyennes et petites entreprises ont une réelle capacité d'initiative, d'innovation et d'adaptation aux nouveaux procédés de production.

D'après une enquête d'Ernst et Young en 1989 (13) sur un échantillon de PME représentatif de l'ensemble de l'Espagne, afin de comprendre la stratégie des entreprises dans la conquête du marché unique de 1992, les PME catalanes montraient un intérêt particulier pour les aspects commerciaux, la planification stratégique, la recherche de nouveaux marchés, et une préoccupation pour la compétitivité internationale.

Le système catalan offre un exemple de développement capitaliste, qui a présenté une réelle capacité d'initiative, d'innovation et d'adaptation aux nouveaux procédés de production, comme le montre le rétablissement opéré après la crise industrielle. Ainsi, d'après une enquête sur les entreprises innovatrices catalanes (14) celles-ci ont une stratégie de haute qualité, une préoccupation pour le design et une tendance à travailler sur le marché international.

Mais, cette vision optimiste ne s'oppose cependant pas aux arguments de certains économistes qui parlent d'une incapacité actuelle des hommes d'affaires à atteindre une compétence technique locale et à dépasser leur individualisme au sein d'une organisation anonyme rationalisée.

De plus, le fait que les entrepreneurs catalans aient toujours exploité les technologies extérieures et aient acheté leurs machines à l'étranger a rendu problématique la constitution de ces activités : d'où le manque actuel de compétence en matière de production de biens d'équipement sophistiqué et la disparition presque complète de branches comme celles des machines-outils.

Actuellement, bien que le système ait conservé ses caractéristiques d'ouverture, le potentiel technologique est insuffisant, en partie à cause des changements de système économique qui se produisent en Catalogne. Les ressources économiques et humaines que les entreprises ont destinées aux activités de recherche et de développement (R + D) sont inférieures à celles des autres pays de la Communauté. Mais par rapport au reste de l'Espagne, la Catalogne est la communauté autonome qui, avec le Pays Basque et Madrid, consacre le plus gros effort à la technologie. Ainsi,

les pays de l'OCDE qui réalisaient le plus gros effort économique en recherche et en développement, comme les Etats-Unis, l'Allemagne ou la France, y consacrent entre 2 et 3 % du PIB, avec des fonds provenant en grande partie des entreprises publiques ou privées. On estime qu'en 1990 (15), la Catalogne y consacrait 6,4 % et que le pourcentage de participation des entreprises était de 42 %. Dans un environnement industriel comme le catalan, où le capital autochtone est insuffisant pour affronter les enjeux de recherche, le modèle de développement du futur a pour référence incontournable l'investissement étranger direct.

La Catalogne a souffert un changement de dimension du marché qui a signifié pour elle passer d'un marché espagnol protégé à un marché ouvert, européen d'abord, mondial ensuite. L'adaptation au marché international de la traditionnelle structure de petite entreprise exige l'assimilation des technologies.

Il ne s'agit pas de faire des industries « high tech », mais de former un système régional d'innovation, qui passe par l'adoption et la diffusion des innovations dans un système de production régional offrant des avantages aux petites et moyennes entreprises à partir de leur spécialisation complexe.

Les faibles distances favorisent la coopération et permettent une plus grande division du travail, ainsi que la mise à profit de l'accumulation de « know-how » dans l'organisation, la technologie et la formation. La coopération technologique régionale à niveau international devient, dans un contexte tel, un élément fondamental.

## Notes

1) Cette intervention reprend en grande partie le résultat des recherches menées à terme par le Département d'Etudes de l'ICEM. Notamment : Roque M.A. (1992), « La Catalogne » dans Scardigli V. (dir), *L'Europe de la diversité*, CNRS, Paris, 1993 ; Enquête de valeurs en Catalogne (European Value Systems Study Group Foundation) ICEM (Banque de données), Barcelona, 1990. Roque M.A. et Jovenel H. (dir) (1993), *C'atalunya a l'horitzò 2010. Prospectiva mediterrània*, ICEM, Barcelona.

2) Hingel A.J. (1992), *Science, Technologie et cohésion communautaire*, Résultats de recherches et recommandations politiques pour la RTD, FAST, Commission CE.

3) Bouchara Moncef (1991), « Une société civile au Maghreb » dans le Symposium international, *La mutation du système de Valeurs dans les sociétés européennes et maghrébines*, Barcelone (inédit).

4) Sudrià C. (1990), « Innovació tecnològica i industrialització a Catalunya i a Espanya : una perspectiva històrica » dans *Quaderns de Tecnologia*, N° 2, Barcelona.

5) Vilar P. (1964), *Catalunya dins l'Espanya moderna*, Vol. I, Editions 62, Barcelona.

6) Tood E. (1983 ), *La troisième Planète*, Seuil, Paris.

7) Iribarne P. (1991), « Travail digne et travail indigne : unité et diversité méditerranéenne » dans *Symposium international mutation du système de valeurs dans les sociétés européennes et maghrébines*, Barcelone.

8) Miquelez F. (1992), « Cultura y tipología de la empresa y del empresario. El caso de Cataluña » en *Ejes territoriales de desarrollo*, Valverde J. (dir), Ed. Colegio de Economistas, Madrid.

9) Dades Estadístiques sobre la Dona. Comissió Interdepartamental de Promoció de la dona, Barcelona, 1992. Inédit.

10) Kerr C., Dunlop J., Harrison C. (1960), *Industrialisation and Industrial men*, Harvard University Press, Cambridge.

11) Orizo A. et Sánchez A. (1992), *El Sistema de Valores dels Catalans*, ICEM, Barcelona.

12) José Maria Veciana (1989), « Las características del empresario en España », *Papeles de Economía Española*, N° 39.

13) La PYME española y el mercado único, Ernst & Young, Madrid, IMPI, 1989 (colección estudios).

14) Escorsa P. et Solé F. (1988), *La Innovació tecnològica a Catalunya*, Ed. La Magrana, Barcelona.

15) *R + D a Catalunya*, (1990) CIRIT, Barcelona.



## Essor et crise des aires systèmes de Vigevano et Maniago<sup>1</sup>

Cesare Benzi

Université de Grenoble II et Faculté d'Economie de Pavie

La spécificité de ce qui a été appelé le « modèle italien au développement » a, depuis quelque temps, polarisé l'attention de nombreux économistes, sociologues et géographes. Mon exposé se propose donc de vous présenter quelques caractéristiques concernant les aires systèmes italiennes, les facteurs affectant leur développement et leur crise.

Dans mon exposé, j'aborderai trois thèmes principaux : dans un premier moment je m'occuperai des facteurs de développement et de crise caractérisant deux aires systèmes italiennes, celles de Vigevano (département de Pavie) et Maniago (département de Pordenone), cela nous amènera à avancer, dans un deuxième temps, quelques considérations plus générales sur le rôle joué par le temps et par l'espace dans le processus de développement économique ; enfin, on

---

1 Mon intervention est largement basée sur les études que M. G. Garofoli et d'autres chercheurs de la Faculté d'Economie de Pavie sont en train de mener dans le cadre du projet, animé par la Communauté Européenne. Le network européen coordonné par MM. F. Moolaert et L. Leontidou (Université de Lille I) prévoit l'analyse de quatre aires italiennes : Maniago (département de Pordenone), Ostiglia (département de Mantova), Urbania (département de Pesaro) et Vigevano (département de Pavie).

aura l'occasion de traiter rapidement la question du rôle des institutions dans l'économie locale.

### *1) Essor et crise des aires systèmes de Vigevano et Maniago*

Bien que la production agricole ne soit pas marginale, la Lomellina c'est-à-dire l'aire environnante la ville de Vigevano — est une région traditionnellement caractérisée par la présence d'une industrie dominante: la production des chaussures. Du point de vue historique cette industrie apparaît au XVII<sup>e</sup> siècle: l'organisation de la production est dans un premier temps artisanal, l'introduction des machines ne s'étant produite qu'au cours des premières années de notre siècle.

Cependant, le véritable essor industriel de l'aire date des années cinquante. Pendant cette période le développement du secteur a été de type extensif: les facteurs entraînant ce développement sont la disponibilité de travailleurs qualifiés (dont l'aire est traditionnellement riche) et l'absence d'importantes barrières à l'entrée (les coûts d'installation de l'usine sont assez limités à cause de la technologie utilisée); la mobilité sociale est assez soutenue et il n'est pas rare le cas d'un ouvrier qui devient entrepreneur. En générale la structure industrielle se caractérise par la présence d'un grand nombre de petites entreprises concurrentes sur un seul marché — celui de la chaussure — parmi lesquelles il n'existe donc pas d'interrelations productives importantes: autrement dit, il s'agit de ce que certains auteurs ont appelé une aire de spécialisation productive<sup>2</sup>. La ville de Maniago est le plus important pôle italien de production du couteau. Le chemin suivi par la coutellerie de Maniago ne s'éloigne pas beaucoup de celui de Vigevano. La production artisanal de couteaux date de XVII<sup>e</sup> siècle mais c'est à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle que une organisation de type industriel se diffuse dans l'aire sous l'impulsion d'une entreprise allemande.

Quant aux caractères structurels de l'aire de Vigevano voir Faravelli (1983) et Garofoli (1984).

---

2 En ce qui concerne la définition d'aire de spécialisation productive, de système productif local et d'aire-système voir Garofoli (1983, 1991, 1992).

Dans les années soixante et soixante-dix, on assiste — d'un côté — à l'introduction de technologies plus et — d'autre côté — à la division du processus de production dans un grand nombre de phases (environ quatre-vingt-dix phases, la plupart desquelles sont décentrées à des entreprises soutraitantes) : par conséquent le nombre d'entreprises impliquées dans le processus se multiplie, chacune parmi d'elles en étant spécialisées dans une phase de la production. Pendant la même période on assiste aussi au développement de secteurs productifs complémentaires à l'industrie de la chaussure: le secteur mécanique pour la production de machines à construire chaussures et celui de la production de composantes se développent en effet plutôt rapidement. La zone de Vigevano se transforme ainsi dans une aire système caractérisée par une importante division du travail parmi les entreprises, par des relations qui sont aussi bien infra-sectorielles et concurrentielles que intersectorielles et coopératives<sup>3</sup>. Dans les années soixante-dix la ville de Vigevano est le pôle de l'industrie de la chaussure le plus développé au monde.

Toutefois, pendant les derniers dix ans le système de la production de la chaussure — face à la concurrence des producteurs des nouveaux pays industriels — entre en crise. La production de la chaussure est progressivement remplacée par le secteur mécanique qui devient le moteur de la croissance de la ville : le producteurs des machines à chaussures se portent très bien et exportent aux concurrents mêmes des entrepreneurs de Vigevano. Mais il reste que l'intégration des différentes phases productives et donc les relations parmi les acteurs locaux tendent à disparaître: le défi face auquel l'aire de Vigevano est posée est donc à garder la cohérence de son système industriel.

La ville de Maniago est le plus important pôle italien de production du couteau. Le chemin suivi par la coutellerie de Maniago ne s'éloigne pas beaucoup de celui de Vigevano. La production artisanal de couteaux date de XVII<sup>e</sup> siècle mais c'est à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle que une organisation de type industriel se diffuse dans l'aire sous l'impulsion d'une entreprise allemande.

---

3 Voir note 2.

C'est à partir des années cinquante qu'on peut assister au développement d'entreprises locales introduisant des nouvelles technologies et conquérant les marchés nationaux et étrangers : au moment actuel les producteurs de couteaux de Maniago contrôlent plus du 50 % du marché national. L'organisation de la production, autrefois artisanale et très concurrentielle, s'est évoluée de façon telle que le processus de production du couteau a été partagé en différentes phases (environ soixante) et a ainsi développé des inter-relations intra-sectorielles. En particulier on peut distinguer deux types d'opérations :

— la production des couteaux de la part de producteurs qui sont en concurrence avec d'autres producteurs nationaux et étrangers :

— l'exécution des opérations de finissage du couteau de la part d'entrepreneurs qui sont en concurrence avec d'autres entrepreneurs locaux pour s'assurer les commandes des producteurs de couteaux.

Mais dans ce cas, l'aire de Maniago n'a pas su opérer la transition vers l'aire système : faibles du point de vue de la commercialisation du produit, traditionnellement déléguée au pôle allemand de Solingen qui, à partir des années quatre-vingt, s'est adressé aux producteurs des nouveaux pays industriels, les producteurs de Maniago ont subi la concurrence étrangère sans une capacité de réaction adéquate. A nouveau, au lieu de développer des stratégies communes, les entrepreneurs locaux sont devenus de plus en plus concurrents. Au moment actuel, la coutellerie de Maniago paraît un secteur de plus en plus en décomposition mais — à différence de ce qui se passe à Vigevano — il n'existe pas des secteurs industriels qui puissent la substituer.

En fait, les villes de Vigevano et de Maniago montrent l'existence de nombreuses caractéristiques communes, soit en ce qui concerne les facteurs qui soutiennent leur développement soit en ce qui concerne les possibles facteurs entraînant la crise de l'économie locale.

Quant aux premiers, il faut rappeler le rôle joué par la division du travail parmi les entreprises : la décomposition du processus productif en un grand nombre de petites opérations permet aux entrepreneurs d'augmenter l'échelle de la production et de réduire les coûts par unité de produit ; cela implique la réalisation d'économie d'échelle à niveau de l'aire et la redécouverte de certains instru-

ments théoriques telles que les économies externes marshalliennes<sup>4</sup> ou les « linkage effects » de Hirschman<sup>5</sup>. En outre, il faut souligner l'importance de la flexibilité productive qui favorise la division du travail parmi les entreprises : de ce point de vue le dynamisme entrepreneurial — qui est à l'origine des hauts taux de natalité e de mortalité des petites entreprises locales — et le professionnalisme des travailleurs, assez diffus dans l'environnement de l'aire, semblent jouer un rôle primaire.

Quant au deuxième, il me semble nécessaire rappeler que les aires systèmes analysées ne sont pas souvent orientés au marché : les acteurs locaux sont d'abord des producteurs et non des commerçants, leur contrôle du système distributif est — tout compte fait — insuffisant. Cela nous permet de comprendre également l'insuffisant développement des services à la production dans ces aires. Enfin l'individualisme des entrepreneurs locaux empêche souvent d'exprimer une stratégie pour le développement du système local.

## *2) Temps et espace dans le processus de développement économique : quelques implications.*

L'exposition historique que j'ai présentée a, en fait, une propre raison d'être. Au bout du compte, il s'agit de comprendre que le processus de développement se déroule dans la longue période et que le temps joue donc un rôle primaire. Il y a, d'ailleurs, exemples autres que le cas italien: le développement récent des nouveaux pays industriels témoigne de l'importance de la continuité temporelle du processus de développement<sup>6</sup>.

Cela n'est pas sans influence sur la considération du rôle de l'espace. Les écarts entre les différentes réalités socio-économiques sont non seulement possibles, mais souvent remarquables, contrairement à ce que pensaient les néo-classiques et les néo-marxistes<sup>7</sup>, et il n'est pas un scandale, comme le pensaient les

---

4 Becattini (1979,1989).

5 Garofoli (1991).

6 Voir, par exemple, Courlet, Judet (1986) et Judet (1981).

7 On sait que les différences territoriales sont pour les auteurs néoclassiques et

théoriciens de la modernisation<sup>8</sup>. Dans la mesure où on introduit dans l'analyse la continuité temporelle du processus de développement, on reconnaît la possibilité que les comportements des acteurs sociaux soient spatialement différenciés : en effet, ce n'est que dans la longue période que ces comportements peuvent se différencier. Autrement dit, l'histoire, la culture, les institutions d'un territoire sont importantes pour en comprendre l'évolution économique.

Je crois, pour conclure, que la contribution la plus importante du débat sur le district industriel-aire système italienne a été — par le biais de la réintroduction du temps et de l'espace dans l'analyse — l'avoir donné légitimité à l'idée de la différenciation des modèles de développement<sup>9</sup>. Le risque à éviter est donc — je crois — l'imitation passive de l'expérience italienne, la transformation de cette expérience dans un modèle valable au-delà du temps et de l'espace.

### *3) Réciprocité, marché et Etat dans une économie locale*

En reprenant la classification de Polanyi, le sociologue Arnaldo Bagnasco affirme que la réciprocité, le marché et l'Etat jouent un rôle primaire pour comprendre l'évolution du système socio-économique<sup>10</sup> : en particulier, il interprète le développement des aires systèmes italiennes comme l'effet de l'action des forces de la réciprocité et du marché. La rencontre de ces deux forces permettrait en effet, d'un côté, la concurrence parmi les entreprises et, d'autre côté, la compression des coûts sociaux liés

---

néo-marxistes structurelles et elles ne peuvent pas être réduites : à ce propos voir Pecqueur (1986). Une analyse qui souligne l'étrange alliance entre les auteurs néo-classiques et les auteurs néo-marxistes est celle conduite — d'un point de vue différent — par Hirschman (1982).

8 Voir Courlet, Judet (1986) et Pecqueur (1982).

9 Par exemple, Garofoli (1991) s'est amusé à envisager sept modèles de développement à l'intérieur du cas italien. Cependant au-delà de cette expérience, le développement asiatique — en Corée du Sud, par exemple, le rôle des grandes entreprises est aujourd'hui remarquable — est très différent de celui italien, comme le montre Judet (1981). Fort intéressant est, par exemple, l'exploitation de l'épargne communautaire (les tondines) opérée par le peuple bamileké au Cameroun et étudié par Courlet, Tiberghien (1986).

10 Voir Bagnasco (1988).

au développement capitalistique. Au contraire l'Etat n'aurait pas un rôle significatif dans le processus du développement italien : les expériences de Vigevano et de Maniago semblent confirmer cette interprétation. En fait, la crise des aires systèmes en Italie montre que les acteurs privés ne sont pas toujours capables de gérer un processus de développement local :

une crise introduite de l'extérieur — ou même une crise interne — souvent ne reçoit pas des réponses proportionnées, au lieu de promouvoir des stratégies communes pour faire face aux problèmes locaux, elles déclenchent la rivalité parmi les individus. Il y a ainsi souvent un manque de rationalité de la part des acteurs privés.

De ce point de vue, l'Etat peut sans doute jouer un rôle important: les pouvoirs publics peuvent jouer des différents rôles, de la planification de l'activité économique au développement des secteurs prioritaires, de l'introduction des nouvelles technologies à la gestion de la main-d'œuvre, de la mobilisation de l'épargne à la gestion d'une politique commerciale sélective vers l'extérieur. L'expérience de certains pays en voie de développement a montré que, au-delà des idées reçues, cela est possible.

Mais cela est possible si, d'un côté, les spécificités culturelles sont gardées et si, d'autre côté, une transformation des comportements des acteurs (qui ne soit contradictoire avec ces mêmes spécificités) est promue. Je souhaite à nouveau souligner que l'action de l'Etat devrait être innovatrice et originelle, c'est-à-dire elle devrait prendre en considération les spécificités d'un territoire donné : le cas des éléphants blancs africain, les expériences mêmes de la plupart des pays maghrébins nous aurait du prévenir sur les dangers des paradigmes et des « Modèles uniques de développement ».

## Références bibliographiques

Bagnasco, A. (1988), *La costruzione sociale del mercato*, Il Mulino, Bologna..

Becattini, G. (1979), « Dal settore industriale al distretto industriale. Alcune considerazioni sull'unità d'indagine dell'economia industriale », *Rivista di Economia e Politica fiindustriale*, vol. V, N° 1.

Becattini, G. (1989), « Riflessioni sul distretto industriale marshalliano come concetto socio-economico », *Stato e Mercato*, N° 25.

Courlet, C, et Judet, P. (1986), « Industrialisation et développement : la crise des paradigmes », *Revue Tiers Monde*, vol. XXVII, N° 107.

Courlet, C. et Tiberghien, R. (1986), « Le développement décentralisé des petites entreprises industrielles au Cameroun », *Economie et Humanisme*, N° 289.

Faravelli, M-L- (1983), « Il sistema calzaturiero del vigevanese », in G. Garofoli, (ed) : *Industrializzazione diffusa in Lombardia*, Franco Angeli, Milano.

Garofoli, G. (1983), « Le aree-sistema in Italia », *Politica ed Economia*, vol.XIV, N° 11.

Garofoli, G. (1984), « L'industria in Lomellina. Tendenze e prospettive », *Pavia Economica*, N° 4.

Garofoli, G. (1991), *Modelli locali di sviluppo*, Franco Angeli, Milano.

Garofoli, G. (1992), « Les systèmes de petites entreprises : un cas paradigmatique de développement endogène », dans G. Benko, A. Lipietz (eds) : *Les régions qui gagnent*, PUF, Paris.

Hirschman, A-O- (1982), « The Rise and Decline of Development Economics » dans M. Gersowitz, C-F- Diaz Alejandro, G. Ranis, M-R- Rozensweig (eds) : *The Theory and Experience of Economic Development*, Allen & Unwin, London.

Judet, P. (1981), *Les nouveaux pays industriels*, Les Editions Ouvrières, Paris, Pecqueur, B. (1986), , *Economie et Humanisme*, N° 289.

## **Les aires-systèmes italiennes : tradition, créativité et innovation technologique**

### *1) L'artisanat d'art : une ressource méditerranéenne*

Un exemple frappant de cette perspective de la Méditerranée créatrice, qui occupe une bonne partie du débat de ce Séminaire, est fourni par l'artisanat : rejeté car faisant obstacle au modèle productiviste et global, l'artisanat est souvent en sens inverse l'objet d'une vision idéaliste faussement romantique et conservatrice. Élément du patrimoine culturel, il constitue une composante de l'identité culturelle à préserver des influences mercantiles. Cette dernière approche doit être dépassée car elle enferme l'artisan dans un faux dilemme entre culture et industrie.

Dans le cas de l'artisanat, ainsi que dans d'autres domaines de la production culturelle, il est toutefois possible de formuler l'hypothèse qu'on est en train de sortir de la grande tendance de la reproduction des modèles venant du Nord. L'artisanat peut en effet stimuler la création et par là même contribuer au développement social, économique et culturel des régions méditerranéennes défavorisées. Au plan social, l'artisanat une fois valorisé sur les marchés nationaux et internationaux est source d'emplois mais également d'accroissement du niveau de vie des artisans, notamment pour les artisans ruraux, en majorité paysans, grâce aux

ressources complémentaires dégagées. Il y a là un puissant stimulant à l'élargissement du marché intérieur.

Au plan économique, l'artisanat, valorisé à l'extérieur, est source de rentrées de devises tandis que son expansion intérieure peut permettre la substitution aux importations d'un certain nombre de produits industriels dont la production locale est possible.

Au plan culturel, l'artisanat est un puissant témoignage d'identité culturelle. La matière première détaillée, la technique utilisée, les formes et les couleurs recherchées, les motifs sélectionnés reflètent la culture propre des artisans mais l'artisanat ne se développe que dans les pays où les produits sont consommés par les sociétés locales.

Gros avantage par ailleurs, les industries artisanales n'exigent pas d'appareil industriel lourd : une grosse production artisanale fait main peut se réaliser sur la base de réseaux de petites unités et sur la base de systèmes de production par les masses et non pour les masses.

En aval de l'artisanat, matrice si l'on peut dire, on retrouve toutes sortes d'activités dont l'importance économique et culturelle n'a plus à être soulignée. C'est le cas par exemple de la mode, du stylisme, du design. Ces activités — services de pointe s'il en est — peuvent d'une certaine façon être considérées comme des formes supérieures de l'artisanat. Leur rôle publicitaire est à souligner également ainsi que leur très forte contribution à la valeur ajoutée des produits locaux.

En conclusion, malgré les nombreux obstacles qui s'opposent en pratique à la diffusion de l'artisanat, il est donc impératif que le monde de l'économie s'ouvre à la culture pour les raisons évoquées et que le monde de la culture intègre les logiques techniques et économiques en s'associant aux transformations que ces dernières imposent, tout en s'appuyant sur les forces de changement social.

## *2) Les aires-systèmes italiennes : facteurs et limites du développement.*

Dans le cadre du développement régional en Méditerranée, le modèle italien a, depuis quelque temps, polarisé l'attention de nombreux économistes, sociologues et géographes.

Les expériences italiennes, avec leur succès et leurs difficultés, ne sont pas prises en considération en tant que « modèles » à reproduire ailleurs, mais l'étude de ces cas pourrait peut-être fournir des éléments de réflexion utiles pour avancer dans la recherche de perspectives de lutte contre la marginalisation au niveau de la Méditerranée dans son ensemble.

En outre, ces mêmes expériences pourraient devenir le cadre de référence pour la mise en place d'une nouvelle politique de coopération transnationale en Méditerranée, centrée autour de programmes précis dans le domaine de la formation, de l'échange d'expériences, de la réalisation d'activités de production conjointes ; une politique de coopération gérée par des sujets locaux, y compris institutionnels, qui ont joué un rôle décisif pour le développement de nombreuses aires systèmes dans plusieurs pays méditerranéens.

Du point de vue historique, la plupart des productions caractérisant les aires systèmes italiennes sont apparues au cours du siècle dernier, même si certaines activités (céramique, textile, marbre, ...) étaient présentes dès les temps les plus reculés. L'organisation de la production est dans un premier temps artisanale, l'introduction des machines ne s'étant produite qu'au cours des premières années de notre siècle.

Cependant, le véritable essor industriel des aires date des années cinquante. Pendant cette période le développement des activités a été de type extensif, les facteurs entraînant le développement étant la disponibilité de travailleurs qualifiés, dont les aires étaient traditionnellement riches, et l'absence d'importantes barrières à l'entrée (les coûts d'installation des usines étaient assez limités à cause de la technologie utilisée), tandis que la mobilité sociale est assez soutenue et il n'est pas rare le cas d'ouvriers qui deviennent entrepreneurs. En général la structure industrielle se caractérise par la présence d'un grand nombre de

petites entreprises concurrentes sur un seul marché — déjà très spécialisé dès le début — parmi lesquelles il n'existe donc pas d'interrelations productives importantes : autrement dit, il s'agit de ce que certains auteurs ont appelé « aire de spécialisation productive ».

Dans les années soixante et soixante-dix, on assiste — d'une part — à l'introduction de technologies plus capital-intensive et — de l'autre — à la division du processus de production dans un grand nombre de phases, la plupart desquelles décentrées à des entreprises soutraitantes : par conséquent le nombre d'entreprises impliquées dans le processus se multiplie, chacune étant spécialisée dans une phase de la production. Pendant la même période on assiste aussi au développement de secteurs productifs complémentaires à l'industrie dominante. Sauf des cas très particuliers, comme celui de l'orfèvrerie, les différentes aires se transforment ainsi dans des aires systèmes caractérisées par une importante division du travail parmi les entreprises, par des relations aussi bien infrasectorielles et concurrentielles que intersectorielles et coopératives.

En général, les relations entre les activités productives des aires-systèmes et les productions agricoles des mêmes régions sont assez complexes : il est cependant connu que les activités artisanales se sont implantées dans des aires où elles ont permis de résoudre le problème du chômage saisonnier des travailleurs agricoles, ce qui explique pourquoi les premiers entrepreneurs de beaucoup d'aires systèmes étaient des agriculteurs qui ont fini par abandonner le travail de la terre.

La transformation profonde de la force de travail des aires a amené à une évolution socio-économique également profonde ; en général, l'introduction d'activités hautement caractérisées par un savoir-faire à forte qualification professionnelle et artistique a provoqué non seulement la redécouverte de techniques oubliées, de connaissances marginalisées mais encore assez vives dans la mémoire collective locale, mais a provoqué un phénomène migratoire de travailleurs qualifiés qui ont à leur tour contribué largement à l'évolution culturelle des régions concernées.

On assiste, par ce fait, à un développement socio-économique très original, dont les traits plus marquants semblent les suivants :

a) la création d'une nouvelle classe d'entrepreneurs, locaux ou immigrés, qui ont fait du savoir-faire le « capital » initial de leur entreprise ;

b) la transformation profonde du rôle de la famille, qui, dans un pays caractérisé par des taux exceptionnels d'épargne familiale (encore aujourd'hui parmi les plus élevés au monde) est devenue bientôt, et en même temps, un lieu de perpétuation des savoir-faire, le lieu de la division domestique du travail, un milieu d'accumulation du capital et une petite entreprise au sens propre du terme ;

c) la formation de PME à base familiale qui, tout en gardant leur compétitivité, ont travaillé à la réalisation d'activités en commun ; il ne s'agit pas des formes coopératives classiques, qui ne sont pas répandues dans les aires systèmes, mais plus souvent de la création de services collectifs aux PME, jouant un rôle fondamental pour la réalisation d'importantes synergies ;

d) dans leur croissance rapide, beaucoup d'entreprises familiales ont été poussées vers la recherche de niveaux très élevés d'innovation technologique, à l'ouverture internationale des marchés, souvent très réceptifs, et parfois à l'abandon des productions traditionnelles en faveur de productions plus standardisées.

Parmi les facteurs qui soutiennent le développement, il y a donc d'abord la forte division du travail entre les unités de production : la décomposition du processus productif en un grand nombre de petites opérations permet aux entrepreneurs d'augmenter l'échelle de la production et de réduire les coûts par unité de produit. Cela implique la réalisation d'économie d'échelle à niveau de l'aire et la redécouverte de certains instruments théoriques telles que les économies externes marshalliennes ou les linkage effects de Hirschman. En outre il faut souligner l'importance de la flexibilité productive qui favorise la division du travail parmi les entreprises ; de ce point de vue, le dynamisme entrepreneurial, qui est à l'origine des hauts taux de natalité et de mortalité des petites entreprises locales, et le professionnalisme des travailleurs, assez diffus dans l'environnement de l'aire, semblent jouer un rôle primaire. Cependant, il faut rappeler que, dans de nombreux cas, les aires systèmes analysées ne sont pas

toujours fortement orientées au marché. Les acteurs locaux sont d'abord des producteurs et non des commerçants et leur contrôle du système distributif est souvent insuffisant. Ceci nous permet de comprendre également l'insuffisant développement des services à la production dans ces aires.

Dans certains cas, cette tendance a mis en question la liaison fondamentale entre production et formation, en produisant une rupture assez forte entre les savoir-faire traditionnels et l'orientation de la production. Le résultat a été l'approfondissement de la fourchette entre une école qui est devenue de plus en plus un outil de formation d'artisans très spécialisés mais destinés au chômage, et une structure productive largement tournée vers les productions de masse standardisées. Dans ce contexte, la force de travail a été au fur et à mesure remplacée par des travailleurs immigrés non qualifiés et l'élargissement des marchés a été accompagné d'une perte croissante de la qualité des produits.

Il s'agit d'un cas limite, mais indicatif d'une tendance que l'on cherche, ailleurs, de contraster en essayant de récupérer l'identité culturelle des aires-systèmes en s'appuyant non seulement sur la force de la tradition productive mais surtout sur sa capacité d'adaptation aux nouvelles exigences de la société contemporaine. Ceci confirme les considérations avancées par plusieurs auteurs qui affirment que le développement des aires-systèmes italiennes est dû, au bout du compte, à l'action fondamentale des forces de la réciprocité et du marché, qui permettrait la concurrence parmi les entreprises et, en même temps, la compression des coûts sociaux liés au développement capitaliste.

Dans ce cadre, comme plusieurs fois au cours de l'histoire, l'Etat — mais plus souvent les institutions locales — ont joué un rôle non négligeable de soutien à la production, en intervenant comme mécanisme de régulation de certaines variables économiques complémentaires, mais non moins fondamentales, comme les niveaux impositifs, l'ouverture du marché, la négociation internationale du prix des matières premières, etc.

Cependant, il est aussi vrai que beaucoup d'aires systèmes ont été également frappées par la crise qui tenaille l'économie mondiale aujourd'hui ; une crise introduite de l'extérieur, mais avec de fortes composantes internes, qui n'a pas toujours reçu

des réponses proportionnées : au lieu de promouvoir des stratégies communes pour faire face aux problèmes locaux, la crise déchaîne des rivalités parmi les entreprises.

De ce point de vue, l'Etat, mais surtout, une fois encore, les institutions locales, peuvent jouer un rôle important ; de la planification de l'activité économique au développement des secteurs prioritaires, du soutien à la recherche (artistique et technologique) à la mobilisation de l'épargne jusqu'à la gestion d'une politique adaptée du commerce extérieur.

En tous cas, cela sera possible et efficace si, d'une part, les spécificités culturelles seront gardées et si, de l'autre, une transformation du comportement des acteurs est promue ; une transformation dans la direction de l'innovation et de l'originalité et dans la considération de l'identité culturelle d'un territoire donné. Trop de cas, dans lesquels on peut malheureusement vérifier les effets de la perte de l'identité culturelle, sont sous nos yeux, en Méditerranée comme ailleurs.

### *3) La créativité locale : un outil du développement endogène.*

Dans une étude assez approfondie sur les causes de l'essor des aires-systèmes italiennes, l'économiste Sebastiano Brusco écrit que les référents principaux, pour comprendre et interpréter ce qui s'est passé, ne sont pas les experts de politique industrielle, qui programment les politiques pour les régions marginalisées, mais Hirschmann et Braudel.

La référence à Braudel, maître indiscutable de l'histoire de la Méditerranée en tant qu'espace culturel, est obligatoire si l'on veut pénétrer les éléments constitutifs profonds de ces expériences.

En effet, l'un des facteurs les plus importants qui explique, entre autres, le succès des aires systèmes, est justement la « culture », entendue aussi bien au sens large de savoir-faire, de créativité locale, de qualification de la main-d'œuvre, qu'au sens propre de « culture de la production », c'est-à-dire de connaissance du métier en tant que synthèse de tradition productive, d'évolution artistique et d'innovation technologique.

Les produits apparemment rudimentaires des ateliers, actifs autour de l'église, du marché, des foires d'antan, sont, de toute évi-

dence, les précurseurs des productions récentes ; beaucoup d'éléments qui en faisaient jadis des productions de qualités, très recherchées dans toute la Méditerranée, sont encore présents dans la production contemporaine et l'on peut les retrouver dans la plupart des produits « sophistiqués » d'aujourd'hui.

C'est un thème qu'appartient, d'ailleurs, à la grande majorité des productions méditerranéennes, au Nord comme au Sud, développées ou marginalisées, qui ont constitué un important tissu de « résistance » à la pénétration des produits ou des modes de production importés, étrangers à la culture méditerranéenne dans son ensemble, et qui ont permis, en même temps, la poursuite des productions traditionnelles. C'est le cas de la céramique qui, dans nos pays, a été en mesure de résister à l'« agression » de la porcelaine, originaire d'Europe centrale, et qui n'a pas seulement « survécu » à la pénétration des nouveaux produits, mais qui a été capable d'assimiler certaines modes typiques de la porcelaine européenne en les rattachant à la culture productive traditionnelle.

Dans la région de Modène, typiquement agricole, il a été donc possible de relancer les anciennes productions céramiques, faisant appel à la tradition de la production de Faenza (les faïences, justement), ville pas loin de Modène, mais également au soutien du pouvoir local (les ducs de Modène, à l'occurrence) qui a su résister à la tentation d'introduire dans la pratique de la vie quotidienne les nouvelles porcelaines européennes, très à la mode à l'époque, et s'engager dans le développement de la production de faïences traditionnelles.

C'est justement dans cet effort pour soutenir la production locale que l'on doit situer la première heureuse combinaison de facteurs concurrents au succès de l'opération, à savoir l'« invention » du carreau, prototype d'une production destinée à devenir la base d'une croissance économique exceptionnelle, si l'on pense que depuis les années soixante, dans l'aire de Sassuolo, ancien petit village de la province de Modène, l'on produit 25 % de la production mondiale de céramique, tous secteurs confondus.

Le facteur « tradition » d'abord ; dans notre cas un professionnalisme diffus d'artisans actifs dans le secteur de la production céramique, une large disponibilité de ressources et matières premières locales — celles-ci toutefois non exclusives de Sassuolo,

mais également réparties dans l'ensemble de la région du piémont émilien — et une créativité locale traditionnellement appliquée à la production de faïence, et par la suite « recyclée » vers les nouvelles productions « modernes », telles que les carreaux.

Ces derniers ont profité, à leur tour, pour leur large diffusion, des changements des modes de vie, et surtout d'habiter, introduits dans la société européenne vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui demandaient de plus en plus de produits adaptés aux nouvelles formes d'habitat aussi bien en terme d'hygiène que de décor et de prix, trois questions auxquelles les carreaux étaient en mesure de répondre positivement.

Le secteur où le poids de la tradition, qui est un élément fondamental pour comprendre la permanence d'un produit de qualité s'est avéré être le plus fort, malgré les crises cycliques, est certainement celui du marbre qui est amplement répandu dans tout le pays, mais que l'on traite ici avec l'exemple emblématique du marbre de Vérone.

A partir du pons lapideus et de l'Arène romaine, le travail du « blanc et du « rouge » de Vérone a marqué 20 siècles d'histoire au cours desquels la production réalisée dans les grands monuments de Vénétie, mais aussi d'Alger, était souvent le résultat d'une intense circulation, dans tout le bassin méditerranéen, non seulement de matériaux d'origine différente, mais aussi de l'échange de modèles culturels. Sans ce très profond croisement entre différents savoir-faire, nous n'aurions pas connu l'extraordinaire production médiévale de la marqueterie « à tessère » qui marque l'un des phénomènes les plus significatifs de l'histoire de l'utilisation de la pierre et que l'on retrouve dans de nombreuses régions méditerranéennes, au Nord comme au Sud. Cette production est aussi le résultat d'une profonde intégration entre l'activité artistique et l'innovation technologique, étant donné que les fameuses marqueteries des sols étaient réalisées avec des marbres très minces et de différente consistance, une technique qui semble presque miraculeuse pour l'époque et que l'on ne retrouvera, dans cette région, qu'au cours des années très proches de nous.

#### 4) *Identités culturelles et innovations technologiques : intégration ou conflits?*

On a évoqué tout à l'heure l'importance du facteur innovation dans le succès des aires systèmes au niveau de la créativité artistique et de l'« image » des produits ; cependant, celui-ci n'est pas le seul secteur dans lequel se manifeste l'importance du facteur innovation.

En effet, dans des activités de production largement centrées sur le professionnalisme et le savoir-faire, l'innovation technologique joue un rôle aussi important que le design.

Encore une fois, au delà de l'exemple cité concernant le marbre, l'évolution plus intéressante nous est offerte par la production céramique, où l'intégration verticale du cycle de production, sa concentration spatiale, la division du travail de plus en plus aiguë, et largement tissée de phénomènes de sous-traitance, s'accompagne, tout au long de l'histoire du « district céramique », d'une évolution constante des niveaux technologiques. Cette évolution montre la particularité d'avoir concerné non seulement les entreprises « majeures » — dans notre cas au-dessus de 20 employés par unité de production — mais aussi le tissu de production diffus et toutes ses phases. Au moment où, par effet de la recherche-innovation, on introduit dans le district céramique la technique de « monocuisson, qui attribue aux productions de Sassuolo la primauté au niveau mondial, c'est le district dans son ensemble qui en bénéficie, jusqu'au point que l'aire système commence à exporter, au delà de ses produits finis, les nouveaux systèmes de production.

Ce qui pourrait paraître surprenant, sur la base des théories classiques sur la concurrence, est que la vente des systèmes de production intégrés sur le marché mondial n'a pas réduit la capacité de l'aire système de vendre ses produits finis, malgré le fait que les acheteurs les plus importants de ces systèmes aient été également les concurrents les plus aguerris de Sassuolo, comme les Catalans, par exemple ; bien au contraire, la période en question a fait enregistrer un véritable boom des exportations. Evidemment, le cas de la céramique (ou du mobilier) est exemplaire du point de vue de l'innovation technologique ; cependant, d'autres productions ont profité d'une combinaison de facteurs

de production tout à fait extraordinaire, dans laquelle le facteur innovation a joué un rôle fondamental.

Si l'on revient, par exemple, à la production du marbre, dans un petit village au nord de Vérone, S. Ambrogio di Valpolicella, lieu d'origine du fameux « Rouge de Vérone », aujourd'hui pratiquement épuisé, on découvre qu'à partir de la fin des années soixante-dix, moment de stagnation aussi bien de la production du marbre que de l'agriculture de la région, un nouvel essor productif a été réalisé par effet d'une combinaison favorable, tout à fait inattendue, de facteurs de production.

Tout au long des dix dernières années, dans la petite région au nord de Vérone, on a travaillé et exporté une grande quantité de marbre, venant du monde entier, débarqué dans le port de Carrare, en Toscane, et ensuite transféré en Valpolicella par la route ; ici, grâce aux immigrés venant d'Afrique noire (comme la plupart du marbre, par ailleurs) et à l'introduction d'une technique nouvelle, mise au point sur place, on arrive à couper les dalles en « feuilles » beaucoup plus minces que par les techniques traditionnelles.

Cela a provoqué une profonde transformation même dans les formes et dans les modes de l'habitat, tant il est vrai que, depuis une dizaine d'années, en Italie comme dans d'autres pays, pour l'écrasante majorité des cuisines et des salles de bains, pour les revêtements et pour les sols, on a recours à l'utilisation du marbre, un matériau noble et de longue durée et que, désormais, l'on produit et l'on vend au même prix qu'un revêtement en carreaux ordinaires.

Mais grâce à cet essor de la production de dalles pour revêtement, toute la production traditionnelle de marbre a été relancée, en faisant appel à la tradition productive locale, à sa qualité artistique, au rôle de l'école de formation existante, et même en réintroduisant des activités pratiquement disparues, comme la restauration des monuments historiques, la marqueterie ou la production de monuments funéraires.

### 5) *L'importance des facteurs de production locaux : le temps et l'espace*

Plusieurs auteurs ont souligné l'importance du facteur espace dans la détermination du succès des aires-systèmes de production ; bien que le débat théorique n'ait pas permis d'aboutir à des résultats convergents entre les différentes écoles (néo-classiques et néo-marxistes alliés contre les théoriciens du développement local).

L'objectif de la théorie de la modernisation est de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les théories néoclassique et néomarxiste, et ce, en réintroduisant dans l'analyse, le rôle d'un facteur social promouvant la transformation. Il est bien connu que la limite de cette théorie consiste dans le fait que le changement, quelle que soit la façon dont on puisse le juger, doit être décrit comme une fracture, parfois même traumatisante, par rapport aux pratiques sociales et productives qui l'emportent dans la société traditionnelle. Il s'agit d'un changement discontinu, mais cette discontinuité n'est pas expliquée de façon appropriée, dans la mesure où l'on ne comprend pas comment une société « passive » peut entraîner un facteur étant à même de promouvoir le développement économique.

En réalité, l'expérience italienne suggère que le processus de développement économique se poursuit avec une certaine continuité qui est assurée par l'interaction qui s'établit entre les individus et la société. Le projet de l'individu ne peut se réaliser qu'à l'intérieur d'un système de normes sociales et la société ne peut se modifier qu'à travers l'action individuelle qui est cependant réglée par les mêmes normes que celles dont la société s'est munie.

Il est quand même incontestable que les facteurs territoriaux ont joué un rôle souvent déterminant dans le take off des systèmes de production en question.

Le fait même que dans la littérature économique courante on les appelle « systèmes de production localisés », indique de toute évidence que la spécialisation productive au niveau du lieu de production a entraîné des effets très positifs au delà des compétitivités et des concurrences inévitablement déterminées par la

concentration spatiale d'entreprises travaillant dans le même secteur, souvent très restreint sous le profil de la gamme des produits finaux.

Dans le cas de la joaillerie de Valenza Po — un autre petit village agricole de la plaine du Pô — 1 500 ateliers, qui occupent 10 000 personnes, réalisent aujourd'hui 50 % de la production mondiale de joaillerie, là où, au début du siècle, il n'y avait qu'un village de 6 000 habitants, une production agricole de qualité mais restreinte et une dizaine d'ateliers qui produisaient des bijoux inspirés de la mode parisienne de l'époque.

La situation actuelle est encore plus surprenante si l'on considère que l'Italie est un pays qui importe la totalité de son besoin en or et pierres précieuses — et ceci pas seulement pour Valenza, évidemment, mais pour la plus vaste production de bijouterie de Vicenza et Arezzo, aujourd'hui réalisée à l'échelle industrielle — et que la seule « tradition » présente sur place depuis le siècle dernier appartient à une petite production d'argentiers localisés dans la ville d'Alexandrie.

On est ici face à un phénomène de croissance économique remarquable dans laquelle les facteurs habituels semblent jouer un rôle mineur : la créativité locale, résultat d'une forte capacité d'innovation plutôt que de recours à la tradition, s'associe étroitement aux avantages fournis par la forte concentration spatiale des activités qui a permis, entre autres, d'implanter précocement une école de formation des joailliers, rapidement devenue assez fameuse et qui a permis de réaliser une liaison très étroite entre formation et production, (liaison stratégique sur laquelle on reviendra tout à l'heure) et la mise en place de certains services à la petite entreprise, devenus bientôt un exemple suivi par d'autres aires-systèmes du pays.

Le sujet des services aux PME est indissociable du facteur « espace » ; dans le cas en question, au delà des avantages assurés par une activité de formation en commun, la concentration spatiale a permis de réaliser des services, créés par l'ensemble des Ateliers, afin d'obtenir de meilleures conditions dans des secteurs stratégiques pour la réalisation d'importantes économies d'échelle, à savoir la négociation du prix de l'or et des pierres précieuses sur le marché mondial, l'achat de technologies au ni-

veau international, l'organisation d'importantes Foires de la Joaillerie, l'obtention de crédits à des taux largement plus favorables, la présence des Ateliers sur le marché mondial, ce qui permet aujourd'hui à des unités de production qui ont une taille moyenne de 6 à 10 employés, d'exporter leurs produits du Japon aux Etats-Unis.

Le bref excursus historique tracé ci-dessus a, en fait, une propre raison d'être. Au bout du compte, il s'agit de comprendre que le processus de développement se déroule dans la longue période et que le temps joue donc un rôle primaire. Il y a, d'ailleurs, d'autres exemples que le cas italien : le développement récent de la Catalogne, de certaines régions marocaines et des nouveaux pays industriels, témoigne de l'importance de la continuité temporelle du processus de développement. Dans la mesure où l'on introduit dans l'analyse la continuité temporelle du processus de production, on reconnaît la possibilité que les comportements des acteurs sociaux soient spatialement différenciés : en effet, ce n'est que dans la longue période que ces comportements peuvent se différencier. Autrement dit, l'histoire, la culture, les institutions d'un territoire sont importantes pour en comprendre l'évolution économique.

La contribution la plus importante du débat sur les aire-systèmes italiennes a été — par le biais de la réintroduction du temps et de l'espace dans l'analyse — l'avoir donné légitimité à l'idée de la différenciation des modèles de développement.

### *6) Le rôle stratégique de la formation*

Dans la plupart des expériences citées, les écoles de formation ont joué un rôle majeur dans le succès des aires systèmes.

L'étroite liaison entre production et formation a été en effet cruciale pour assurer, tout au long de l'histoire, le transfert dans la production de certaines innovations artistiques élaborées au niveau de l'école ; le cas le plus frappant est celui de la joaillerie, où, par exemple, le facteur « mode » joue un rôle important et qui a contribué largement non seulement au succès de la joaillerie italienne dans le monde mais à l'exportation du « made in Italy » dans son ensemble.

Sans approfondir les cas spécifiques de cette liaison, il est important de souligner que la formation est peut être le terrain d'où repartir pour faire du savoir-faire la base d'une nouvelle politique de coopération en Méditerranée. La question n'est pas nouvelle : d'importantes expériences ont été menées permettant, par exemple, aux artisans de Verone l'ouverture de chantiers-écoles pour la restauration de monuments en marbre dans la Médina d'Alger, ou bien d'accueillir un certain nombre de jeunes artisans méditerranéens dans l'école des joailliers à Valenza. Cependant, il s'agit d'actions sporadiques ayant un impact très limité, tandis que les conditions sont en place, d'une part et d'autre du bassin méditerranéen, pour faire de la formation le centre d'une activité de coopération très large, à fort impact socio-économique et très efficace dans la perspective de mise en valeur du patrimoine culturel. Ces conditions, que l'on retrouve en particulier dans l'énorme diffusion des savoir-faire populaires dans toutes les sociétés méditerranéennes, ont été parfois sacrifiées en faveur d'un modèle d'industrialisation massive, qui a largement échoué, et qui a provoqué des effets pervers aussi bien sur le déclin et l'abandon des activités agricoles que sur la marginalisation de la créativité locale. Celle-ci apparaît de nos jours submergée, dans beaucoup de pays, par l'importation massive de produits médiocres, provenant notamment d'Asie orientale, ou réduite à simulacre d'anciennes traditions à l'intérieur de productions locales destinées à une consommation touristique au niveau du folklore.

Et pourtant, même dans ces conditions, les savoir-faire locaux sont en général encore présents un peu partout dans nos pays ; et les chances d'une relance résident dans la combinaison des facteurs de production évoqués en précédence, et dans le soutien des pouvoirs politiques locaux, qui ont été, dans le temps, un des atouts majeurs pour la croissance économique locale.

### *7) Le rôle des institutions dans l'économie locale*

Bien que les aires systèmes plus performantes, en Italie, comme en Espagne, au Maroc ou en Tunisie, soient caractérisées par une large diffusion de l'esprit d'entrepreneur, individuel ou

associé, l'histoire de ces régions nous montre l'importance des pouvoirs publics, surtout locaux, dans le soutien des activités de production.

Cette question a été évoquée, toute à l'heure, dans le cas de la céramique, mais en Catalogne, comme en Lombardie, les institutions ont été également présentes, tout au long de l'histoire, sur le front du soutien aux activités de production locales, par le biais d'actions spécifiques qui ne pouvaient être accomplies que par les institutions publiques : la libéralisation des frais de douanes pour certains produits, la détermination du niveau des impôts, le soutien aux exportations, etc., des fonctions qui n'ont pas seulement gardé toute leur efficacité aujourd'hui mais qui deviennent, si possible, encore plus stratégiques dans le cadre d'une concurrence internationale de plus en plus acharnée par effet de la mondialisation de l'économie.

En fait, les périodes de crise qui ont frappé les aires-systèmes italiennes au cours de leur histoire, ont montré que les acteurs privés ne sont pas toujours capables de gérer un processus de développement local. Une crise introduite de l'extérieur, ou même une crise interne, ne reçoit pas souvent des réponses proportionnées : au lieu de promouvoir des stratégies communes pour faire face aux problèmes locaux, elles déchaînent la rivalité parmi les individus. Il y a ainsi souvent un manque de rationalité de la part des acteurs privés. De ce point de vue, les Institutions peuvent sans doute jouer un rôle important : les pouvoirs publics peuvent intervenir sur plusieurs plans, de la planification de l'activité économique au développement des secteurs prioritaires, de l'introduction de nouvelles technologies à la gestion de la main-d'œuvre, de la mobilisation de l'épargne à la gestion d'une politique commerciale sélective vers l'extérieur. L'expérience de certains pays du Sud a montré que, au-delà des idées reçues, cela est possible.

Mais cela est possible si, d'un côté, les spécificités culturelles sont gardées et si, d'autre côté, une transformation des comportements des acteurs (qui ne soit contradictoire avec ces mêmes spécificités) est promue. Il faut souligner que l'action des pouvoirs publics devrait être innovatrice et originale, c'est-à-dire qu'elle devrait prendre en considération les spécificités d'un territoire donné : le cas des

« éléphants blancs » africains, les expériences mêmes de certains pays maghrebins sont là pour nous avertir sur les dangers des paradigmes des « modèles uniques de développement ».

(1) Ce rapport a été rédigé sur la base des interventions de MM. Benzi, Cecchini, Chemello, Orsini, Sorrentino

## **Légendes des photos**

La céramique fait l'objet de nombreuses interventions de la part des plus fameux designers de la mode italienne et française : voici les carreaux « signés » par Ferré (photo 1), Ungaro (photo 2), Versace (photo 3), Trussardi (photo 4) et Roccobarocco (photo 5).

La production artistique en marbre a accompagné toute l'évolution de l'art contemporain. Dans ces pages trois exemples d'objets réalisés au début de notre siècle (photo 6) et une fontaine de nos jours (photo 7).

Un exemple de coopération culturelle et technique italo-algérienne dans la réhabilitation d'anciens sites et monuments : le « Bastion 23 » (photo 8) et la restauration du Neptune romain (photo 9) au Musée National d'Alger.

Deux exemples de la tradition de l'artisanat d'art italien dans les domaines de l'ébénisterie (Bovolone, Vérone) (photo 10) et de la joaillerie (Valenza Po) (photo 11).

## Table des matières

Préface d'Albert Sasson . . . . .	5
1. Introduction aux thèmes du Séminaire : les futurs de la culture et la coopération euro-maghrébine par Augusto Perelli et Abdelkader Sid Ahmed . . . . .	7
2. Introduction au Séminaire par Albert Sasson . . . . .	29
3. Maghreb : modernisation et identités culturelles par Abdou Filali-Ansary . . . . .	45
4. La Méditerranée créatrice par Thierry Fabre . . . . .	53
5. De la culture de l'efficacité à l'efficacité de la culture par Bruno Lanvin . . . . .	61
6. Prise en compte de la dimension culturelle et sociale par Alain Brezault . . . . .	71
7. La parabole au Maghreb : un enjeu civilisationnel par Youssef Nacib . . . . .	83
8. Les actions entreprises par la RAI dans le Bassin méditerranéen (Radio télévision italienne) par Giulio Giordano . . . . .	89
9. Edition et développement : éléments d'une coopération euro-maghrébine par Hassen Bendhif . . . . .	97
10. Les industries culturelles en Algérie par Messaoud Taieb . . . . .	103
11. Le rôle de médiation des diaporas maghrébines en Europe par Abdelkader Djehloul . . . . .	113
12. Agriculture, alimentation et identité culturelle en Méditerranée par Luigi Chilò . . . . .	121
13. Dynamique propre à l'entreprise et « pattern » socio-culturel en Catalogne par Gemma Aubarell . . . . .	139
14. Essor et crise des aires systèmes de Vigevano et Maniago par Cesare Benzi . . . . .	159
15. Les aires-systèmes italiennes : tradition, créativité et innovation technologique . . . . .	167



CET OUVRAGE A ÉTÉ ACHEVÉ D'IMPRIMER EN MAI 1996  
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE DE L'INDÉPENDANT - CHÂTEAU-GONTIER  
DÉPÔT LÉGAL : 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 1996

*Cet ouvrage s'inspire des actes remaniés du Colloque organisé par l'UNESCO et le Politecnico de Milan sur les futurs de la culture en Méditerranée Occidentale, organisé à Mantoue en 1993 (Italie).*

*L'approche retenue dans cet ouvrage est importante par son originalité. L'idée même de culture est inversée par rapport à l'orientation traditionnelle. Plus que comme un patrimoine historique immuable, le concept de culture retenu ici est celui d'indicateur d'appartenance des différentes sociétés à la Méditerranée en tant qu'espace commun. Quel impact les moyens d'information de masse exercent-ils sur les sociétés Méditerranéennes, notamment sur la rive Sud en tant que véhicules de modèles culturels occidentaux, mais en même temps d'outils nouveaux pour une éventuelle communication alternative. Même approche pour la question du Patrimoine interprétée sous un angle double : celui de la valorisation des savoir-faire traditionnels des sociétés Méditerranéennes et sous celui du terrain pour une relance de la coopération Euro-Maghrébine, mise en œuvre de façon croissante par les sociétés locales elles-mêmes. L'expérience des industries italiennes du Nord – dont certaines remontent à plusieurs siècles – dans cette valorisation des savoir-faire traditionnels à l'aide des outils les plus modernes : marbre, textile, cuir, orfèvrerie, céramique etc... est abondamment présentée : du Maroc à la Syrie en passant par la Tunisie et l'Algérie, un vaste champ de coopération Euro-Méditerranéen méconnu s'ouvre ainsi avec des retombées notamment économiques non négligeables.*

*Augusto Perelli est professeur au Politecnico de Milan. Il s'occupe des problèmes d'aménagement du territoire dans le cadre des relations internationales et de la coopération Nord-Sud et tout particulièrement en Méditerranée.*

*Abdelkader Sid Ahmed est chercheur à l'ORSTOM Département Société Urbanisation et Développement U.R. Savoirs et Pouvoirs. Il est également associé à l'IREMAM et enseignant à l'IEDES, Université Paris I Panthéon-Sorbonne.*



**ÉDITIONS UNESCO**

1, rue Mollat  
75732 PARIS Cedex 15  
Tél. : (1) 45.68.10.00  
Fax : (1) 42.73.30.07

ISBN : 92-3-203265-1

PRIX : 238 F